

ANALYSE COMPARÉE DES SYSTÈMES DE MISE EN PLACE DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES : CHINE,  
CORÉE DU SUD, FINLANDE ET CANADA

Par  
Marie Saydeh

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Khalid Adnane

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Septembre 2019

## SOMMAIRE

Mots-clés : système politique, politique environnementale, élaboration de politique, outil d'application, résultat, suivi, analyse comparative, engagement, plan d'action, démocratie

L'objectif de cet essai est d'analyser et de comparer la mise en place de politiques environnementales dans les systèmes politiques de la Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada, afin d'émettre des recommandations pour chaque pays. Dans la situation actuelle, où les enjeux environnementaux prennent de l'ampleur et où les dégâts des activités humaines engendrés sur l'environnement apparaissent irréversibles, la mise en place de politiques environnementales devient un moyen d'agir pour les entités gouvernantes des pays contre l'aggravation des événements. En ce sens, la problématique dans le présent essai consiste à adapter les réflexions entourant la mise en place adéquate de politiques environnementales aux réalités économiques, sociales, politiques et environnementales de la Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada.

Pour répondre aux besoins environnementaux pressants, l'analyse démontre que les différentes mises en place de politiques environnementales de la Finlande, du Canada, de la Corée du Sud et de la Chine s'avèrent être qualifiées respectivement : d'adéquates à moins optimales. Les recommandations pour la Chine consistent, principalement, à rendre le processus plus démocratique. Le gouvernement sud-coréen doit quant à lui impliquer davantage la population dans l'élaboration des politiques et encourager l'éducation relative à l'environnement. La Finlande peut alléger les démarches administratives d'application des politiques environnementales dans le but d'atteindre rapidement les objectifs et s'adapter aux défis rencontrés. Le Canada doit s'engager davantage dans le domaine de l'environnement, et ce en remodelant les processus d'application des politiques pour atteindre les objectifs souhaités.

Les conclusions de la comparaison énoncent que le degré d'engagement des gouvernements à élaborer des politiques environnementales varie en fonction de la réalité économique du pays. De plus, le degré de démocratie d'un système politique influence positivement l'engagement de la population envers des initiatives environnementales. Cependant, posséder un système démocratique n'assure pas l'obtention de résultats environnementaux concluants. Par ailleurs, ce type de recherche est important dans le but ultime d'améliorer la situation de l'environnement à l'échelle planétaire, tout en considérant les réalités propres à chaque pays dans le système international.

## REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont contribué à la réalisation de cet essai. Je voudrais remercier premièrement mon superviseur, Khalid Adnane, pour ses conseils et ses encouragements qui m'ont suivi tout au long de la rédaction.

Dans un registre plus personnel, je remercie grandement Denyse Blais-Saydeh pour les maintes révisions de textes et pour ses recommandations dans ma recherche d'informations. J'adresse aussi un grand merci à Hélène Bernier et Judith Michaud qui m'ont aidé dans le perfectionnement de mes références ainsi qu'à Karine Pépin, Amina Sab, Florence Lessard, Léontine du Reau, Auriane Schiewe et Simon Durand pour leurs révisions de textes attentives.

Je remercie par ailleurs ma conseillère pédagogique, Judith Vien, pour son soutien, ses conseils et ses réponses proactives aux courriels. J'adresse un merci à Ayoub Hammoudi, Elie Saydeh et Karine Vézina pour leurs précieux conseils qui me sont venus en aide durant la rédaction.

Je tiens à adresser des remerciements à tous mes amis, professeurs et autres membres du personnel scolaire qui m'ont accompagné et encouragé durant la maîtrise à Sherbrooke et en Belgique. Vous avez rendu mon expérience inoubliable.

Finalement, je remercie André, Bernard et Marius pour leur accueil quotidien et leurs encouragements qui m'ont suivi tout au long de la maîtrise et de la rédaction de cet essai.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1. MISE EN CONTEXTE .....	3
1.1 Les politiques environnementales .....	3
1.2 Choix des pays .....	7
1.3 Contexte chinois .....	8
1.4 Contexte sud-coréen .....	15
1.5 Contexte finlandais .....	20
1.6 Contexte canadien .....	25
2. ANALYSE MULTICRITÈRE .....	32
2.1 Présentation de l'outil d'analyse .....	32
2.2 Présentation des critères et des sous-critères d'analyse .....	35
2.3 Limites et contraintes de l'analyse .....	40
2.4 Analyse et résultats .....	41
2.4.1 Analyse des valeurs attribuées aux critères et aux sous-critères .....	41
2.4.2 Résultats totaux de l'analyse .....	60
3. INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS, COMPARAISON ET RECOMMANDATIONS .....	61
3.1 Interprétation et comparaison des résultats d'analyse entre chaque pays .....	61
3.1.1 Section 1 : Engagement et motivation .....	61
3.1.2 Section 2 : Élaboration de politiques environnementales .....	63
3.1.3 Section 3 : Post-mise en application de politiques environnementales .....	65
3.1.4 Résultats finaux .....	66
3.2 Recommandations dans la mise en place de politiques environnementales .....	67
3.2.1 Recommandations pour la Chine .....	67
3.2.2 Recommandations pour la Corée du Sud .....	68
3.2.3 Recommandations pour la Finlande .....	69
3.2.4 Recommandations pour le Canada .....	71
3.2.5 En résumé .....	72
CONCLUSION .....	73
RÉFÉRENCES .....	75
BIBLIOGRAPHIE .....	93

ANNEXE 1 : JUSTIFICATION DU CHOIX DES CRITÈRES.....	95
ANNEXE 2 : JUSTIFICATION DU CHOIX DES SOUS-CRITÈRES.....	96
ANNEXE 3 : JUSTIFICATION DE LA PONDÉRATION DES CRITÈRES.....	99
ANNEXE 4 : JUSTIFICATION DE LA PONDÉRATION DES SOUS-CRITÈRES.....	100
ANNEXE 5 : TABLEAU SOMMATIF DE L'ANALYSE .....	103

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Logigramme récapitulatif général d'éléments importants dans la mise en place de politiques environnementales.....	7
Figure 1.2 Organigramme récapitulatif de la hiérarchie politique chinoise simplifiée.....	10
Figure 1.3 Logigramme récapitulatif des pouvoirs associés aux différentes autorités responsables à l'échelle nationale en Corée du Sud. ....	17
Figure 1.4 Logigramme récapitulatif des pouvoirs associés aux différentes autorités responsables à l'échelle nationale en Finlande.....	21
Figure 1.5 Organigramme du parcours simplifié de mise en place d'une politique environnementale au Canada.....	29
Figure 2.1 Schéma explicatif de la structure de base de la grille multicritère.....	33
Figure 2.2 Légende des logigrammes présentant les sections, les critères et les sous-critères.....	35
Figure 2.3 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 1 .....	37
Figure 2.4 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 2 .....	38
Figure 2.5 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 3 .....	39
Figure 2.6 Graphique des résultats totaux de l'analyse par pays.....	60

## LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

BAPE	Bureau d’audiences publiques sur l’environnement du Québec
CBOC	Le <i>Conference Board</i> du Canada
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique
COP	Conférence des Parties
E-déchet	Déchet électronique
GES	Gaz à effet de serre
ISDE	Innovation, Sciences et Développement économique Canada
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
ME	<i>Ministry of Environment</i>
MELCC	Ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques
MEP	<i>Ministry of Environmental Protection of the People's Republic of China</i>
MOHW	<i>Ministry of Health and Welfare</i>
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économique
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
PED	Pays en voie de développement
PIB	Produit intérieur brut
UE	Union européenne

## LEXIQUE

Application	Mise en œuvre, exécution (Filion, 2018a).
Démocratie	Régime politique d'une société ou d'un groupement selon lequel la souveraineté appartient à l'ensemble des membres, en principe égaux entre eux, pour l'exercice de cette souveraineté, laquelle est généralement exercée par l'intermédiaire de représentants qu'ils élisent (démocratie représentative) (Filion, 2018b).



## INTRODUCTION

L'environnement peut être défini comme l'endroit et les éléments composant le lieu où vit l'humain, mais aussi l'ensemble des ressources et services nécessaires pour assurer sa survie et ses activités. Depuis la mise en valeur d'un marché économique libéral, la croissance sans limites respecte peu la réalité de la planète où les ressources sont finies et lentement renouvelables. De plus, en exploitant les matières premières, la production de déchets devient quasiment inévitable. (Roberts, 2011). Le manque de gestion rationnelle des ressources naturelles couplé aux grandes quantités de déchets produits par l'être humain, sont à l'origine de la plupart des enjeux environnementaux, tels que la pollution, la disparition d'espèces et la limite de l'offre des ressources naturelles. Ceux-ci mobilisent les gouvernements à entreprendre des démarches politiques afin d'y remédier (Dryzek, 2013). En effet, certains pays tentent de modifier leur rapport à l'environnement en mettant en place des politiques à caractère environnemental. Depuis la fin des années 1960, ces dernières gagnent de l'importance au niveau mondial (Carter, 2018).

Or, chaque pays fait face à des réalités et enjeux environnementaux qui lui sont propres, et ce, pour des raisons liées aux différences d'ordre économique, idéologique, géographique, démographique, historique ou environnemental (Doyle et McEachern, 2008). Parallèlement, il existe différents types de discours politiques, et ce, selon l'utilisation variée de l'environnement (Dryzek, 2013). De plus, la détérioration de celui-ci dépasse largement les frontières politiques pour devenir un enjeu d'instances internationales. Ainsi, le besoin de protéger l'environnement à l'échelle globale se fait de plus en plus ressentir. (Roberts, 2011).

En ce sens, la pertinence de cet essai réside dans la réalité que le besoin de coopération à l'échelle mondiale gagne de l'importance face à l'urgence des gouvernements à agir contre la situation déplorable de l'environnement (Roberts, 2011). La coopération se définit comme étant un « travail en commun des [humains] au cours de la production reposant sur le principe de la synergie », et pour s'y prendre il est nécessaire de considérer les réalités de chaque membre prenant part au travail (Office québécois de la langue française, 1989). Le présent essai permet donc de saisir le contexte et le processus de mise en place de politiques environnementales dans quatre pays choisis à des fins comparatives. Cette approche permet de relever les forces et les fragilités, de comparer les faits et ensuite d'émettre des recommandations adaptées à chacun de ces pays dans le but commun d'agir contre les enjeux environnementaux en utilisant le moyen le plus adéquat de mise en place des politiques environnementales. À plus grande échelle, cet

exercice peut favoriser l'engagement et la mobilisation de chaque membre de la communauté internationale face aux enjeux qui menacent la santé de la planète aujourd'hui. C'est d'ailleurs ce que tente d'accomplir l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avec la publication de ses rapports annuels d'examen environnementaux de différents pays (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2017b). La comparaison entre les pays, faisant l'objet de cet essai, permet d'éclairer les recommandations qui suivront l'analyse des informations colligées.

En somme, l'objectif principal de cet essai est d'analyser et de comparer la mise en place de politiques en environnement dans les systèmes politiques de la Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada afin d'émettre des recommandations éclairées pour chaque pays. Pour y arriver, des objectifs spécifiques sont définis. D'abord, un inventaire d'informations est élaboré, incluant les parties prenantes, les initiatives de mise en place de politiques environnementales ainsi que les différents systèmes politiques actuels pour les pays d'intérêt. Les informations recensées proviennent de sources fiables, dont des publications d'experts, des sites internet officiels des gouvernements concernés et des articles revus par les pairs. Ensuite, une méthode d'analyse des mises en œuvre de politiques environnementales (avec des variables fixes) est effectuée. C'est à l'aide de l'outil multicritère conceptualisé que les mises en application des politiques environnementales des différents pays sont évaluées puis analysées. Suit finalement la comparaison entre chaque pays pour analyser et formuler des recommandations en fonction des différents systèmes en place.

Cet essai est structuré en trois chapitres. Le premier consiste en une mise en contexte. Il renseigne sur les facteurs influençant une politique environnementale dans sa mise en place, justifie le choix des pays et en présente les portraits. Le deuxième chapitre est consacré à l'analyse multicritère, où est élaboré l'outil d'analyse et où s'explique celle-ci. Le dernier chapitre offre une comparaison entre pays et formule des recommandations spécifiques pour chaque pays à la lumière de sa réalité sociale, historique, géographique, politique et économique, et ce, avec l'objectif commun d'agir vers un projet à l'échelle mondiale.

## **1. MISE EN CONTEXTE**

La Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada ont des systèmes politiques différents. De plus, les situations environnementales, sociales et économiques de ces pays varient également. Ainsi, la mise en place des politiques environnementales diverge en fonction de chaque réalité. Ce chapitre dresse donc un portrait des pays d'intérêt avec certaines de leurs caractéristiques respectives, lesquelles exercent une influence significative dans la mise en place de politiques environnementales.

### **1.1 Les politiques environnementales**

Les politiques environnementales gagnent de l'importance dans l'actualité au niveau mondial (Biros, 2014). Cette tendance se fait ressentir dans les débats environnementaux, politiques, gouvernementaux, économiques et sociaux. En effet, les politiques environnementales s'inscrivent dans des situations diverses influencées par plusieurs éléments des réalités retrouvées dans chaque pays.

La manière de la mise en place de ces politiques dépend, entre autres, des systèmes politiques pratiqués dans les pays, d'autant plus que ces derniers varient parallèlement au modèle ainsi que le régime en place, et de l'idéologie véhiculée dans les pays. Le modèle politique d'un pays énonce la dynamique entourant la détention des pouvoirs. Par exemple, dans une dictature, l'ensemble des pouvoirs est gardé par une personne ou un groupe de personnes. Or, dans une démocratie, l'ensemble des pouvoirs est contrôlé par le peuple qui, normalement, participe à des élections pour désigner des personnes responsables de l'exercice de ces pouvoirs. (Gaudreau et Guay, 2018). Ensuite, le régime politique articule la manière dont l'ensemble des pouvoirs sont exercés. Ces pouvoirs peuvent être entre autres séparés, comme dans un régime parlementaire ou présidentiel, voire semi-présidentiel (Burdeau, s. d.). Dans une dictature, les pouvoirs (majoritairement exécutifs) sont répartis de façon confuse, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas toujours distincts les uns des autres et souvent une entité se trouve responsable de tous les pouvoirs (Gaudreau et Guay, 2018). Enfin, l'idéologie exprime les valeurs encouragées dans la prise de décision dans un pays (Gabel, s. d.). Parmi ces idéologies, il y a le communisme, le socialisme et le capitalisme. Le communisme se caractérise par une absence de l'état, l'abolition des propriétés privées et faire valoir le bien commun (Gaudreau et Guay, 2018). Souvent le communisme est associé à une dictature. Le socialisme se distingue par la collectivité et l'absence de classes (Whitehorn et Young, 2013). Le

capitalisme défend les valeurs de libre échange où les propriétaires des biens sont ceux qui mettent en œuvre le système (Lallement, s. d.).

Les enjeux environnementaux expérimentés dans chaque pays influencent l'élaboration de politiques environnementales. Parfois c'est une question de gestion des ressources (surtout dans les pays en développement [PED]), de protection des aspects de l'écosystème (surtout pour les pays développés) ou bien même de pressions sociales (PED et pays développés). (Doyle, et McEachern, 2008). Les soucis environnementaux diffèrent entre pays pour plusieurs raisons, dont la situation économique, la situation géographique, la situation climatique, les enjeux sociaux, l'idéologie du pays ou bien même le rapport à l'environnement. Or, les enjeux environnementaux touchent tous les pays. La situation de détérioration de l'environnement est un enjeu d'instance mondiale, car les frontières politiques ne limitent pas les impacts des manifestations environnementales (Compagnon, 2015). Ainsi, les gouvernements sont aussi confrontés à des enjeux environnementaux transfrontaliers. Il est donc important que les pays reconnaissent cette réalité et s'engagent de manière concertée à la gestion des impacts (Carraro et Siniscalco, 1993).

Ensuite, les politiques environnementales mises en place varient en fonction des objectifs leur étant associés. Il y a en effet différentes formulations possibles (Doyle, et McEachern, 2008). Certains objectifs sont plus larges pour donner un aspect de liberté lors de la mise en place, mais d'autres sont spécifiques pour effectivement atteindre des seuils précis et mesurables (Doyle et McEachern, 2008). Aussi, les objectifs d'une politique environnementale peuvent refléter le degré d'engagement du pays par rapport aux questions environnementales. Certains gouvernements vont faire de l'environnement une priorité tandis que d'autres vont encourager des sphères politiques distinctes, et ce pour des raisons variables.

Par ailleurs, la mise en place de politiques environnementales est grandement influencée par les définitions (légales et traditionnelles) attribuées à l'environnement et à la nature dans le pays. D'autant plus qu'elles sont portées à changer au cours du temps, elles donnent une direction aux objectifs des politiques, elles proposent un rapport entre la nature et l'humain, et elles énoncent les éléments de l'environnement importants dans le pays d'intérêt. (Descola, 2005 ; Doyle et McEachern, 2008). Certains voient l'environnement et la nature comme étant extérieurs à l'humain, tandis que d'autres les perçoivent comme les milieux dans lesquels l'humain vit (Descola, 2008). Or, il y a davantage de conceptions et

plusieurs peuvent exister au sein d'un même pays ; ce qui peut rendre la tâche d'élaboration de politiques environnementales un peu plus complexe.

Préalablement à l'application de politiques, les pays mettent en place des plans d'action (Mermet, Billé, Leroy, Narcy et Poux, 2005). Ce plan d'action donne souvent lieu à la conception d'un programme environnemental dans lequel peuvent s'inscrire les actions à apporter lors de l'application de la politique. Dans le contexte environnemental actuel, il est important que l'élaboration de la politique considère la portée à court, moyen et long terme des projets. Ceci se concrétise souvent par l'entremise d'évaluation d'impacts qui a pour fonctionnement de consulter autant des experts que la population pour dresser un portrait global d'une situation avant la prise de décisions, notamment pour la mise en place d'un projet environnemental (André, Delisle, Revéret, 2010).

Pour appliquer une politique, les pays ont recours à des outils de mise en place qui jouent un rôle majeur dans l'atteinte des objectifs. En effet, une politique n'a pas de caractère obligatoire. Elle inspire les plans d'action et sert de fondement pour les règlements et les lois. (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018d). Donc pour l'appliquer, les gouvernements peuvent avoir recours au système judiciaire, la force ou bien encore, des campagnes de sensibilisation (Mermet et al., 2005). Les outils choisis varient en fonction du système politique et de la portée des politiques, et ce, du fait que ces outils ont des forces et des limites. Par exemple, les lois et règlements assurent une certaine structure dans le fonctionnement de processus définis dans la loi, mais ils aspirent peu à aller au-delà des limites imposées. Ils sont plus utiles en présence d'autres outils. De leur côté, les instruments économiques fonctionnent adéquatement en général, sauf lorsqu'ils sont trop pénalisants. Enfin, la persuasion et la volonté personnelle sont considérablement avantageuses sur le long terme, mais rarement efficaces à court terme. (Robert, 2011). Ainsi, l'approche choisie influence le poids de la politique dans la société. Dans tous les cas, si elle respecte les droits de la personne, sans contrevenir complètement aux intérêts économiques, elle a davantage de chance d'être effective à toutes échelles temporelles (Dryzek, 2013).

Par la suite, la motivation et l'engagement des gouvernements influencent l'importance de l'application des politiques environnementales (Doyle et McEachern, 2008). Certains les appliquent pour des raisons financières comme : respecter leurs engagements de mettre une taxe carbone, recevoir du financement pour accomplir des projets ou encore trouver des alternatives moins dispendieuses à certains procédés (Halley et Boiral, 2008). D'autres les mettent en pratique pour des raisons écologiques comme : diminuer

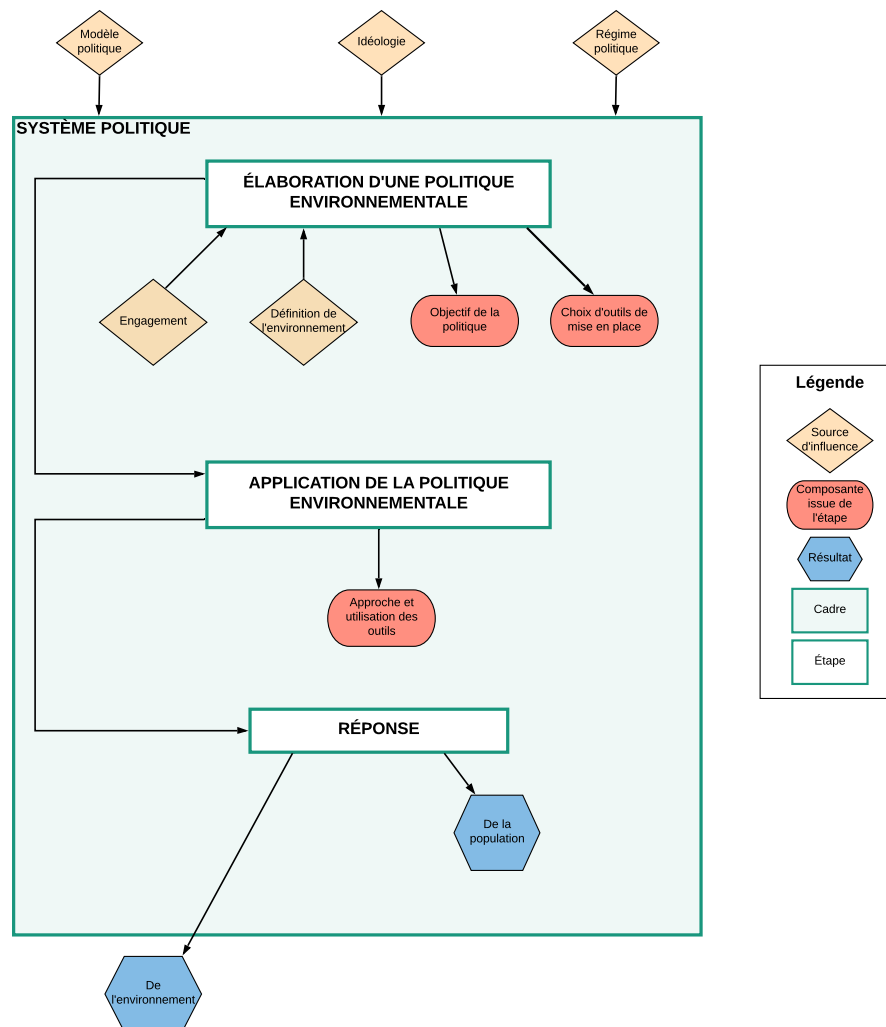
la destruction d'habitats naturels, éviter la perte de biodiversité et conserver chaque espèce pour son rôle écologique. Des gouvernements vont accepter de mettre en place des politiques environnementales en raison de leurs principes comme ceux de prévention, de précaution ou par justifications scientifiques (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques [MELCC], s. d.b). Enfin, il y a aussi des raisons sociales comme : favoriser la santé humaine, créer des espaces de chasse, conserver la beauté du paysage, protéger une espèce animale aimée, assurer la sécurité alimentaire, minimiser le déplacement de populations, espérer la souveraineté alimentaire et répondre à la pression des acteurs de la société civile (organisations non gouvernementales [ONGs], pressions internationales et autres) (Belaidi, 2008). Dans la situation actuelle de réchauffement climatique, il est important que les gouvernements s'engagent à la gestion de l'environnement et qu'ils suivent leurs promesses pour une application efficace des politiques (Dryzek, 2013). En général, ils les respectent suite à un engagement concret (Tsayem Demaze, 2009).

L'engagement de la population influence aussi l'efficacité de mise en place des politiques environnementales. Plus une population est engagée, plus il est efficace d'appliquer une politique. Cet engagement se bâtit, entre autres, avec l'aide d'un système d'éducation à l'environnement disponible autant pour les adultes que pour tous les jeunes (Le Prestre, 2015).

D'ailleurs, une politique environnementale doit apporter des résultats satisfaisants autant pour le respect de l'objectif principal que pour l'apport d'effets positifs sur l'environnement (Roberts, 2011). Ces résultats sont préférablement recensés lors de séances de suivi. Le système de suivi et de rétroaction est normalement prévu lors de l'élaboration de politique et l'accompagne tout au long de son application (André et al., 2010). Un suivi régulier et efficace permet de s'assurer que le plan de mise en place est respecté et appliqué efficacement, que les outils sont employés comme prévu et que les défis de parcours sont considérés et traités (André et al., 2010).

En résumé, pour comprendre les milieux dans lesquels s'inscrivent des politiques environnementales, il est important de saisir, entre autres, le fonctionnement du système politique, la perception de l'environnement, la méthode d'élaboration de politiques, les outils d'application employés, les enjeux environnementaux, le suivi des politiques, la situation économique du pays d'intérêt ainsi que les parties prenantes des projets mis en place. La figure 1.1 présente le schéma général de mise en place d'une politique environnementale ainsi que des aspects importants à prendre en considération lors de la

comparaison entre chaque pays. Les flèches noires partent d'un élément important de la mise en place de politiques environnementales et pointent vers un autre qu'il influence.



**Figure 1.1 Logigramme récapitulatif général d'éléments importants dans la mise en place de politiques environnementales**

## 1.2 Choix des pays

La Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada sont au cœur de cet essai pour les raisons suivantes. D'abord, le choix du Canada est réalisé par le fait que c'est le pays dans lequel s'effectue l'analyse. Ultiment, il est intéressant de se comparer avec les autres pour pouvoir émettre des recommandations pour le Canada en s'inspirant de situations vécues ailleurs dans le monde. De plus, le Canada est un pays qui défend des valeurs davantage capitalistes et démocratiques (Dryzek, 2013). Ces valeurs guident la prise

de décisions. Les valeurs environnementales sont véhiculées, mais parfois elles sont ignorées ou non appliquées, et ce, par la population et les gouvernements. Les priorités économiques devancent en général toutes les autres. (Dryzek, 2013).

La Finlande est un pays sélectionné aux fins de l'analyse, car celui-ci est considéré comme étant un des pays les plus « verts » au monde. Ce pays traite les enjeux environnementaux de manière différente du Canada. Il évite le « capitalisme incontrôlé » et lors de prises de décisions, ce dernier adopte une approche davantage corporative (expliquée en 1.5 Contexte finnois) qui facilite la mise en place de politiques environnementales. (Dryzek, 2013).

La Chine est aussi sélectionnée du fait que c'est un pays en développement en matière de marché plus libéral et de revenu moyen par personne, tout en maintenant une position unique dans les échanges internationaux et les négociations internationales. Avec sa croissance économique fulgurante, c'est un des premiers pays émergents à émettre sa position concernant le changement climatique. De plus, le contexte politique de la Chine est particulier. En effet, la Chine élabore ses propres politiques sans toujours considérer les recommandations de la communauté internationale, et conceptualise ses propres démarches concernant le traitement des enjeux climatiques. Selon certaines statistiques, ce pays émet la quantité la plus importante de pollution atmosphérique au monde, ce qui fait que ce pays se retrouve au cœur des discussions internationales. (Babonneau, Haurie et Vielle, 2016).

Enfin, la Corée du Sud est le quatrième pays d'intérêt de cet essai. Ayant un passé tumultueux, ce pays a su sortir de la pauvreté rapidement et modeler sa pensée vers un fonctionnement davantage capitaliste (Gaudreau et Guay, 2018). Ayant été influencée par le communisme après la Seconde Guerre mondiale, la Corée du Sud permet de faire le lien entre le Canada et la Chine, et de mettre en opposition les fonctionnements de la Finlande.

### **1.3 Contexte chinois**

La Chine est un pays d'Asie ayant une superficie de 9 560 000 km<sup>2</sup>, faisant d'elle le troisième plus grand au rang mondial (Gaudreau et Guay, 2018). Avec une densité de 147,67 personnes par km<sup>2</sup> et un climat variant entre le tempéré, tropical et subtropical, la Chine est confrontée à plusieurs défis, mais profite de plusieurs avantages également (Gaudreau et Guay, 2018 ; Chine Escapade, s. d.).



La Chine a un système politique dictatorial démocratique socialiste. Depuis plus la Deuxième Guerre mondiale, la Chine côtoie les valeurs communistes. En effet, elle a été proclamée République populaire de Chine en 1949, et depuis, tous les dirigeants de la République ont toujours été membres du Parti communiste. Ils se disent au service du peuple. (Gaudreau et Guay, 2018). D'autres partis existent, mais ils ne se présentent pas aux élections : ils conseillent le Parti communiste (China Internet Information Center, s. d.). L'organisation du pouvoir est unitaire et il est détenu par le président à la tête du seul parti politique au pouvoir dans le pays. (Gaudreau et Guay, 2018).

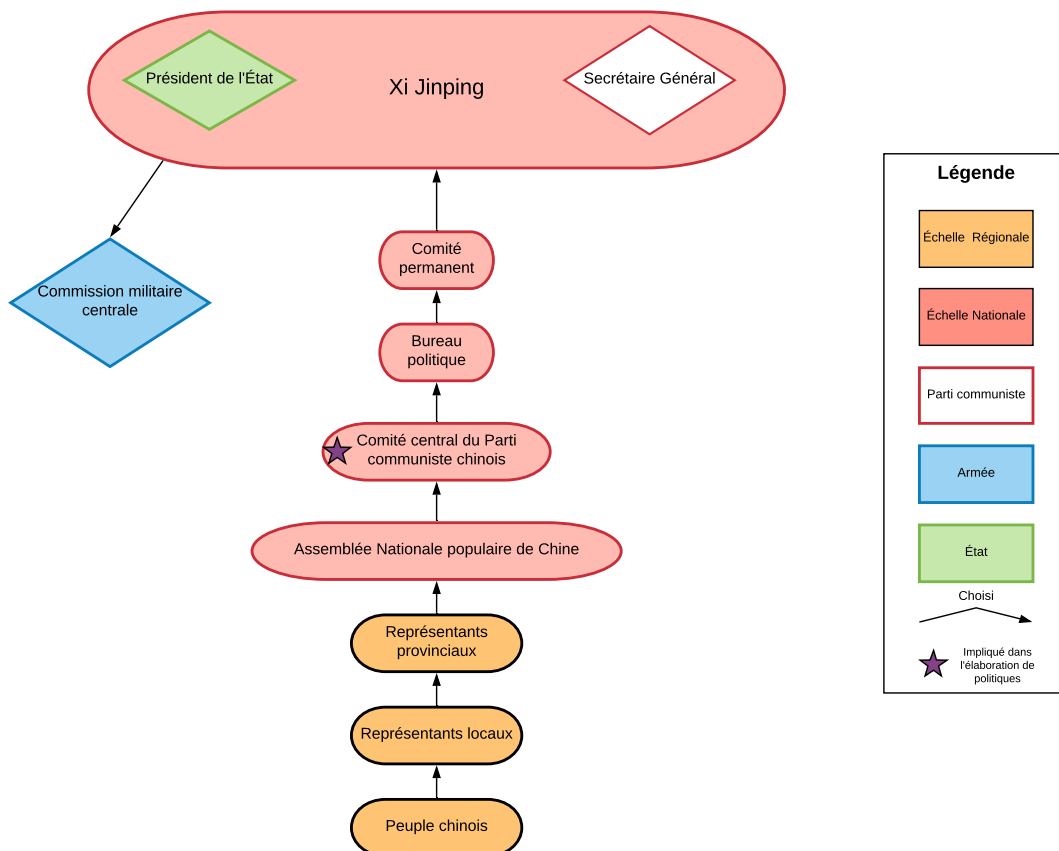
La Chine s'est montrée souvent fermée aux idéologies autres que la sienne. Elle évite même la communication avec les nations démontrant des résistances face à ses idéologies. (Gaudreau et Guay, 2018). Ainsi, la limite entre la démocratie et la dictature est très mince et difficile à percevoir par les personnes habituées à la démocratie des pays occidentaux. Malgré ses valeurs en faveur de la collectivité et la répartition équitable des ressources, la Chine adopte une approche qui semble être davantage libérale pour gérer son économie. (Gaudreau et Guay, 2018).

Au cours du temps, la Chine a accepté de nouvelles valeurs davantage classifiées comme étant socialistes. Le 21 février 1972, son premier ministre de l'époque, Zhou Enlai, a même accepté de rencontrer le président Nixon des États-Unis, montrant ainsi une ouverture à l'échange entre nations. (Gaudreau et Guay, 2018).

À la fin des années 1970, la Chine a adopté un marché davantage libéral. Depuis, sa croissance économique ne cesse d'augmenter, et ce, pour obtenir éventuellement le titre de deuxième plus forte économie mondiale avec une croissance d'environ 10 % par année. Cependant, dans le contexte d'une économie de marché, elle maintient toujours son titre de pays en développement en raison du revenu moyen par habitant encore bas. (Banque Mondiale, 2018).

Pour comprendre la mise en place de politiques en Chine, il est nécessaire de saisir le système dans lequel elles s'inscrivent. Celui-ci est illustré dans l'organigramme à la figure 1.2. En réalité, le système politique chinois est complètement différent des démocraties encouragées par les pays de l'Ouest. Le système d'élection est basé sur un système hiérarchique (The National People's Congress of the People's Republic of China, 2004). Le peuple chinois peut élire des représentants au niveau local, et ceux-ci à leur tour élisent

des responsables au niveau provincial. Ces élus sont tous membres du Parti communiste chinois. Ensuite, les responsables au niveau provincial votent pour des participants à l'Assemblée nationale populaire de Chine. À chaque cinq ans, cette assemblée met en place un nouveau Comité central du Parti communiste chinois. Ce comité, à son tour, élabore un bureau politique qui est dirigé par le Comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, dans lequel œuvre le Secrétaire général du Parti communiste (qui est aussi président de l'État). (Joseph, 2019). Les élus sont souvent choisis en fonction du mérite et de leur formation. Le président actuel, Xi Jinping, est ingénieur chimiste et cela semble intéresser les Chinois dans la gestion actuelle des situations prioritaires de la Chine. (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019 ; Simon et Cao, 2009). Le président est aussi responsable des ministères qui sont sous la branche de l'État (Huchet, 2016). La séparation des pouvoirs se fait à la manière du Parti communiste, c'est-à-dire en fonction de l'administration, de la prise de décision et des autres aspects considérés importants dans la gestion de l'État (Bandurski, 2012).



**Figure 1,2 Organigramme récapitulatif de la hiérarchie politique chinoise simplifiée** (compilation d'après : Huchet, 2016 et Joseph, 2019)

À la figure 1.2, la hiérarchie politique chinoise simplifiée est présentée. Les flèches noires indiquent que les membres désignés élisent ou choisissent des représentants pour l'entité d'intérêt vers laquelle pointent les flèches. Une étoile violette est indiquée sur le Comité toujours présent lors de l'élaboration de politiques. Un encadrement rouge autour d'entités symbolise que celles-ci font partie du Parti communiste chinois. Les bulles de couleur orange présentent les entités responsables à l'échelle régionale tandis que les bulles rouges illustrent les entités à l'échelle nationale. Les losanges représentent les trois entités principales du gouvernement chinois : l'état (en vert), le Parti communiste (en blanc) et l'armée (en bleu).

Lors de l'élaboration d'une politique environnementale, plusieurs discussions sont entreprises au sein des membres détenant le pouvoir politique. Ces derniers concernés sont souvent le Conseil des affaires de l'État (avec les ministères) ainsi que le Comité central du Parti communiste chinois. Par exemple, ils ont œuvré ensemble dans la mise en place de la politique menant vers une « directive pour la promotion de ceintures et routes vertes » (traduction libre de : Ministry of Ecology and Environment, 2017). Les comités concernés ainsi que les ministères d'intérêt prennent à la tâche les investigations pour élaborer des politiques adéquates pour leur réalité. Une étoile violette dans la figure 1.2 met en évidence le Comité central du Parti communiste, toujours impliqué dans l'élaboration de politiques.

À l'échelle nationale, les ministres concernés par les politiques environnementales sont les plus hautes autorités pouvant œuvrer directement dans les politiques pour la gestion de l'environnement et des ressources. À l'échelle locale, il y a des bureaux de protection environnementale qui sont mandatés à mettre en place les politiques environnementales. (Huchet, 2016).

Pour appliquer une politique environnementale, la Chine utilise plusieurs moyens, dont l'élaboration de lois et de règlements (Wu, 2014). Comme dans plusieurs pays, pour mettre en place une loi, la Chine suit une certaine procédure législative. D'abord il y a l'introduction des projets de loi, ensuite leur examen, pour procéder à leur adoption ou leur refus et enfin promulgation des projets retenus. (Issalys et Xuefeng, 1996). En effet, certaines lois environnementales s'avèrent très efficaces auprès des entités chinoises dont la Loi de protection de l'environnement et la Loi sur les taxes pour la protection de l'Environnement (Khan et Chang, 2018). D'autres outils sont aussi utilisés comme, l'investissement dans des entreprises de technologies vertes, le développement d'un système de support aux entreprises souhaitant adopter des comportements soucieux de l'environnement, le renforcement de la gestion

gouvernement-entreprise et l'application surveillée des lois et règlements déjà mis en place (Ministry of Ecology and Environment, 2017). L'application de politiques environnementales est prévue au travers de différents programmes adéquatement élaborés (OCDE, 2007).

Au niveau juridique, les principaux éléments de l'environnement d'intérêt sont l'eau, le sol, l'air et tout ce qui mène à leur contamination. Le Ministère de l'Écologie et de l'Environnement (auparavant mieux connu aussi sous le nom de *Ministry of Environmental Protection of the People's Republic of China* [MEP]) se charge d'assurer l'application des règlements et des lois environnementales. Il est sous l'autorité du gouvernement, et plus spécifiquement du Conseil des affaires de l'État. (Ministry of Ecology and environment, 2016).

Présentement, les politiques environnementales mises en place en Chine entourent davantage la gestion des ressources et le maintien de la santé de la population (Bakhiyi, Gravel, Ceballos, Flynn et Zayed, 2018). C'est ce qui motive principalement l'engagement gouvernemental de la protection de l'environnement. Par exemple, c'est à la suite des enjeux du dépotoir de déchets électroniques (e-déchets) à Guiyu que la Chine a établi une nouvelle politique des e-déchets pour tout le pays (Zhang, 2009).

Guiyu était connu pour avoir été le récepteur d'e-déchets le plus important au monde. Avec le développement rapide des technologies et l'augmentation de la qualité de vie en Chine, la consommation d'électroniques et par conséquent la production d'e-déchets se sont accentuées fortement au cours des années. Les e-déchets reçus à Guiyu provenaient des quatre coins du globe, dont de pays développés qui voulaient disposer et recycler leurs électroniques. (Wang, Guo, et Wang, 2016). Des métaux et du plastique sont extraits des électroniques pour être par la suite vendus à des petites et moyennes entreprises manufacturières qui les utilisent dans de futures activités commerciales (Hicks, Dietmar et Eugster, 2005). Les méthodes d'extractions sont souvent traditionnelles et extrêmement polluantes (Yu et al., 2006). À Guiyu, l'eau, l'air et le sol sont contaminés par les agents et les sous-produits d'extraction, dont des métaux lourds, des huiles, de l'encre, de l'acide, du mercure et des retardateurs de flammes retrouvés dans les électroniques (Eguchi et al., 2013 ; Leung, Cai, et Wong, 2006 ; Tang et al., 2010 ; Wong, Duzgoren-Aydin, Aydin, et Wong, 2007).

Or, même si la Chine a depuis 1995 des lois pour empêcher l'importation de certains produits de recyclage, pouvant ainsi causer une diminution de l'activité d'extraction, elle a souvent fermé les yeux sur la situation

(Hicks et al., 2005 ; Wang et al., 2016). Cependant, la contamination de l'environnement a entraîné de nombreuses conséquences sur la santé des populations exposées à ces milieux, en premier les enfants (Yu et al., 2006). En ce sens, certains exposés développent des déficiences pulmonaires et des dysfonctionnements au niveau hormonal, d'autres présentent un taux anormalement élevé de plomb dans le sang et enfin une grande partie a une chance élevée de développer le trouble du déficit d'attention et d'hyperactivité (Huo et al., 2007 ; Liu, 2012, mars ; Zeng, Xu, Boezen, et Huo, 2016 ; Zheng, Xu, Li, Wu, Yekeen, et Huo, 2012). Désormais, même si la Chine perçoit l'activité de recyclage comme étant importante pour son économie, elle a décidé d'appliquer sérieusement ses politiques environnementales afin de protéger les milieux dans lesquels vit sa population pour protéger sa santé (Bakhiyi et al., 2018).

La Chine a donc adopté une politique qui énonce un « *catalogue de déchets solides interdits à l'importation en Chine* » (traduction libre de : Ministry of Ecology and Environment, 2009). Plusieurs lois concernant les déchets solides existent depuis 1995, comme la Loi concernant le contrôle environnemental en prévention de la pollution faite par des déchets solides (Wang et al., 2016). Ce n'est qu'en 2009 que la Chine a mis la politique en place pour réellement diminuer le débit d'importation de déchets recyclables (Ministry of Ecology and Environment, 2009). Cet écart entre l'adoption de la loi et son application est dû au fait que le traitement de déchets recyclables est rentable. Certains réussissent malgré tout à contourner les lois, mais la quantité d'e-déchets traités à Guiyu a diminué (Huchet, 2016). Depuis quelques années, la Chine s'attarde à cette situation et les conditions d'extraction ont changé. Désormais de petites entreprises privées occupent le territoire dans un parc industriel et il y a un certain contrôle de la pollution aérienne et de l'eau (Zhang, 2009). La qualité des éléments de l'environnement a depuis augmenté à Guiyu. L'air est moins contaminé par de l'acide et l'eau est plus propre, et ce, au détriment de revenus issus de l'activité d'extraction. (Pinghui, 2017, 22 septembre).

Au niveau international, la Chine joue un rôle très important dans les discussions et spécialement celles qui concernent les changements climatiques. Étant une économie en puissance et produisant énormément d'externalités négatives au travers ses activités industrielles, la Chine s'engage à réduire la production de gaz à effet de serre (GES) à son propre rythme. Elle respecte ainsi ses engagements pris lors discussions internationales, dont celle de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mais elle les suit à sa manière. Elle instaure ses lois de protection de l'environnement et développe ses propres plans de commerce d'émissions de GES. (Khan et Chang, 2018).

Sur le plan de ses objectifs environnementaux, la Chine présente quelques fragilités. Par exemple, dans ses lois pour la réduction des GES et polluants atmosphériques, elle omet de considérer certains gaz aussi nocifs, comme le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Par ailleurs, même si les réponses de l'environnement sont généralement très favorables à la suite de l'implantation de politiques environnementales, la Chine manque de suivi sur celles-ci. De plus, une forme d'assouplissement de suivis dans certaines régions du pays a causé une dégradation de l'environnement en raison d'une plus forte émission de polluants. (Khan et Chang, 2018).

La population s'engage dû à la pression de respecter des lois et des normes à suivre dans le pays. Autrement dit, la population ne peut exercer son engagement ailleurs. Malgré la Loi sur l'évaluation d'impact environnementale promulguée en 2003, les Chinois et Chinoises peuvent difficilement faire valoir leurs opinions concernant certains sujets. La population est convoquée très rarement pour des consultations publiques. (OCDE, 2007). De plus, il y a un manque de ressources financières pour encourager les entités, comme les organismes à but non lucratif, qui souhaitent entreprendre des démarches pour la protection de l'environnement. (Khan et Chang, 2018). Cependant, ces organismes travaillent parfois avec le gouvernement pour mener à bien des évaluations d'impacts environnementaux (OCDE, 2007). De plus, l'éducation relative à l'environnement est essentiellement effectuée par de tels organismes à but non lucratif qui vont sensibiliser les étudiants dans les écoles (Xiaoyun et Qiang, 2010). Un changement se produit au sein de la dynamique chinoise : la société civile grandit tranquillement et ses activités relatives à l'environnement sont davantage tolérées par les autorités (Huchet, 2016).

Finalement, il y a en Chine beaucoup de déforestation, d'inondations, de pollution aérienne ainsi qu'un manque d'espace pour l'agriculture pour nourrir tous ses habitants (Chan et Yao, 2008 ; Grodent, 2018 ; Lang, 2002). Confrontée à ses besoins, la Chine tente de mettre en place davantage d'initiatives en environnement pour protéger sa population et ses ressources. Depuis, elle a pris un virage vers l'international : elle a commencé à exploiter des terres dans d'autres pays pour pouvoir ainsi en importer et nourrir son peuple (Grodent, 2018). De plus, son nouveau ministère responsable des ressources naturelles a vécu des réformes et il s'engage davantage à préserver les écosystèmes ainsi que les ressources naturelles pour le bien-être de la population (Song et Bocca, 2018). Parmi ces réformes, les autorités responsables de l'environnement ont obtenu plus de pouvoir pour assurer le respect des politiques mises en place (Khan et Chang, 2018).

#### 1.4 Contexte sud-coréen

La Corée du Sud est un petit pays de l'Asie de l'Est, ayant une superficie de 98 730 km<sup>2</sup> et une forte densité de 527,92 personnes par km<sup>2</sup> (Gaudreau et Guay, 2018). Selon la classification de Köppen, son climat est tempéré humide, et il influence les enjeux environnementaux ressentis au sein du pays, dont ceux entourant la qualité de l'air (Peel, Finlayson et McMahon, 2007).

Depuis quelques siècles, le territoire des deux Corées a été souvent sollicité, autant par l'avancée des Japonais et des Chinois. C'était un endroit stratégique lorsque l'une des deux puissances de l'époque souhaitait envahir le continent. (Kang, 2012, 26 avril). Après la Deuxième Guerre mondiale et la séparation des deux Corées, celle du Sud a tenté à maintes reprises d'instaurer une forme de démocratie et de développer son économie pour sortir de sa situation précaire. (National Museum of Korean Contemporary History, 2016, 10 janvier). Si la Corée du Sud était à la fin de la Seconde Guerre mondiale un des plus pauvres pays du monde, elle occupe maintenant le 11<sup>e</sup> rang au niveau mondial, après le Canada, sur le plan économique (Fonds Monétaire International, 2018 ; List-Jensen, 2008).

La Corée du Sud a désormais un système politique démocratique capitaliste. Un président est élu parmi plusieurs candidats provenant d'un des partis candidats. L'organisation des pouvoirs est unitaire dans ce modèle démocratique. (Gaudreau et Guay, 2018). Cependant, cette réalité est récente. La Corée du Sud a pris une cinquantaine d'années avant d'arriver à posséder un système stable, et ce, depuis la fin des années 1940 lors de la promulgation de sa constitution, jusqu'à la fin des années 1990 (Information Service, s. d ; Oh, 1999).

Pour développer son économie, la Corée du Sud a investi dans des entreprises qui sont devenues gigantesques par la suite, ce qui a donné naissance à ce qui est fréquemment appelé des *Chaebols*. Ces derniers sont des conglomérats qui appartiennent à des familles qui, au cours du temps, ont légué la responsabilité de l'entreprise à leurs propres héritiers de sang. Ainsi, le pouvoir demeure à l'intérieur d'une communauté fermée. (Albert, 2018, 4 mai). Les *Chaebols* bien connus, comme Samsung, LG et Hyundai ont un fort pouvoir politique de par leur histoire et parfois ils reçoivent des traitements spéciaux pour éviter quelques restrictions légales que toutes autres entités du pays subissent (Albert, 2018, 4 mai ; Jung, 2004). Ces *Chaebols* ont aussi évolué dans le temps. Au départ, leurs activités d'intérêt étaient de travailler

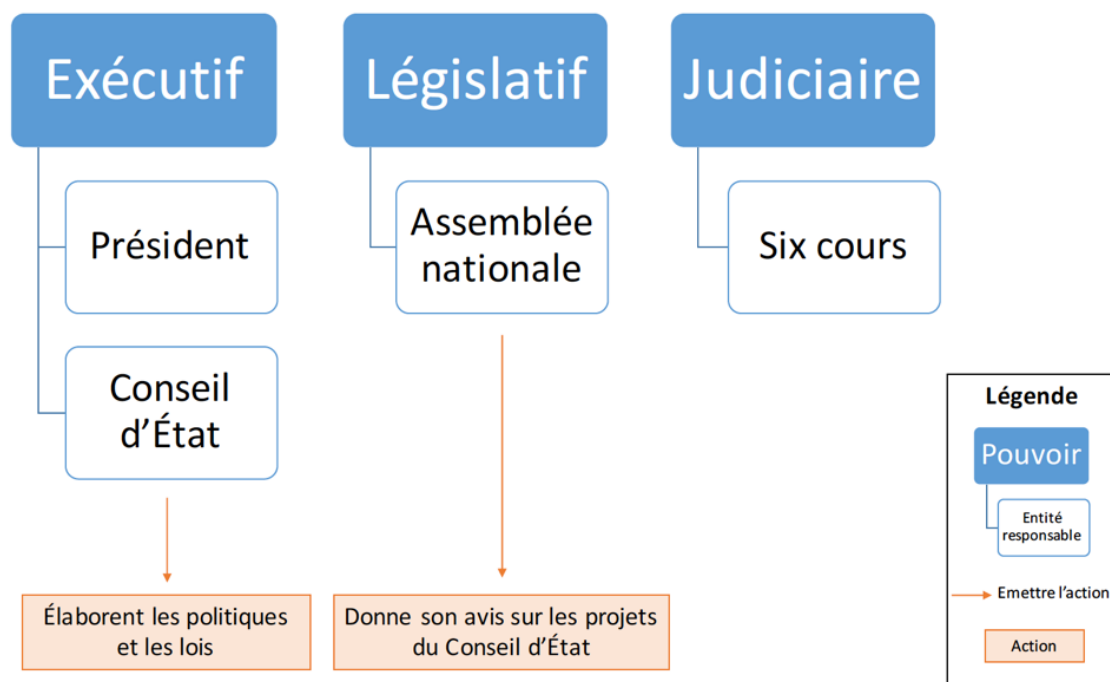
l'acier, l'huile et de développer les industries chimiques. Elles sont désormais davantage tournées vers le développement technologique. (Albert, 2018, 4 mai).

La Corée du Sud ne cesse de développer son économie et sa renommée mondiale, notamment au niveau des cosmétiques, de la chirurgie esthétique et l'industrie du spectacle (Holliday, Cheung, Cho, et Bell, 2017 ; Vézina-Dubois, 2015 ; Yu, Kim, et Kim, 2012). Désormais, elle se bâtit une réputation internationale avec la *Hallyu*, une forme de marketing de la culture coréenne (Kim, Cho, et Jung, 2013).

Au cours de son histoire, la Corée du Sud a fait de l'éducation une priorité (Seth, 2003). D'ailleurs, elle est reconnue pour son système secondaire exemplaire, mais strict et exigeant (Santandreu Calonge, 2015). De plus, elle fournit un système universel d'accès aux soins de santé de qualité (Ministry of Health and Welfare [MOHW], s. d.). Si bien qu'au final, la pauvreté a considérablement diminué au fil des décennies et une classe moyenne a émergé (Arita, 2003). D'ailleurs, la crise économique asiatique de 1997 a poussé la Corée du Sud à revoir ses priorités pour investir un peu plus dans la protection sociale, et ce, même si les ressources attribuées demeurent très faibles comparées à celles d'autres pays, notamment ceux de l'OCDE. (Park, 2008).

Le pouvoir politique est séparé en trois : l'exécutif, le judiciaire et le législatif (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle [OMPI], 1988). Le président est élu au suffrage universel. Il est à la tête du pays, de l'armée ainsi que du pouvoir exécutif. Il nomme également des ministres qui œuvrent aussi au sein du pouvoir exécutif et forment, avec le premier ministre, le Conseil d'État (gouvernement) (OMPI, 1988). Ce conseil d'État met en place les politiques et les projets de loi. Ensuite, le pouvoir législatif est principalement détenu par l'Assemblée nationale composée de 300 membres élus par des élections universelles (Freedom House, 2018 ; OMPI, 1988). Ces membres occupent leur siège pour un mandat de quatre ans avant le déclenchement de nouvelles élections. Cette assemblée détient le pouvoir de proposer des projets de lois ou politiques ainsi que de participer à leur élaboration. Les membres de l'assemblée peuvent aussi voter pour la destitution du président. (OMPI, 1988). Quant au pouvoir judiciaire, il est contrôlé par six cours, dont la Cour suprême et la cour constitutionnelle (Supreme Court of Korea, 2016). Chacune détient des compétences propres écrites dans la constitution. La figure 1.3 illustre la séparation des pouvoirs associée aux autorités responsables en Corée du Sud. De plus, les actions du pouvoir exécutif et législatif concernant la mise en place de politiques environnementale sont mises en évidence.





**Figure 1,3 Logigramme récapitulatif des pouvoirs associés aux différentes autorités responsables à l'échelle nationale en Corée du Sud** (compilation d'après : Freedom House, 2018 ; OMPI, 1988 et Supreme Court of Korea, 2016)

Pour ce qui est de la mise en place de politiques, les branches exécutive et législative contribuent à leur élaboration. Au niveau exécutif, des projets sont suggérés et délibérés (OMPI, 1988). C'est aussi à la branche législative de l'Assemblée nationale de discuter des projets durant les rencontres des comités responsables des sujets traités. Ensemble, les deux branches élaborent des plans d'application des nouvelles politiques. (Park, 1998). Avant toute élaboration définitive, le gouvernement peut faire appel à la population par le biais de consultations publiques pour entendre leur avis. Par exemple, avant la mise en place de la politique sur l'énergie, le gouvernement a entrepris en 2017 une consultation publique concernant l'implantation de centrales nucléaires (Sojung, 2017, 23 octobre). Cependant, cette pratique est peu utilisée et parfois complètement omise du processus d'élaboration de politiques (Gunderson et Yun, 2017). De plus, les évaluations environnementales stratégiques, comportant une forme d'évaluation d'impacts, sont prévues dans le processus d'élaboration de politiques environnementales ainsi que pour la mise en place de projets à caractère environnemental (OCDE, 2017b).

La Corée du Sud relève plusieurs défis au niveau environnemental. Les principales composantes d'intérêt de l'environnement aux niveaux politique et juridique sont l'eau, l'air et la nature (Ministry of Environment

[ME], 2018). D'ailleurs, la Corée doit gérer la pollution de l'air, car celui-ci comporte par moments de fortes quantités de fines particules et de gaz nuisibles. Ceci affecte négativement la couche d'ozone qui se voit diminuer au-dessus de la Corée (Lee, Shin, Chung, 1999). Les membres de la population affectés par de tels enjeux environnementaux sont, entre autres, les enfants qui ont tendance à développer de l'asthme ainsi que les personnes âgées qui expriment davantage de symptômes dépressifs (Lee et al., 2002). De plus, la mauvaise qualité de l'air augmente les courtes hospitalisations autant chez les jeunes que les personnes plus âgées (Son, Lee, Park et Bell, 2013). En considérant les prévisions des changements climatiques à venir, il est prévu qu'en Corée du Sud le nombre de jours chauds en été augmente, amenant des variations des composantes de l'atmosphère qui vont faciliter la circulation des gaz affectant la santé. (Park, Hong, et Kim, 2010)

Or, une partie de la pollution atmosphérique de Corée provient de la Chine et elle est véhiculée avec les vents qui transportent de petites particules, comme des aérosols. (Lee, Lee, Choi et Song, 2013). C'est pourquoi la gestion de l'air devient présentement une priorité en Corée du Sud et c'est aussi un enjeu transfrontalier. Protéger sa population directement affectée par les particules en suspension est une forte motivation d'investissement dans l'environnement pour le gouvernement (ME, 2017d). Le pays mis en place des lois pour favoriser une gestion adéquate de l'environnement aérien (Ministry of Government Legislation, 2017). Ces lois énoncent des démarches à suivre dans le contrôle d'émissions de gaz ou particules potentiellement nuisibles à la santé des habitants (Ministry of Government Legislation, 2017). De plus, il y a une loi qui met en évidence le besoin de zones vertes lors de la conception urbanistique. Depuis leurs promulgations, ces lois ont permis à la Corée d'acquérir une meilleure qualité de l'air. (Smith, 2015, 9 juillet)

La qualité des cours d'eau varie également. Il est possible de retrouver des résidus pharmaceutiques provenant des eaux usées et les sédiments des eaux peuvent être contaminés par des pesticides et des bisphénols (Choi et al., 2008 ; Khim, Lee, Kannan, 2001). Finalement, la Corée du Sud éprouve des défis environnementaux qui sont également des motifs qui incitent la mise en place de politiques environnementales. Il n'est donc pas étonnant de retrouver plusieurs politiques mises en place pour protéger l'eau, le sol, les habitats naturels et d'autres pour gérer les déchets produits par les activités exercées sur le territoire (ME, 2017c). Parfois, la Corée a mis en place des systèmes spécifiquement de prévention pour éviter les problèmes d'ordre environnemental pouvant affecter sa population. (OCDE,

2017b). Ces systèmes sont souvent prévus dans les lois, comme la loi du *Clean air Conservation act* (Ministry of Government Legislation, 2017).

Un autre motif de mise en place de politiques environnementales c'est la pression d'agir avec la communauté internationale pour contrevenir aux changements climatiques. En effet, depuis la Conférence des Parties (COP) 15 de 2009, la Corée s'est investie dans plusieurs projets pour atteindre des objectifs de réduction d'émission de GES. Elle a engagé des ressources importantes dans le développement de technologies vertes et dans la création de nouveaux marchés. L'approche coréenne d'application de politiques se fait davantage au niveau du financement de projets. Le gouvernement a aussi établi certaines restrictions légales pour limiter les activités productrices de GES. (ME, 2017a ; ME, 2017b)

Ainsi, plusieurs outils d'application de politiques environnementales sont généralement employés, dont la mise en place de nouvelles lois ou modifications de lois ainsi que la planification de programmes pour allouer du financement (OCDE, 2017b). De plus, le ministère de l'environnement coréen œuvre présentement auprès des gouvernances locales pour apporter du financement régulier afin de promouvoir les projets relatifs à l'environnement à petite échelle spatiale (Ministry of Environment [ME], 2018).

Par ailleurs, au niveau énergétique, il est vrai de constater qu'au cours du temps, la Corée du Sud a priorisé le développement économique avant la conservation de son environnement (Kang, 2002). Désormais, le gouvernement déploie d'importants investissements pour devenir indépendant énergétiquement et développer une « croissance verte » (Gunderson et Yun, 2017 ; Shin, 2015). En alternative à l'énergie provenant du charbon, l'énergie nucléaire augmente en utilisation. Malgré les désaccords entourant les bienfaits de l'énergie nucléaire sur l'environnement, le gouvernement a instauré ces nouvelles mesures dans une optique d'évolution vers de l'énergie propre et renouvelable. (Smith, 2015, 9 juillet). Pour accompagner ce changement, le gouvernement souhaite éventuellement aussi sensibiliser la population à emprunter de nouvelles habitudes responsables de l'environnement (Gunderson et Yun, 2017). Ainsi, le gouvernement coréen tente aussi à sa manière de mettre en place des initiatives pour engager sa population dans la protection de l'environnement.

La population est davantage engagée auprès des initiatives environnementales lorsque les répercussions affectent directement sa santé, comme par exemple, la préoccupation de celle-ci entourant la qualité de l'air. Les risques que les particules retrouvées dans l'air affectent la santé humaine motivent les Coréens à

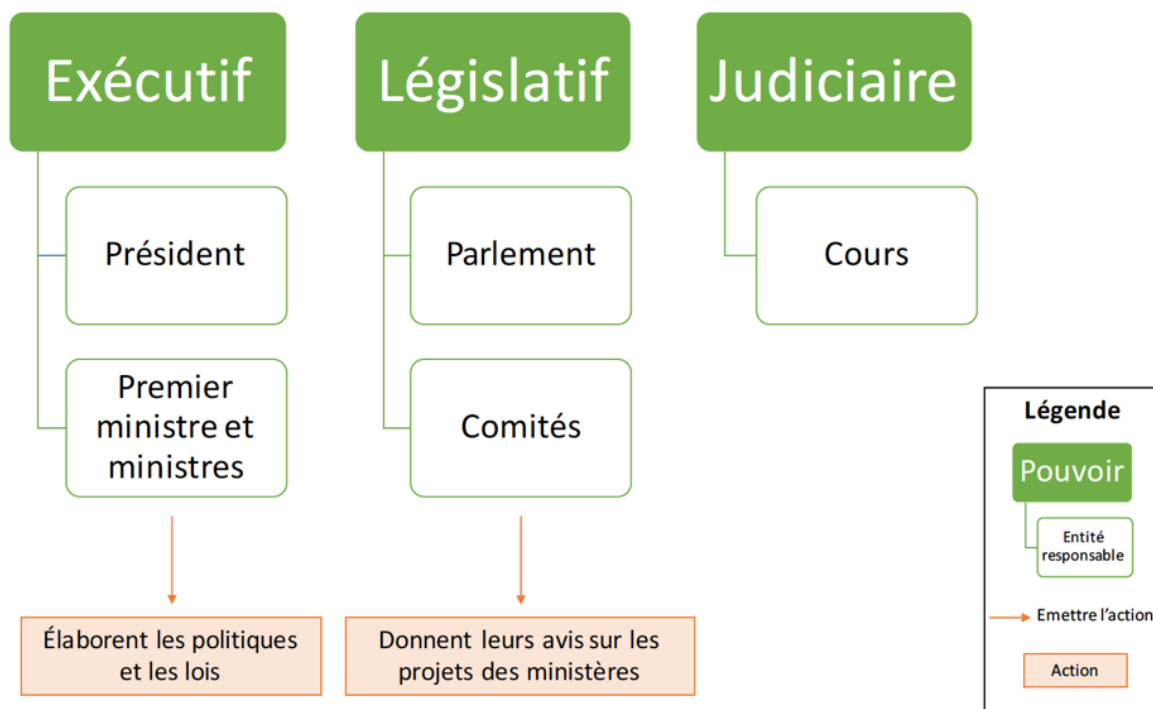
mettre de la pression sur le gouvernement pour contrôler les émissions de nuisibles dans l'air (Shim, 2019, 4 mars).

Enfin, sur la question du suivi des politiques appliquées, la Corée a mis en place plusieurs systèmes de mesures régulières pour suivre l'évolution de l'environnement. Cela fait en sorte qu'elle peut réagir face aux enjeux pouvant survenir éventuellement. (Ministry of Government Legislation, 2017). Cependant, les suivis manquent d'efficacité et de planification sur le long terme (OCDE, 2017b).

### **1.5 Contexte finnois**

La Finlande est un pays nordique de l'Europe. Sa densité de population est de 18,12 personnes par km<sup>2</sup>, et ce, pour une superficie de 304 610 km<sup>2</sup>. Elle a un système politique démocratique parlementaire et une économie capitaliste. L'organisation des pouvoirs est unitaire et le premier ministre se fait élire parmi plusieurs candidats provenant de différents partis. La langue officielle est le finnois. (Gaudreau et Guay, 2018).

Les pouvoirs sont séparés en trois : le législatif, le judiciaire et l'exécutif. Le pouvoir exécutif est détenu par le gouvernement où œuvrent les ministres, le Premier ministre et le Président (OMPI, 2007). Le gouvernement a pour compétence de proposer des politiques et des projets de loi (OMPI, 2007). Dans le parlement, il y a 200 membres qui sont responsables du pouvoir législatif et ils participent aux décisions entourant la gestion du budget national ainsi que de la mise en place de lois ou de politiques. Ces membres représentent les différents partis politiques ayant obtenu des sièges par élections au parlement. Les discussions politiques sont entreprises au sein de sessions des seize comités existants. Certaines sessions sont disponibles en ligne et diffusées à la télévision, surtout lorsqu'il s'agit de sujets concernant toute la population. (Parliament of Finland, 2015, 1<sup>er</sup> décembre). L'approche du parlement durant les discussions est corporatiste (Dryzek, 2013). Celle-ci donne un pouvoir égal à toute entité de défendre ses propres intérêts. La figure 1.4 illustre les pouvoirs associés aux différentes autorités responsables à l'échelle nationale et les actions du pouvoir exécutif et législatif, concernant la mise en place de politiques environnementale, sont mises en évidence.



**Figure 1.4 Logigramme récapitulatif des pouvoirs associés aux différentes autorités responsables à l'échelle nationale en Finlande** (compilation d'après : Parliament of Finland, 2015, 1er décembre et OMPI, 2007)

Avant de mettre en place des politiques ou des projets environnementaux, le gouvernement entreprend des évaluations d'impacts avec des consultations publiques ouvertes à toutes parties prenantes (OCDE, 2016). Ensuite, le gouvernement propose des politiques et des lois qui sont par conséquent discutées au parlement parmi les comités parlementaires concernés (Parliament of Finland, 2015, 1<sup>er</sup> décembre). Lorsqu'une politique est approuvée par toutes les entités responsables, elle est appliquée au sein du pays.

Le système présentement mis en place est récent. En 1809, le Grand Duc de Finlande avait transmis le pays à l'empereur de Russie tout en gardant une forme de pouvoir décisionnel, alors qu'auparavant le pays était sous l'influence suédoise, à un point tel que le peuple parlait suédois et la culture finnoise était négligée. C'est plus d'un siècle plus tard, en 1917, que la Finlande s'est déclarée indépendante. (Kirby, 1979). En raison de conflits politiques et d'une tentative d'instauration de monarchie, le premier président n'a été élu que deux ans plus tard en 1919. C'est aussi en cette même année que la constitution finnoise a été adoptée. (Solsten et Meditz, 1990). Cette dernière a été en vigueur jusqu'en 1999, où une nouvelle constitution a été mise en place pour apporter des modifications principalement au niveau de la gouvernance du pouvoir législatif (OMPI, 2007).

Pendant plus de cinquante ans, la Finlande s'est souvent retrouvée au milieu de conflits entre différentes nations. Elle a dû prendre son indépendance de la Russie et de la Suède. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle maintenait des liens avec l'URSS ainsi qu'avec l'Allemagne. Durant la guerre froide, le pays a réussi à garder son indépendance de l'État soviétique et à continuer de développer son économie. (Solsten et Meditz, 1990). Au cours du temps, la Finlande a obtenu une figure de neutralité dans les conflits mondiaux.

Cet historique étant fait, la Finlande est entrée dans l'Union européenne (UE) en 1999 et dans l'espace Schengen en 2001. Elle est représentée au parlement européen et elle contribue aux discussions entretenues, notamment en affaires d'environnement. (Union européenne, 2019). Dans son propre gouvernement, un comité est spécialement consacré aux affaires avec l'UE pour assurer d'exercer ses devoirs et profiter de ses droits en tant que membre de l'union (Parliament of Finland, 2015, 1<sup>er</sup> décembre).

Côté économique, la Finlande possède des richesses naturelles. À titre d'exemple, elle possède des roches qui datent avant l'apparition de la vie organique sur Terre. Cependant, ces roches n'encaissent aucune substance combustible et elles ne sont pas exploitables pour le développement actuel de la société. (Singleton et Upton, 2005). Tout combustible qu'utilise présentement le pays est importé (OCDE, 2018 ; Cabouret, 2005). De plus, le climat du pays est froid, hostile et les terres sont très peu fertiles. Cela fait en sorte qu'il y a un peu plus de cent ans, le peuple finnois était majoritairement pauvre. (Kirby, 1979). Toutefois, il y a dans les roches des métaux utilisables, comme le cuivre et le fer, qui ont été exploités dans des mines après l'indépendance. Il y a aussi à certains endroits, des étendues de forêts qui sont extrêmement valorisées économiquement pour leur bois. (Singleton et Upton, 2005). Les exportations principales de la Finlande sont, entre autres, le papier, les produits chimiques, le bois et la machinerie (EconomyWatch Content, 2010). D'ailleurs, la production de ces produits s'avère parfois très polluante pour l'environnement, notamment pour l'air (Ministry of the Environment, 2002).

Depuis son développement économique, le pays maintient une situation prospère. L'Union européenne absorbe 59 % des exportations finnoises tandis que le pays importe à 73 % de l'UE (Union européenne, 2019). La Finlande a assuré sa croissance tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle avec le développement d'industries, de mines et de technologies de fine pointe (Singleton et Upton, 2005). Son économie se situe au 44<sup>ème</sup> rang mondial (Fonds Monétaire International, 2019).

Au niveau de sa situation sociale, la Finlande sert d'exemple à plusieurs pays. D'abord, elle a adopté une forme d'éducation accessible à tous qui permet le développement des étudiants à plusieurs niveaux (Finnish National Agency for Education, 2018). Les méthodes employées se sont avérées fonctionnelles, faisant en sorte que la Finlande offre un service éducatif très concluant et de qualité (Ruzzi, 2005). D'ailleurs, les secteurs économiques les plus importants comprennent des motifs à portée sociale comme la santé, etc. (Union européenne, 2019). Aussi, en 2019, la Finlande a été nommée le pays où les gens sont les plus heureux en raison de leurs libertés et des services sociaux disponibles pour la population (Helliwell, Layard et Sachs, 2019).

Le souci du bien-être de sa population se fait ressentir particulièrement dans la mise en place de politiques environnementales. Les initiatives en environnement encouragent souvent les relations avec la sphère sociale du pays. En effet, la Finlande a investi beaucoup de ressources dans la conscientisation de la population par rapport aux enjeux environnementaux (Hildén, 2011). De plus, des recherches au niveau du lien entre la santé et la qualité de l'environnement sont entreprises afin de favoriser la santé physique et mentale chez sa population (Korpela, Ylen, Tyrvaïnen et Silvennoinen, 2010). Désormais, les Finnois et Finnoises tiennent des discours positifs concernant la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Cependant, il est parfois difficile de concrétiser un discours en actions concrètes. (Poussa, 2017, 12 juillet).

Au niveau environnemental, le pays relève plusieurs défis qui le motivent à mettre en place des politiques environnementales. Par exemple, la Finlande a des enjeux au niveau de la gestion des eaux de l'Arctique : sa banquise fond au fil du temps en raison du réchauffement climatique (Hamilton, 2011). Cette réalité laisse place à de nouvelles routes maritimes et permet l'accès à des ressources naturelles (Quillérou, Jacquot, Cudennec, Bailly, 2015). Un des défis issus de cette situation est de continuer à préserver les ressources naturelles pour éviter la dégradation accélérée de l'environnement, en plus d'éviter les conflits internationaux qui se dessinent devant l'incertitude des nouvelles frontières que la fonte de la banquise est en train de redéfinir (Hamilton, 2011). De plus, la pollution des eaux de la mer Baltique est un autre enjeu transfrontalier auquel doit faire face la Finlande (Ministry of the Environment, 2002).

La Finlande souhaite gérer de façon durable ses ressources naturelles, notamment les forêts puisqu'elle en dépend sur le plan économique. Pour y parvenir, elle a développé une politique forestière

« environnementale » qui a des objectifs appuyés par la législation nouvelle et ancienne. Les projets issus de cette politique sont souvent participatifs, venant ainsi engager les gens à prendre soin des ressources forestières. Les outils d'application sont, entre autres, le financement de projets et l'utilisation de la législation du pays. (Simula, 2014). Le droit environnemental finnois concerne principalement la pêche, la gestion des eaux et de l'air, la sauvegarde des paysages et des forêts, le droit à la santé et le droit du voisinage. Pour compléter, la Finlande applique les principes de précaution et de prévention dans ses prises de décisions relatives à l'environnement. (Alanko et Utter, 2013). À l'appui de telles mesures, le pays a choisi de prendre part à certaines conventions internationales, dont une sur les études d'impacts internationales. (Hollo, 2009).

Avant la mise en place de projets s'inscrivant dans la politique à portée environnementale, la Finlande effectue des évaluations d'impacts sur l'environnement. Il y a de larges consultations des parties prenantes pour assurer une planification adéquate aux réalités de tous (OCDE, 2009). Celles-ci mènent ensuite vers l'élaboration d'un plan de suivi de l'application des politiques afin de suivre leur évolution (OCDE, 2009). En effet, il y a des systèmes de gestion environnementale pour accompagner l'évolution des projets mis en œuvre. Ainsi, la Finlande accompagne la politique par une forme de rétroaction continue.

En ce qui concerne l'efficacité et le suivi des politiques mises en œuvre, les réalités sont partagées. D'une part, la Finlande a instauré des politiques favorisant la mise en place de technologies vertes (Kivimaa, Mickwitz, 2006). Cependant, leur intégration se réalise difficilement dans tout le pays et aucune évaluation de leurs impacts sur l'environnement n'est entreprise selon une étude de Kivimaa et Mickwitz (2006). D'autre part, à la suite de la mise en place d'une politique climatique qui s'inscrit dans une « stratégie climatique et énergétique nationale » et qui a pour but de réduire l'émission de GES de 39 % entre 2005 et 2030, la Finlande a effectué des suivis environnementaux. En 2017, une réduction des émissions de GES a été observée, mais la Finlande reconnaît que l'objectif est difficilement atteignable. Dans son rapport dédié à dévoiler l'évolution de sa stratégie, le ministère informe la population que des ajustements sont à venir dans certains secteurs, dont la gestion des déchets, pour arriver à respecter les objectifs initiaux. (Ministry of Economic Affairs and Employment, 2017). Ainsi, la Finlande propose des processus utiles à la mise en place adéquate de politiques environnementales, mais elle subit des faiblesses organisationnelles par moments.



## 1.6 Contexte canadien

Le Canada est une fédération composée de dix provinces et trois territoires. Étant le deuxième plus grand pays au monde avec une superficie de 9 220 970 km<sup>2</sup>, son climat varie beaucoup en fonction des régions (Gaudreau et Guay, 2018). Selon la classification de Köppen, le Canada héberge plusieurs climats dont le désertique, le semi-aride, le continental humide, le tempéré et plus encore (Peel, Finlayson, McMahon, 2007). De plus, sa densité est faible, ayant pour valeur 4,04 personnes par km<sup>2</sup> (Gaudreau et Guay, 2018). Le pays est considéré comme un pays développé où les ressources peuvent être disponibles pour le bien-être de tous.

Au cours de l'histoire, le Canada a été colonisé par la France et l'Angleterre. Le Canada possède deux langues officielles, dont le Français et l'Anglais. Étant sous la couronne britannique depuis 1783 avec le Traité de Paris, le Canada rapatrie sa constitution en 1982, mais fait toujours partie du Commonwealth (Jaenen, Hall, et Albers, 2014). Il est donc symboliquement une monarchie constitutionnelle, présentement sous la reine Elizabeth II (Patrimoine canadien, 2018). Durant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada a combattu auprès des alliés avec l'Angleterre. Il a défendu les valeurs de démocratie et de capitalisme. (Gaudreau et Guay, 2018).

Le système politique canadien est démocratique et son économie est capitaliste. C'est un état fédéral de régime parlementaire. Un premier ministre est élu à la suite d'élections basées sur un système électoral majoritaire uninominal à un tour, parmi plusieurs candidats de différents partis politiques. (Gaudreau et Guay, 2018). Les élections ont généralement lieu à chaque quatre ans, sauf en cas de déclenchement d'élections précoces par le gouvernement (Élections Canada, 2018). Le Premier ministre accède au poste grâce à la décision du Parlement et il est habilité à former un gouvernement majoritaire ou minoritaire (Gaudreau et Guay, 2018). Les provinces ont aussi leur premier ministre, également élu de la même manière à chaque quatre ans.

Pour mettre en place une politique fédérale, le gouvernement canadien consulte d'abord la population par le biais de consultations publiques (Service Canada et La Direction, 2014). À ces fins, la population canadienne est invitée à faire part de son opinion entourant un sujet particulier. Ensuite, le gouvernement décide de considérer ou non les informations reçues pour mettre en place une politique qu'il juge

importante (Ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2014). Il dévoile ensuite la politique, les objectifs visés par celle-ci et les outils d'application qui sont mis en œuvre progressivement.

L'élaboration de politiques au fédéral et au provincial suit un processus particulier. D'abord, le gouvernement énonce des priorités au début de son investiture. Selon les lettres de mandat désignées aux différents ministres de portfolio, les priorités sont établies ainsi que le partage des compétences (Gouvernement du Canada, 2019b). L'importance des priorités varie en fonction du budget qui leur est attribué. Le budget doit être voté et adopté par le Parlement et les montants sont attribués en fonction des priorités du gouvernement élu et suite aux discussions du parlement. C'est ensuite au tour des ministères d'élaborer les politiques qui permettent de mettre en place les priorités selon la compétence du ministère en question. La responsabilité de politiques de grande envergure est parfois partagée parmi plusieurs ministères. En ce qui concerne les politiques environnementales, chaque ministère impliqué doit assurer le respect de la lettre de mandat et de la volonté du gouvernement. (Smith, 2016). En effet, l'environnement touche plusieurs activités du pays, et il est donc normal de voir que plusieurs ministères doivent élaborer des politiques avec des aspects environnementaux.

Les enjeux environnementaux au Canada sont multiples. Il y a ceux qui entourent la gestion de la qualité de l'eau, ceux qui concernent l'exploitation des sables bitumineux, et ceux qui évoquent l'exportation du charbon, la gestion des pêches et océans, ainsi que la gestion de l'industrie agroalimentaire (Davies et Mazumder, 2003 ; The Narwhal, s. d.). Pour illustrer, le Canada éprouve certaines difficultés avec l'émission de polluants. Selon le *Conference Board* du Canada (CBOC) (2016), c'est ce qui fait l'objet de plusieurs débats politiques. Il est soulevé qu'il y a des conséquences au niveau de la santé en raison de la pollution et du fait que les lois permettent encore le rejet de quantités importantes de contaminants. Plusieurs maladies, majoritairement respiratoires, ont été recensées causant ainsi un coût économique important (3 à 7 milliards de dollars) en frais de santé. (Chambre des communes du Canada, 2016). De plus, des enjeux transfrontaliers de pollutions atmosphériques, de pluies acides et de formations de smogs préoccupent les autorités responsables (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2017b). Ce sont des situations que certaines instances gouvernementales et ONGs abordent présentement. Cependant, l'inactivité du gouvernement canadien face à certains enjeux environnementaux est reconnue par l'OCDE (2017a).

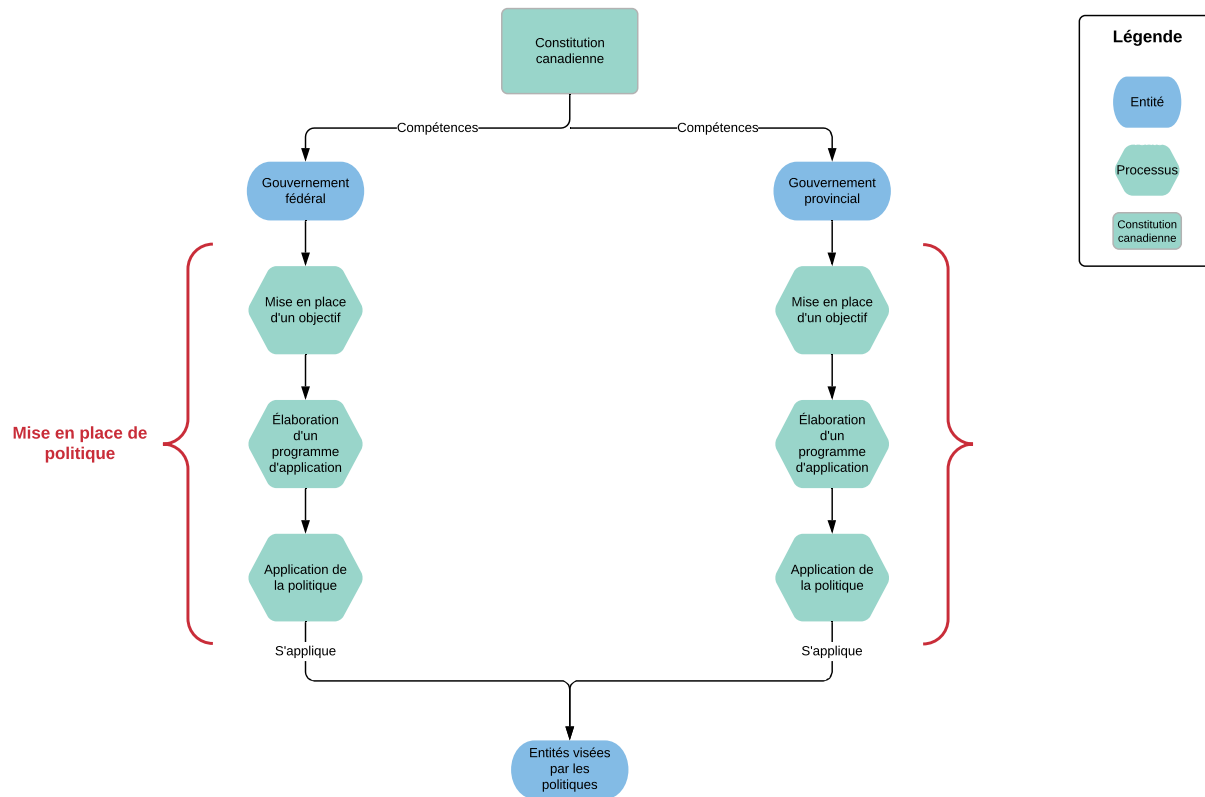
Sur le plan de l'élaboration de politiques environnementales, le gouvernement canadien tend à mettre des objectifs larges et plus ou moins précis (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018d). Il y a par exemple la politique de conformité et d'application de la Loi sur les pêches relatives à l'habitat et à la pollution qui a pour but de promouvoir et appliquer la loi en question. Les mesures comportent, entre autres, « l'éducation du public » et « la publication d'information ». (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2013). Celles-ci sont larges et peuvent comprendre plusieurs projets de sensibilisation. La mise en application se précise au niveau des différents ministères fédéraux mandatés, au niveau provincial ainsi que municipal et régional selon les objectifs visés et le champ de compétences attribué par la Constitution pour le type d'intervention. Ainsi, diverses initiatives environnementales peuvent être encouragées au sein du pays.

Pour ce qui est de la mise en application de politiques environnementales, le choix des outils varie en fonction de la distribution des champs de compétences des instances de gouvernement et des priorités du parti au pouvoir tant au niveau fédéral, que provincial, et municipal s'il y a lieu. Il y a, entre autres, la sensibilisation, le financement de projets alignés avec la mise en place ou modification de loi (fédérale ou provinciale) traitant du sujet relié à l'environnement. Par exemple, pour suivre la politique d'observation et d'application de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, c'est le Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada qui doit « procéder à des inspections pour vérifier si la Loi est respectée » (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2011). Certaines instances gouvernementales sont bénéficiaires de financements dans le cadre d'application de politiques environnementales comme les municipalités, qui elles aussi ont des compétences de gestion sur leur territoire (eaux usées, filtration de l'eau, développement économique et gestion urbaine, gestion des ordures ménagères et industrielles). Des organismes à caractère environnemental ou des organisations qui mettent en œuvre des composantes de la politique environnementale fédérale ou provinciale peuvent également obtenir du financement et contribuer à la mise en application de la politique et ses objectifs. (OCDE, 2017a).

Lors d'application de politiques fédérales, le gouvernement du Canada peut fournir des subventions ou contributions, appelées paiements de transferts, pour qu'à leur tour les entreprises ou autres entités appliquent certains éléments des politiques par le biais de programmes (Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2015). Ces fonds sont ensuite gérés par les bénéficiaires qui ont la tâche d'assurer le fonctionnement de la politique dans leurs projets. Les provinces peuvent aussi signer des ententes

bilatérales avec le gouvernement fédéral pour mettre en œuvre certains éléments d’une politique environnementale parce que le champ de compétences de la province appuie cette approche (Ministère de l’Infrastructure et des Collectivités, 2018). Les ententes comprennent le financement, les objectifs visés et les indicateurs de rendement à mesurer pour la poursuite des objectifs élargis de la politique fédérale. D’ailleurs, le gouvernement fédéral a souvent tendance à fournir des incitatifs financiers pour encourager les entreprises et organismes à élaborer des projets qui s’inscrivent dans les objectifs visés de la politique (Ministère de l’Environnement et Changement climatique Canada, 2019).

Les provinces peuvent aussi mettre en place des politiques pour leur territoire en plus de celles adoptées par le gouvernement fédéral. En ce sens, les gouvernements des provinces et du fédéral élaborent des politiques en fonction de leurs compétences respectives et ces dernières sont précisées dans la constitution canadienne. Par exemple, les cours d’eau sont de compétence fédérale, tandis que la gestion des déchets ménagers est davantage de compétence provinciale. (Gouvernement du Canada, 2017 ; *Lois constitutionnelles de 1867*). Cependant, la mise en place de politiques environnementales implique un travail intergouvernemental, tant au niveau horizontal entre les ministères fédéraux qui ont des mandats affectant l’environnement (Environnement Canada, Ressources naturelles Canada, Pêches et Océans, Transport Canada, etc.), tant avec les provinces qui ont des pouvoirs sur la gestion de leur espace (transport, chasse, pêche et faune, etc.) (OCDE, 2017a). Le schéma figure 1.5 illustre de manière simplifiée le parcours de mise en place d’une politique environnementale au Canada. Les flèches noires suivent une logique chronologique de la mise en place d’une politique environnementale.



**Figure 1.5 Organigramme du parcours simplifié de mise en place d'une politique environnementale au Canada** (compilation d'après : *Lois constitutionnelles de 1867* et OCDE, 2017a)

Au niveau provincial, les objectifs des politiques environnementales varient en fonction des gouvernements mis en place, même si parfois elles rejoignent celles fédérales (OCDE, 2017a). Par exemple au Québec, le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) (2012) souhaite favoriser le développement durable ainsi que mettre en place des programmes pour contrer le changement climatique, y compris la réduction de GES. Ainsi, plusieurs programmes de financement des projets qui s'inscrivent dans les politiques de développement durable ou contre les changements climatiques (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2018). Il y a même des tentatives de suivi pour pouvoir ajuster les financements en fonction de leur efficacité. Des bilans de programmes sont mis en place et rendus disponibles au public. Le *Bilan de mi-parcours du plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* montre qu'il y a eu une réduction d'émission de GES, mais il faut encore davantage y travailler pour atteindre les objectifs précis initiaux. (MDDELCC, 2018). Souvent au niveau provincial, les politiques environnementales sont financées par des Fonds verts qui sont plus ou moins importants en fonction des

provinces. Ces fonds verts sont issus des taxes provinciales, par exemple, la taxe du carbone dans la province du Québec (MELCC, s. d.a).

Par ailleurs, avant la mise en place d'un projet s'inscrivant dans une politique environnementale, des évaluations d'impacts potentiels sur l'environnement sont parfois prescrites ou recommandées par la loi (André et al., 2010). Ces évaluations ont pour but de relever les impacts économiques, sociaux et environnementaux des projets à venir (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement [BAPE], s. d.). C'est à cette étape qu'une forme de consultation publique prend place. Les évaluations d'impacts servent autant au provincial qu'au fédéral (Gouvernement du Canada, 2018). Dans la province du Québec, il y a le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui se charge d'effectuer des enquêtes qui sont ensuite utilisées aux fins de la mise en place des projets, mais surtout dans sa mission « d'éclairer la prise de décisions gouvernementales » (BAPE, s. d.).

Sur le plan juridique, la complexité de la répartition des responsabilités et des pouvoirs (dans la fédération) ainsi que le vaste territoire canadien ajoutent aux défis de mise en œuvre d'une politique environnementale. Cette réalité explique en partie un droit en environnement inexistant. Ainsi, les éléments du territoire comme les ressources naturelles, les cours d'eau, l'air sont entretenus par le biais de lois et règlements ayant des objectifs autres que seulement la protection de l'environnement. Par exemple au Québec, la qualité de l'air peut être défendue en vertu du *Code civil du Québec* (droit commun) lorsqu'une entité souhaite maintenir la qualité de l'air qu'elle utilise pour son bien-être sur son territoire. Aussi, Loi sur la qualité de l'environnement, récemment modifiée, impose aux municipalités d'assurer une forme de surveillance de la qualité de « l'atmosphère ». En effet, lorsque les lois évoquent la notion de l'environnement, elles abordent certains éléments précis comme les espèces sauvages, la biodiversité, les milieux humides (Halley et Gagnon-Rocque, 2009). Certes, l'environnement dans son ensemble est difficilement définissable, d'autant plus que les définitions attribuées se diversifient au fil du temps. À ceci s'ajoute la superficie du Canada qui offre une panoplie de climats et d'éléments naturels diversifiés.

En général, les lois sont imposées même si elles sont souvent réprochées comme n'étant pas assez sévères. Il est vrai que certains ont réussi à adopter des comportements de *free-riding* pour éviter ce qui est prescrit dans la loi, notamment à cause des ressources humaines et financières limitées d'Environnement et Changement climatique Canada. Par conséquent, il est difficile d'assurer toutes les inspections prévues

dans la loi. De plus, les lois à ce qui a trait à l'environnement (surtout en droit pénal) sont parfois perçues comme étant permissives ou bien même insuffisamment définies. (Halley et Gagnon-Rocque, 2009).

En ce qui a trait à la réussite de mise en application des mesures de protection de l'environnement, les points de vue divergent. Lorsque les politiques ont des objectifs précis, certains protestent que les lois qui s'ensuivent sont trop sévères et ne sont pas assez flexibles pour adapter la mesure aux situations de chacun. Par exemple, pour mettre en place le plan de tarification du carbone, une taxe du carbone doit être instaurée dans toutes les provinces du pays pour ainsi atteindre les objectifs de réduction d'émission de GES d'ici 2030. Certains premiers ministres provinciaux refusent de se conformer à ce que le gouvernement fédéral exige sous prétexte que la taxe du carbone est trop élevée et qu'elle va affecter négativement les revenus de la province ainsi que ceux de certaines entités. (McCarthy et Baker, 2018).

Au Canada, ce qui motive les gouvernements à mettre en place des politiques environnementales, c'est la pression de la communauté internationale et de la société civile. Il y a au fédéral différentes priorités environnementales qui se concentrent davantage sur la réduction de la production de gaz à effet de serre : le gouvernement tente d'instaurer la taxe du carbone. De telles priorités sont venues suite à la signature de l'Accord de Paris et à l'engagement pris lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (CdP). Ces deux engagements traitent de la réduction de GES dans le pays. (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018e). Sur une note plus négative, en 2011 le Canada s'est retiré du Protocole de Kyoto sans avoir accompli ses engagements de 2002 lors de la ratification (Dufour, 2012). Le Parti au pouvoir a changé depuis la signature du Protocole.

Au Canada, l'engagement de la population envers les initiatives environnementales varie beaucoup. Devant la complexité des défis et du processus administratif, la motivation peut parfois s'avérer être faible ou tout simplement non soutenue. Cependant, dans certaines régions du pays, il semblerait que la question de l'environnement devient plus populaire chez les adolescents et jeunes adultes. Certains demandent à leur tour un plus grand investissement des gouvernements pour la gestion de l'environnement (Gonzales et Prost, 2019, 22 mars).

## **2. ANALYSE MULTICRITÈRE**

L'analyse multicritère est employée comme outil d'analyse et de comparaison afin de répondre aux objectifs de la présente étude. Le choix de l'outil est expliqué. Les critères sont justifiés et les résultats d'analyse sont présentés.

### **2.1 Présentation de l'outil d'analyse**

Cette analyse se rapproche du domaine de la politique comparative. Cette dernière nécessite de nombreuses recherches pour récolter des renseignements validés et des sources fiables pouvant être comparés, et ce, pour tous les pays choisis aux fins de l'analyse. Il faut aussi s'assurer que tous les aspects soient couverts dans l'analyse afin d'obtenir des résultats généraux de qualité et comparables. (Mair, 1996).

Parmi plusieurs méthodes possibles, c'est l'analyse multicritère qui est choisie. En effet, celle-ci permet d'évaluer chaque mise en application de politiques environnementales au sein des différents systèmes politiques en fonction de critères justifiés. De plus, elle met en évidence des éléments de comparaison et de critique à effectuer entre les pays d'intérêt. Enfin, l'obtention de résultats numériques dévoile les forces et les faiblesses de chaque mise en place de politiques. C'est ce qui mènera vers la formulation de recommandations générales en matière de politiques environnementales ainsi que des recommandations pour chaque pays.

L'outil d'analyse est organisé en trois échelles présentées à la figure 2.1. En ordre décroissant, celles-ci sont : les sections, les critères et les sous-critères. Ces échelles permettent de former une grille multicritère munie d'un système d'évaluation semi-qualitatif. Le système d'évaluation choisi peut à la fois supporter des critères quantitatifs et qualitatifs, ainsi que s'adapter aux informations trouvées et utilisables, et ce, en fonction de leur validité pour les fins de l'analyse.





**Figure 2.1 Schéma explicatif de la structure de base de la grille multicritère**

Inspirée par la démarche d'analyse de politiques publiques européennes de Hassenteufel et Surel (2000), cette étude contient une section d'analyse « dynamique » concentrée davantage sur la démarche d'élaboration de politiques, et une section évoquant les résultats de leurs mises en place. Les sections conceptualisées sont les suivantes :

- Section 1 : Engagement et motivation ;
- Section 2 : Élaboration de politiques environnementales ;
- Section 3 : Post-mise en application de politiques environnementales.

Les critères sont formulés en fonction des principes et des moyens utilisés dans les pays d'intérêt. La raison pour laquelle les parties prenantes ne font pas l'objet d'un ordre prioritaire dans l'analyse, c'est qu'elles varient considérablement entre chaque système politique. Ainsi, les réseaux politiques s'accomplissent différemment. Afin d'éviter tout biais envers un système politique particulier, les dynamiques et les approches intellectuelles de mise en place de politiques environnementales sont davantage recherchées dans l'élaboration des critères. (Hassenteufel et Surel, 2000).

Les sous-critères permettent de décomposer les critères afin d'analyser ces derniers dans leur ensemble avec des variables comparables (Mair, 1996). Ils sont formulés au positif, pouvant ainsi leur attribuer une note positive lorsque le fait évalué se trouve dans la mise en place de politiques environnementales et une note nulle en absence de ce fait.

La méthode d'évaluation des sous-critères s'appuie sur une échelle comprise entre 0 et 5. Une valeur de 0 signifie que le sous-critère évalué est complètement absent de la mise en place de politiques

environnementales dans le pays étudié. Une valeur de 5 illustre le phénomène où le pays étudié assume entièrement le fait invoqué par le sous-critère. Une valeur de 1 ou 2 signifie que l'aspect étudié est très peu présent ou peu présent dans la mise en place de politiques. Une valeur de 3 et 4 illustre le fait que le sous-critère invoqué est respectivement présent et très présent chez le pays en question. Le pays ayant obtenu la plus haute note maintient une mise en place de politique environnementale dans son système politique la plus adéquate en fonction des critères étudiés. Évidemment, son contraire signifie que le pays ayant une plus faible valeur totale de l'analyse est pourvu d'une mise en place de politiques environnementales plus cahoteuses dans son système politique. Cette méthode est simple, facile à la compréhension et à l'utilisation.

Chaque critère est séparé en un seul ou plusieurs sous-critères laissant place à une analyse davantage précise et détaillée. En présence de plusieurs sous-critères, une moyenne des valeurs des sous-critères est attribuée au critère en question. Du point de vue statistique, il est vrai qu'une moyenne formulée avec plus de valeurs semble davantage précise et représentative de la situation réelle, tandis qu'une moyenne effectuée avec très peu de valeurs peut exprimer un biais dans l'analyse. En cas de fort déséquilibre, un ajustement est apporté par la pondération des sous-critères.

Les sous-critères sont pondérés par un système de pondération compris entre 1 et 3. Une valeur de 1 signifie que ce sous-critère est avantageux dans la mise en place de politiques environnementales dans le système politique en place. Une valeur de 2 signifie que le sous-critère est souhaitable. Un sous-critère coté 3 est réalisable à la mise en place de politiques environnementales. Au niveau du calcul, une pondération de 1 signifie que la valeur attribuée vaut pour seulement 1 fois dans le calcul de la moyenne. En présence d'une pondération de 2 ou de 3, la valeur donnée est comptée respectivement 2 ou 3 fois dans la moyenne.

Les valeurs calculées en critères sont à leur tour pondérées selon un système similaire compris entre 1 et 3 ; où 1, 2 et 3 signifient respectivement avantageux, souhaitables et réalisables à la mise en place de politiques environnementales. Ainsi les valeurs des sections sont calculées comme étant des moyennes des valeurs des critères, et ce, en prenant en considération les pondérations attribuées.

Enfin, les sections sont elles aussi pondérées. Il est souhaité que la section 2 occupe 50 % de pondération puisqu'elle met en évidence la démarche de l'élaboration de politiques environnementales et c'est l'objet

primordial de la présente analyse. Il est ensuite voulu que les sections 1 et 3 aient une pondération de 25 % respectivement. Enfin, une valeur finale comprise en 0 et 5 est obtenue pour chacun des pays d'intérêt.

## 2.2 Présentation des critères et des sous-critères d'analyse

Les critères, accompagnés des sous-critères, sont justifiés respectivement dans les annexes 1 et 2 ainsi que présentés à l'aide de logigrammes (figure 2.2, figure 2.3, figure 2.4, figure 2.5) afin de faciliter la lecture et la compréhension. Les pondérations attribuées aux critères et sous-critères sont présentées et argumentées dans deux tableaux en annexes (3 et 4). La présence d'un premier pour les critères (en annexe 3) et un deuxième pour les sous-critères (en annexe 4) permet de comprendre la construction de la pondération. Il est important de noter que les critères et sous-critères sélectionnés sont inspirés des sources issues des recherches exhaustives, effectuées pour les fins de l'essai. Ces sources ont certes été réduites dû à la compréhension linguistique, mais ont permis de donner une précision à l'analyse des différentes mises en place de politiques environnementales.

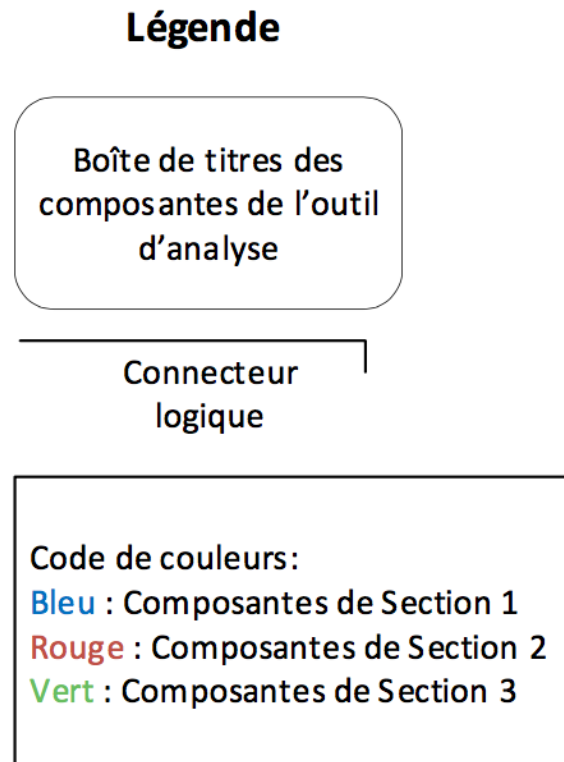


Figure 2.2 Légende des logigrammes présentant les sections, les critères et les sous-critères

La construction de l'outil analytique est basée sur certaines valeurs, dont celles de la gestion adaptative. Celle-ci se définit comme étant « un processus systématique d'amélioration continue dans la gestion de politiques et pratiques basées sur l'apprentissage des résultats de politiques et pratiques déjà employées » (traduction libre de : Chopra, Leemans, Kumar et Simons, 2005). La gestion adaptative n'est pas la seule méthode possible en administration, mais dans le contexte d'un environnement multidisciplinaire instable, elle est fortement encouragée par plusieurs instances gouvernementales (Craig, Ruhl, Brown, et Williams, 2017). Ainsi, il est important de noter qu'une forme de subjectivité se retrouve dans l'analyse. Néanmoins, ces valeurs se font ressentir au travers de critères comme l'utilisation d'un système de suivi ainsi que dans la promotion d'évaluations d'impacts préalable aux projets.

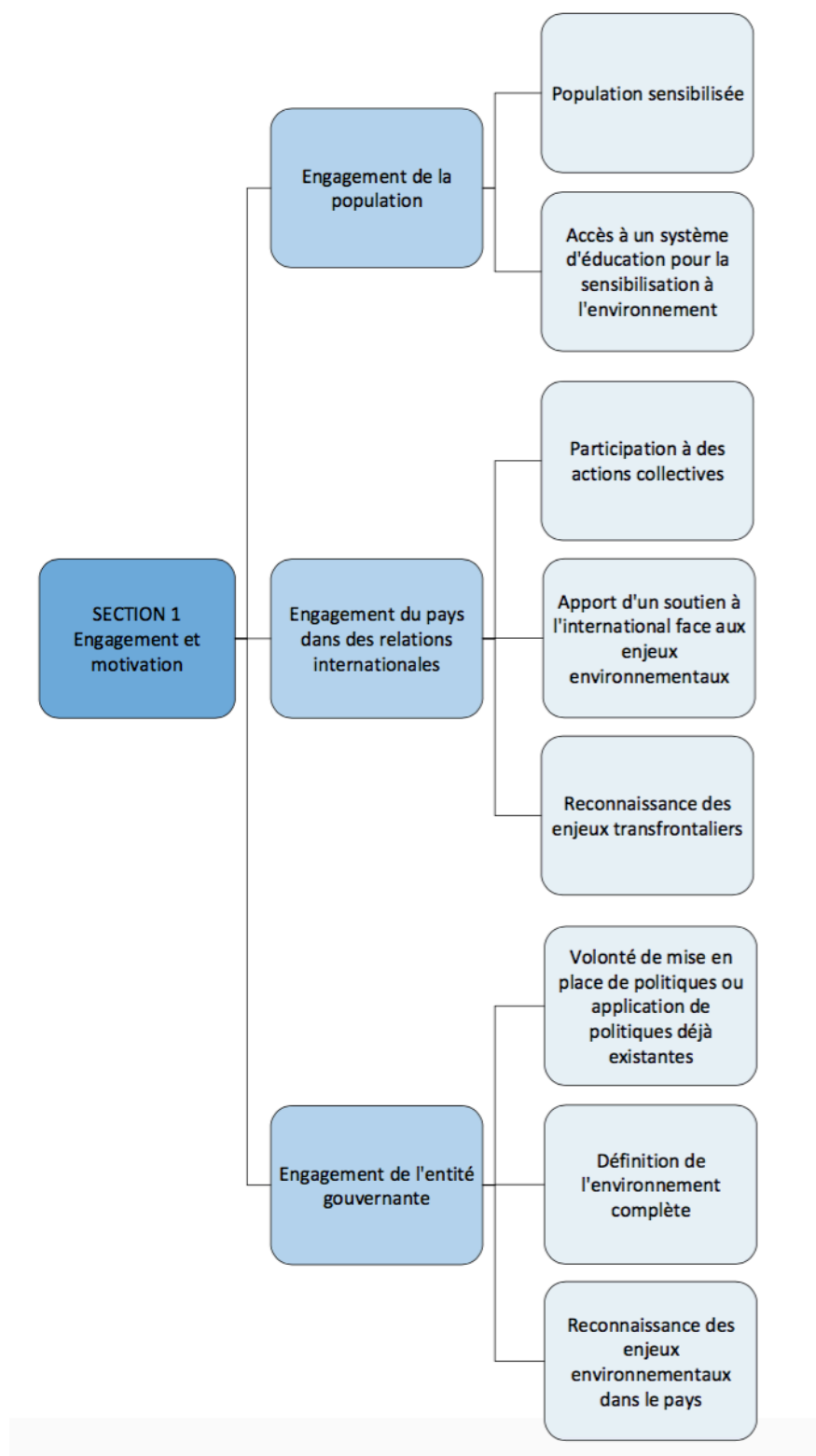


Figure 2.3 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 1

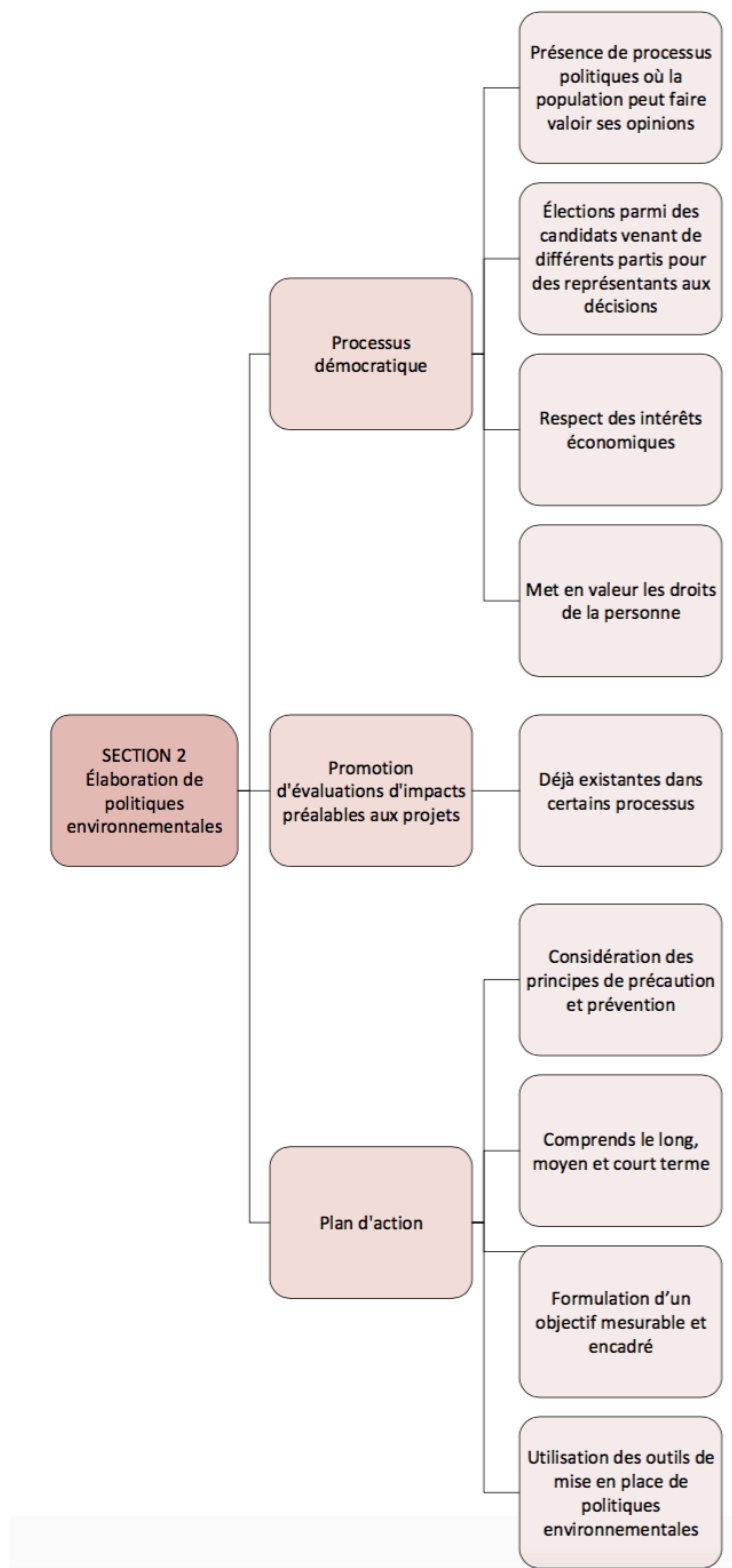


Figure 2.4 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 2

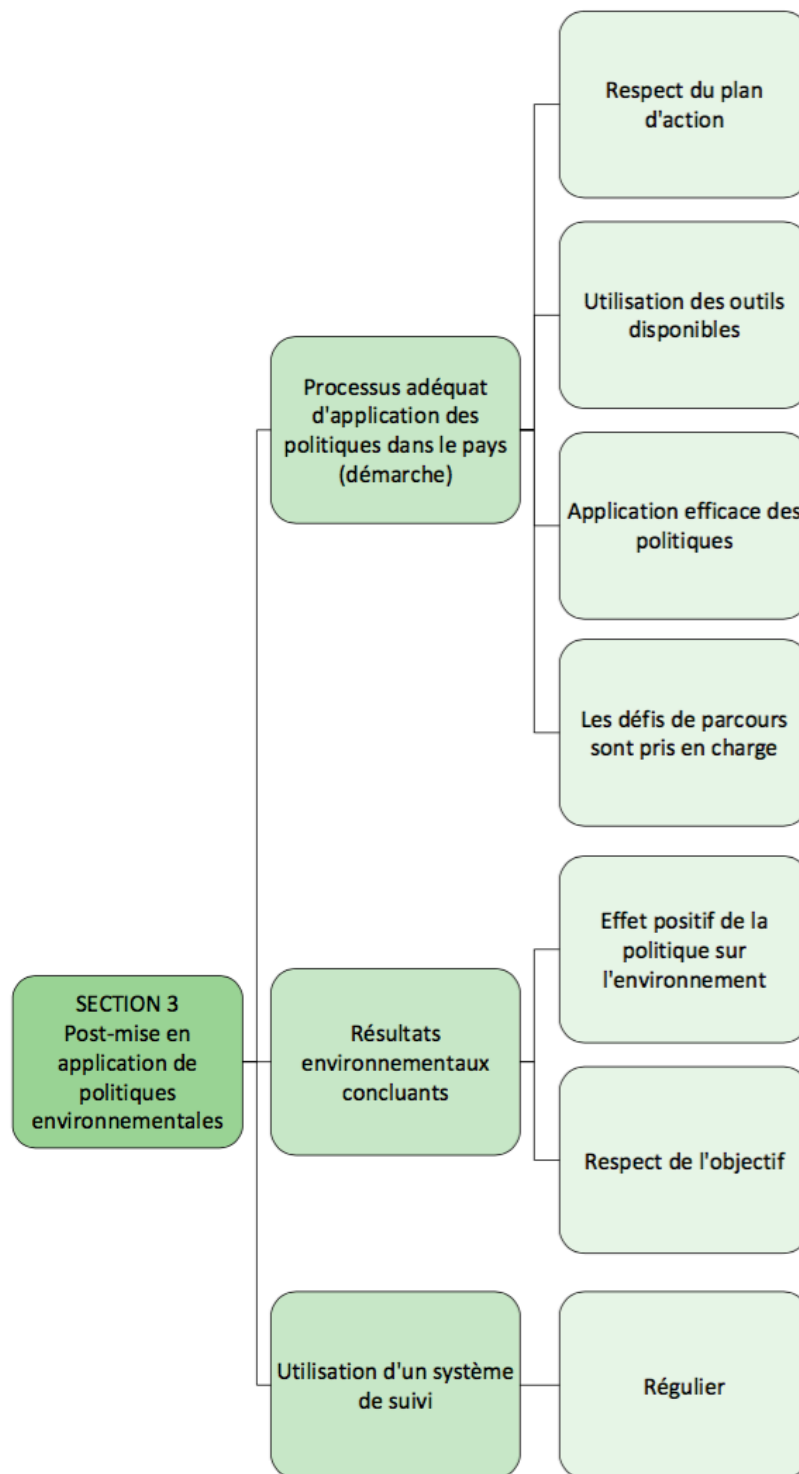


Figure 2.5 Logigramme des sous-critères et critères pour la section 3

### **2.3 Limites et contraintes de l'analyse**

La présente étude est confrontée à plusieurs limites et contraintes. En effet, il est important de prendre en considération que chaque système politique est distinct et que les réalités analysées dans chaque pays peuvent être instables ou interprétées différemment (Hassenteufel et Surel, 2000). Dans cet essai, une analyse est proposée, tout en tenant compte des limites de recul nécessaire à une neutralité culturelle.

Une des contraintes rencontrées est la compréhension de documents écrits en langues étrangères non maîtrisées (chinois, coréen, finnois...). Pour pouvoir les utiliser, il a été essentiel de passer par des intermédiaires traduits. Cependant, le biais de traduction doit être envisagé. C'est pourquoi de la documentation traduite n'est utilisée que pour les documents officiels comme des lois et des rapports publiés de gouvernements.

Une autre contrainte est celle du manque d'information de qualité, récente et disponible. Pour la Corée du Sud et pour le Canada, il y a un manque de ressources disponibles concernant la qualité des suivis des politiques et certains processus d'élaboration de plans d'action. En effet, la mise en place de politiques environnementales est un sujet assez récent au sein de la communauté internationale, et certains gouvernements ne publient pas les informations de toutes les démarches réalisées à l'interne. Ainsi, certains éléments jugés importants sont omis de l'analyse pour une question de manque de sources valides et d'informations fiables.

De plus, les études de qualité de la Finlande, évaluant les suivis ou les résultats de politiques environnementales, datent parfois de plus de dix ans. Ainsi, la qualité de l'argumentation de l'essai peut être remise en question. Il est vrai que les dynamiques des pays sont changeantes au cours du temps (Bartolini, 1993). Cependant, les processus de mise en place de politiques environnementales s'étendent souvent sur plusieurs années et il est possible de supposer que les réalités sont similaires entre la publication des études et le temps de l'écriture de cet essai. En prenant en compte cette contrainte, les sources et les informations ont été considérées sur une période donnée, soit entre 2000 et 2019. Cette restriction étant nécessaire pour assurer la pertinence de l'analyse.



Il est également difficile de confirmer que les gouvernements et les organismes fournissent des informations véritables, et non faussées, pour satisfaire le regard de la communauté internationale. Ainsi, l'analyse peut perdre de sa valeur sachant que certaines données peuvent être manipulées (Mair, 1996).

Aussi, le défi a été de définir des critères pouvant être appliqués à tous les pays d'intérêt. En effet, les différences au niveau des priorités politiques entre pays ont rendu la tâche ardue. Par exemple, certains pays comme la Corée du Sud et la Chine vont prioriser leur propre développement, puisque ces pays se sortent de situations relativement précaires, avant de considérer d'intervenir auprès de la communauté internationale en environnement. C'est pourquoi il a été difficile d'approfondir l'analyse comparative, car les systèmes politiques diffèrent considérablement.

Enfin, les limites de l'analyse permettent d'établir des bornes pour mieux distinguer les enjeux internationaux entre eux et relever les différentes réalités de chaque pays (Mair, 1996). La limite principale est celle du temps accordé à la recherche et à l'analyse. Le sujet est très vaste et l'étude aurait pu s'échelonner sur une plus grande période. L'analyse multicritère est donc restreinte à certains critères primordiaux justifiés (voir annexes 1 et 2).

## **2.4 Analyse et résultats**

L'outil d'analyse comportant toutes les valeurs attribuées par pays, dont celles des sous-critères, se retrouve en annexe 5. La présente analyse met l'accent sur les valeurs obtenues aux critères à la suite de l'analyse des sous-critères. Ce choix est dû au fait que la comparaison entre pays se fait au niveau des critères, et elle est ensuite justifiée par le poids des sous-critères.

### **2.4.1 Analyse des valeurs attribuées aux critères et aux sous-critères**

L'analyse présentée ci-dessous se base sur la revue de littérature. Si celle-ci a permis de définir certains critères, il est indéniable qu'elle n'a pas permis de dresser un portrait complet de la situation. Les faiblesses concernant l'étendue de l'analyse se justifient par les contraintes du présent travail. Les critères et sous-critères retenus par la suite sont ceux qui ont été à la fois assez complets, mais également assez pertinents pour retenir l'attention (voir annexe 1 et 2). Le tableau récapitulatif des résultats de chaque critère se trouve en annexe 5.

D'abord, les valeurs calculées aux différents critères de la Section 1 (Engagement et motivation) sont analysées puis justifiées par les sous-critères, et ce, pour chaque pays de l'analyse.

### **Engagement de la population**

En Chine, l'éducation relative à l'environnement est, entre autres, effectuée par des organismes à but non lucratif qui vont sensibiliser les enfants dans les écoles (Xiaoyun et Qiang, 2010). Celle-ci est par ailleurs peu observée dans les programmes émis par le gouvernement, et ce, malgré une tentative de modification de programme dans les vingt dernières années (OCDE, 2007). La population chinoise semble être particulièrement intéressée à entretenir les aspects de l'environnement qui les affectent directement : une tendance naturelle qui s'observe dans tous les pays (Harris, 2006). De plus, il faut noter une évolution observée au cours des dernières décennies. En 2006, un faible mouvement environnemental se fait observer chez les étudiants universitaires (Stalley et Yang, 2006). En 2018, une étude révèle que certains universitaires ont déjà développé une conscientisation à l'environnement (Li, 2018). Pour résumer, la population demeure peu sensibilisée dans l'ensemble, mais une amélioration est observée au cours des dernières années, et au fil du développement économique du pays. (Tian et Wang, 2016 ; Xiaoyun et Qiang, 2010). Ainsi, la Chine obtient une note de 2,00 sur 5 pour le présent critère évalué.

En Corée du Sud, le système relatif à la sensibilisation aux enjeux environnementaux est peu présent (OCDE, 2017b). En effet, malgré l'instauration de notions environnementales dans le cursus éducatif, la population demeure peu sensibilisée (Choi, Lee, Shin, Kim et Krajcik, 2011). Or, lorsque les enjeux environnementaux soulevés affectent directement la santé de la population, les Coréens touchés deviennent rapidement informés des enjeux environnementaux d'intérêt. Souvent, ils vont jusqu'à mettre une pression sur le gouvernement pour entreprendre des démarches efficaces de solutions. Par exemple, pour inciter les autorités responsables à agir contre la pollution atmosphérique, la population coréenne a entrepris des manifestations (Shim, 2019, 4 mars). Les Coréens semblent donc sensibilisés aux enjeux environnementaux qui les affectent. De plus, peu de sources fiables concernant l'éducation relative à l'environnement en Corée du Sud ont été recensées durant l'analyse. Cela démontre une relativement faible implication au niveau de l'éducation. En général, l'engagement de la population est peu observé et obtient une note de 2,00 sur 5 pour ce critère.

En Finlande, le système de sensibilisation à l'environnement est très présent et la population est sensibilisée (Hildén, 2011 ; Poussa, 2017, 12 juillet). En effet, l'éducation relative à l'environnement implique un axe d'intérêt pour la Finlande et elle tente de développer ses capacités dans le domaine. Dès le début des années 2000, des chercheurs finnois ont effectué des études pour trouver des manières adéquates destinées à sensibiliser les professeurs et les jeunes élèves à l'environnement (Kapyla et Wahlström, 2000 ; Palmberg et Kuru, 2000). Des études montrent que certains étudiants du secondaire détiennent un fort intérêt à protéger l'environnement, tandis que d'autres sont bien moins impliqués et intéressés (Uitto, Juuti, Lavonen, Byman et Meisalo, 2011). Malgré les efforts de sensibilisation, certains professeurs se disent inaptes à enseigner correctement les notions liées à l'environnement, car ils se sentent incompetents dans le domaine (Pohjakallio, 2007). Ainsi, le pays présente une possibilité d'amélioration de son système d'éducation relatif à l'environnement. Les présentes constatations apportent une note de 3,75 sur 5 en ce qui a trait à l'engagement de la population de la Finlande.

Au Canada, la population semble peu sensibilisée. Toutefois, le gouvernement mentionne que plus d'opportunités en matière d'éducation prévues s'ajoutent, et ce pour des fins de sensibilisation de la population à l'environnement (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2013). Or, les notions d'environnement se transmettent souvent dans des conditions très formelles et moins pratiques auprès de la population. Cette approche se montre moins propice à influencer un changement d'habitudes vers des comportements écoresponsables (McKeown et Nolet, 2013). En 2013, Zhou a démontré que la population canadienne jeune est davantage sensibilisée à l'environnement que la population plus âgée. Il a également constaté que les gens étant directement affectés par un enjeu environnemental sont plus conscientisés, une tendance observée dans les autres pays étudiés (Zhou, 2013). Au final, une évolution est observée, mais il y a de la place à amélioration des systèmes canadiens d'éducation relatifs à l'environnement. Le Canada reçoit donc une note de 2,75 sur 5 et la population est considérée comme étant dans l'échelle de peu engagée à engagée.

### **Engagement du pays dans des relations internationales**

Premier pays analysé, la Chine s'est engagée à mener des actions collectives comme dans la CCNUCC pour réduire l'émission de GES. Cependant, elle modifie ses activités à sa manière, et donc sans suivre les recommandations suggérées par la communauté internationale. (Khan et Chang, 2018). De plus, elle apporte très peu de soutien face aux enjeux environnementaux que peuvent subir d'autres pays. Au contraire, elle va même en aggraver en exploitant des territoires extérieurs, comme le Sénégal, pour

assurer sa propre sécurité alimentaire, et ce, au détriment de celle des pays d'accueil (Grodent, 2018). Enfin, la Chine reconnaît peu les enjeux transfrontaliers au niveau environnemental (Kim, 2015). Sans être la seule responsable de tous les enjeux, à force de se faire pointer du doigt dans les enjeux de pollution atmosphérique (notamment par la Corée du Sud), la Chine entretient désormais une faible communication avec seulement quelques pays dans le but de régler les enjeux environnementaux transfrontaliers (Bicker, 2019, 6 juin). Pour conclure l'évaluation de ce présent critère, la Chine est peu engagée dans des relations internationales au niveau environnemental et obtient une note de 1,87 sur 5.

La Corée du Sud prend part à certaines actions internationales, notamment celles qui concernent la réduction de GES, comme la CCNUCC et la mesure d'atténuation appropriée au niveau national (ME, 2017a). Désormais, avec la mise au point de la « croissance verte », la Corée du Sud semble vouloir exercer une forme de leadership et servir d'exemple auprès d'autres pays (Kim, 2015). Elle souhaite notamment déployer une approche de développement durable dans le cadre de ses échanges à l'international (concerne surtout les pays de l'Asie de l'Est) (Shapiro, 2009). Elle assure par cette démarche un petit financement à certains projets relatifs à l'environnement, à l'international, surtout auprès de PED comme le Sri Lanka (Banque mondiale, 2012). Cependant, la Corée du Sud entretient peu de relations internationales autres que celles ayant des intérêts économiques (Kalinowski, Rhyu et Croissan, 2018). Cette approche enlève de la crédibilité à l'aspect de la coopération, soit un trait recherché dans l'analyse. La Corée reconnaît en outre totalement les enjeux transfrontaliers. Ce pays agit comme « victime », car il reçoit la pollution atmosphérique de la Chine en raison de sa situation géographique (Kim, 2015). Dans le but de relever de tels défis environnementaux, la Corée du Sud tente d'entretenir une communication avec les pays concernés. Par exemple, elle propose de mettre en place un système de nettoyage avec la Chine pour assurer le contrôle de l'émission de particules nuisibles dans l'atmosphère, car celles-ci affectent la population coréenne une fois sur son territoire (Kim, 2019). Ainsi, la Corée du Sud est globalement engagée dans les relations internationales au niveau de l'environnement. Elle obtient donc une note de 3,62 sur 5 pour ce critère.

La Finlande prend part à des actions collectives internationales et œuvre activement au sein de l'UE au niveau environnemental. D'ailleurs, elle a influencé le concept de mise en place de politiques environnementales dans le monde. (Ministry of the Environment, 2002). Elle mérite donc une note élevée, 4 sur 5, pour ce sous-critère. Elle apporte un fort soutien aux pays affrontant des enjeux environnementaux, et ce, par le biais des institutions européennes tout particulièrement (Ministry of the

Environnement, 2002). Comme promis à Paris devant les Nations Unies, la Finlande finance des projets de développement d'énergies vertes dans les PED en utilisant des programmes déjà mis en place dans ces pays (Ministry of Foreign Affairs of Finland, 2017). De plus, le gouvernement reconnaît les enjeux transfrontaliers et souhaite agir, autant au niveau de la pollution de la mer Baltique, qu'au niveau de la fonte des glaciers (qui crée de nouvelles routes maritimes aux alentours du pays) (Ministry of the Environment, 2002 ; Quillérrou et al., 2015). Cependant, le gouvernement ferme les yeux sur certaines pratiques d'entreprises finlandaises à l'extérieur du pays. En effet, celles-ci entretiennent parfois des activités nuisibles à l'environnement et aux populations locales. Par exemple, l'entreprise de produits forestiers UPM-Kymmene Oyj est souvent impliquée négativement dans des enjeux sociaux ou de conservation de biodiversité en Uruguay (Van der Mark, 2019). Prenant en compte ces informations, la Finlande reçoit une note de 3,62 sur 5 pour le critère d'intérêt.

Le Canada prend part quant à lui à des actions collectives, dont des conventions et des accords internationaux qui le motivent à élaborer des politiques environnementales (Gouvernement du Canada, 2019c). Cependant, il se retire du Protocole de Kyoto en 2011 pour des raisons économiques, et ce, sans respecter totalement son engagement pris en 2002 lors de la ratification de l'accord (Dufour, 2012). C'est la raison principale pour laquelle il n'obtient pas la note maximale pour ce sous-critère. Il est important de noter qu'il apporte un soutien financier à certaines initiatives en matière de l'environnement dans le monde, particulièrement dans les PED (Gouvernement du Canada, 2019a). Cependant, le Canada ne veille pas assez sur l'activité des entreprises canadiennes à l'extérieur du pays. Par exemple, au Burkina Faso, les entreprises minières canadiennes créent continuellement des dommages, autant sur le plan environnemental que sur le plan humain (Gueye, 2001). Enfin, le Canada se soucie des enjeux environnementaux transfrontaliers (avec les États-Unis), principalement ceux concernant l'air (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2017b). L'engagement du Canada en matière d'environnement au niveau de ses relations internationales mérite une note de 3,25 sur 5 pour ce critère.

### **Engagement de l'entité gouvernante**

C'est une note de 3,50 sur 5 que la Chine obtient pour le critère de l'engagement de l'entité gouvernante. En effet, elle manifeste une forte volonté de mettre en place des politiques environnementales, et ce, du fait qu'elle reconnaît et s'inquiète de l'ampleur des enjeux environnementaux dans le pays (Huchet, 2016). La pollution affecte tellement sa population de façon très frappante, que la Chine est quelque peu contrainte d'agir et d'accepter les défis qui se présentent à elle (Bakhiyi et al., 2018). Pour illustrer par un

exemple, il est possible de considérer la situation de la mise en place des politiques environnementales relatives à la gestion des déchets électroniques suite à la situation vécue à Guiyu (Zhang, 2009). En effet, l'activité de recyclage des e-déchets de Guiyu a extrêmement pollué l'air, le sol et l'eau de la ville. Afin de remédier à la situation, la Chine a décidé d'appliquer une politique dans tout le pays limitant les activités économiques concernant les déchets. Enfin, la définition de l'environnement employée dans sa législation concerne majoritairement l'eau, l'air et le sol (Ministry of Ecology and Environment, 2016). Cette définition inclut des éléments clés de l'environnement, mais pourrait être précisée davantage au fil du temps.

En ce qui a trait à l'aspect juridique, la Corée du Sud définit les éléments principaux de l'environnement qui doivent être intégrés dans les lois comme étant l'eau, l'air et la nature ambiante (ME, 2018). Or, cette définition de l'environnement est développée, mais plusieurs autres éléments, comme le sol, semblent manquants afin de la perfectionner. Il faut noter que la Corée du Sud reconnaît les enjeux environnementaux dans son pays, spécialement ceux affectant directement la santé de sa population (Ministry of Government Legislation, 2017). D'ailleurs, les pressions exercées par sa population affectée par certains enjeux ont pour effet d'entraîner le gouvernement à augmenter sa volonté de mettre en place des politiques environnementales. Pour illustrer, la population coréenne exerce de la pression sur le gouvernement pour bénéficier de mesures contrôlant la quantité des particules nuisibles dans l'air (Shim, 2019, 4 mars). Ces manifestations ont été si importantes que la situation est qualifiée de « désastre social » par certains médias et le gouvernement a accéléré ses démarches de contrôle de qualité de l'air (traduction libre de : The Japan Times, 2019, 13 mars). À l'heure actuelle, la Corée du Sud met en place un programme de « croissance verte » et il risque de prendre de plus en plus d'envergure au fil du temps (Shin, 2015). La mise en place d'un tel programme démontre que le gouvernement développe malgré tout, une volonté de plus en plus significative à mettre en place des politiques environnementales, et ce, dans le but de réduire l'émission de GES ainsi que d'autres particules nuisibles à la santé. Au-delà de cet aspect positif d'engagement, les aspects environnementaux ayant des impacts plus généraux et n'affectant pas directement la population tendent à être délaissés. C'est avec de telles constatations que la Corée du Sud obtient une note de 3,17 sur 5 pour le critère d'intérêt.

La Finlande est très engagée au niveau environnemental dans le pays. Elle obtient une note de 4,00 sur 5 pour le présent critère. D'abord, c'est sa très forte volonté de mise en place de politiques environnementales qu'il faut souligner. Elle fait partie des premiers pays au monde à démontrer de l'engagement à ce niveau, et ce, dès la fin du 20<sup>e</sup> siècle (Ministry of the Environment, 2002). Elle est aussi

considérée comme étant l'un des pays les plus « verts » au monde en raison de ses démarches de protection de l'environnement (Dryzek, 2013). D'ailleurs, elle reconnaît considérablement les enjeux environnementaux transfrontaliers ainsi que ceux dont subit le pays. Ceux-ci la motivent à s'engager activement dans la gestion de l'environnement et des ressources. Par exemple, elle s'investit beaucoup dans la gestion des eaux de l'Arctique, sur des enjeux tels que la pollution des eaux amenées par l'important de l'activité de transport maritime (Stokke et Hønneland, 2006). Au niveau de ses lois, les éléments concernés de l'environnement sont entre autres l'eau, l'air, les écosystèmes forestiers et les paysages (Alanko et Utter, 2013). De plus, d'autres lois sont promulguées pour contrôler la contamination et assurer la gestion de matières résiduelles. (Alanko et Utter, 2013). Ainsi, la définition de l'environnement est élaborée et le potentiel d'actions pour une gestion adéquate de l'environnement est assez important.

Au Canada, les principaux enjeux environnementaux reconnus par le gouvernement canadien sont ceux entourant les changements climatiques (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018c). Ceux-ci sont vastes et peuvent prendre en compte une longue liste d'enjeux. Or, parfois la reconnaissance ne suffit pas pour déclencher une volonté de mise en place de politiques environnementales. Une partie de la population canadienne reproche aux gouvernements (fédéral et provinciaux) de ne pas agir suffisamment au niveau environnemental ; comme au Québec en mars 2019, où des manifestations ont été menées par des étudiants en grève (Gonzales et Prost, 2019, 22 mars). Pourtant, les enjeux sont multiples, mais ce sont souvent des ONGs ou autres associations qui agissent pour les contrer auprès des différentes entités territoriales canadiennes (Blanchard et Trobak, 2019). Cependant, malgré leur faible implication, les gouvernements financent des initiatives environnementales effectuées sur leur territoire, même si cela demeure insuffisant pour apporter des changements significatifs (OCDE, 2017a). La volonté de mettre en place des politiques environnementales est récente et à l'échelle mondiale, l'inactivité du Canada est reconnue. Historiquement, le Canada a toujours priorisé les intérêts économiques face aux enjeux environnementaux. (Dryzek, 2013 ; OCDE, 2017a). Enfin, les aspects environnementaux dans la législation concernent, au Canada, principalement la faune, la flore, la biodiversité, l'air, les cours d'eau et les milieux humides (Halley et Gagnon-Rocque, 2009 ; Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2017b). Cette définition comporte des éléments importants de l'environnement, mais pourrait encore ici être plus complète. Ainsi, pour le critère d'engagement dans le pays, le Canada obtient une note de 2,50 sur 5.

Dans la suite de cette analyse, ce sont les valeurs des critères de la Section 2 (Élaboration de politiques environnementales) sont argumentées puis justifiées par les sous-critères, et ce, pour chaque pays de l'analyse.

### **Processus démocratique**

En Chine, la séparation des pouvoirs se fait à la façon du Parti communiste. Ce dernier est le seul pouvant se présenter à la tête du pays. Il a mainmis sur tous les pouvoirs (Gaudreau et Guay, 2018). De plus, le système politique est certes socialiste et démocratique, mais il est surtout dictatorial et les partis de l'opposition existent à titre de conseillers seulement pour le Parti communiste (China Internet Information Center, s. d.). Le peuple chinois ne peut voter que pour des représentants locaux (Joseph, 2019 ; Gaudreau et Guay, 2018). Ainsi, les Chinois et Chinoises n'ont pas vraiment l'opportunité de voter parmi différents candidats pour choisir les hautes autorités responsables. Même si l'intérêt général est le bien-être du peuple, celui-ci intervient très peu en politique, car les dirigeants exécutent leurs plans d'action les consultants rarement au préalable (OCDE, 2007). Les audiences publiques sont théoriquement prévues avant la mise en place de certains projets, mais elles n'ont pas toujours lieu. Parfois, le gouvernement chinois lance un rare appel à la société civile émergente pour assurer certains services durant le processus d'élaboration de politiques environnementales (Huchet, 2016). En général, les droits de la personne sont assez mis en valeur dans la mise en place de politiques environnementales. Celles-ci ont souvent l'objectif d'affecter positivement la santé globale de la population (Bakhiyi et al., 2018). Cependant, il est difficile pour le peuple chinois de critiquer une politique, ce qui offense donc ses libertés politiques (OCDE, 2007). Même si les politiques environnementales respectent les intérêts économiques, des exemples montrent que ce n'est pas au détriment du bien public. Dans le cas de la gestion des déchets électroniques de Guiyu, la Chine a choisi de prioriser la santé de ses habitants au détriment de l'activité économique (Pinghui, 2017, 22 septembre). L'activité d'extraction maintenant restreinte permet un meilleur contrôle des contaminants dans l'environnement (Huchet, 2016). Ainsi, le processus d'élaboration de politiques environnementales en Chine est peu démocratique et la note obtenue est de 2,12 sur 5.

La Corée du Sud maintient un modèle politique démocratique, où le Président est élu directement par le peuple (Gaudreau et Guay, 2018). Plusieurs partis politiques peuvent se présenter aux élections, donnant ainsi l'espace à l'échange d'opinions et aux débats, et ce, malgré le fait que les favoris demeurent souvent les mêmes (Gaudreau et Guay, 2018 ; Mesmer, 2017, 8 mai). La population peut donc intervenir en politique en élisant des représentants responsables aux différents pouvoirs. D'ailleurs, les Coréens et



Coréennes jouissent de leur liberté politique : le taux de participation aux élections est extrêmement élevé avec une valeur au-delà de 70 % (Mesmer, 2017, 8 mai). De plus, le processus d'élaboration de politique met aussi en valeur les droits de la personne. Le gouvernement prévoit du financement pour des projets environnementaux d'envergure ayant été soutenus par la population. De plus, il compense les personnes affectées par un manque antérieur de gestion environnementale ainsi que celles touchées par la pollution, notamment au niveau de la santé (OCDE, 2017b). Cependant, un manque d'opportunités empêche les habitants de critiquer les nouvelles politiques mises en place (OCDE, 2017b). D'ailleurs, les *Chaebols* exercent un pouvoir politique important, diminuant ainsi l'espace à l'expression d'opinions du reste de la population (Jung, 2004). Les libertés politiques sont ainsi restreintes. Même s'il est prévu dans le processus que la population puisse intervenir, en réalité, elle n'est pas automatiquement consultée. Les évaluations environnementales ne comportent pas toujours un volet de consultation publique (Gunderson et Yun, 2017). Enfin, les outils mis en place respectent les intérêts économiques du pays. Le gouvernement a investi dans les technologies pour pouvoir mettre en place son plan de « croissance verte » alliant ainsi croissance économique et gestion de l'environnement (Shin, 2015). Suite à ces constats, la Corée du Sud obtient une note de 3,25 sur 5 pour un processus considéré démocratique, et ce, avec quelques failles.

La Finlande pratique un modèle politique démocratique et son régime est parlementaire (Gaudreau et Guay, 2018). Durant l'élaboration de politiques environnementales, les élus provenant des différents partis politiques du parlement et du gouvernement délibèrent et échangent (Parliament of Finland, 2015, 1<sup>er</sup> décembre). De plus, les Finnois et Finnoises âgés de 18 ans ou plus sont priés de participer à quatre types d'élections : municipales, présidentielles, parlementaires et parlementaires pour l'UE (City of Helsinki, 2019). Dans ce contexte, le peuple finnois a amplement la possibilité de s'investir politiquement par le biais d'élections démocratiques diverses. Ensuite, l'élaboration de politiques s'effectue de manière corporatiste, permettant ainsi d'éviter le « capitalisme incontrôlé », et donc d'être impartial dans la prise de décisions (Dryzek, 2013). Il y a également un espace de consultation avec les parties prenantes avant la mise en place de politiques (OCDE, 2016). Les experts et autres acteurs ont l'opportunité d'exprimer leurs besoins et leurs opinions lors de la préparation de politiques environnementales : les libertés politiques sont alors conservées. Par conséquent, l'élaboration de politiques environnementales respecte entièrement les droits de la personne. De plus, les outils de mise en place prévue mettent en valeur le respect des citoyens. Par exemple, le droit à l'éducation est bonifié par l'apport de nouvelles notions environnementales dans le cursus scolaire (Hildén, 2011). Également, de nouvelles recherches sont entreprises pour mettre en évidence le lien entre l'environnement et la santé (afin de mettre en valeur le

droit à la santé) (Korpela, Ylen, Tyrvaïnen, Silvennoinen, 2010). Il est important de noter que les intérêts économiques sont très respectés. En tant que pays capitaliste, la croissance est fortement encouragée (OCDE, 2009). La Finlande favorise aussi le concept de développement durable, dans un intérêt de prospérité économique (Prime Minister's Office, 2017). Forte de son processus démocratique très encouragé, la Finlande mérite une note de 4,75 sur 5 pour le présent critère d'intérêt.

Le Canada est une démocratie de régime parlementaire (Gaudreau et Guay, 2018). L'ensemble des députés constituant la chambre provient de différents partis politiques présents aux élections. Il y a un premier ministre, qui est le chef du parti le plus représenté, et se fait désigner après obtention de la majorité absolue ou relative de la chambre. Les provinces disposent aussi de leur propre palier décisionnel dont le système électoral repose sur la même logique que celle exercée au niveau fédéral. Les citoyens sont invités à voter pour des représentants municipaux, provinciaux et fédéraux. (McCullough, 2019). De plus, le peuple canadien est consulté dans l'élaboration de politiques, et notamment pour celles à caractère environnemental (Service Canada et La Direction, 2014). Par exemple, en 2018, le gouvernement fédéral avait entrepris une consultation publique concernant la gestion des déchets plastiques au Canada (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018b). Dans ce contexte démocratique, la population et autre entité peuvent exercer leurs droits d'expression. Cependant, l'OCDE (2017a) a déjà critiqué les différents gouvernements canadiens pour leur manque de transparence en matière d'environnement, notamment lors des processus d'élaboration de politiques. Il est possible de remettre en question le fait que certaines autorités responsables respectent les principes des droits d'accès à l'information. Il est par ailleurs très courant que les intérêts économiques priment dans les décisions politiques. En effet, avant la mise en place de toutes réglementations ou législation, les autorités responsables effectuent une analyse coûts-avantages pour évaluer les impacts socio-économiques et limiter les dommages (OCDE, 2017a). Par conséquent, le Canada obtient une note de 4,25 sur 5 pour le critère d'intérêt.

### **Promotion d'évaluations d'impacts préalable aux projets**

En Chine, un type d'évaluation d'impacts préalable à l'application des politiques environnementales est présent au travers de projets. En effet, plusieurs lois assujetties des projets à de telles évaluations, notamment ceux retrouvés dans la Loi de la République populaire de Chine sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (Wu, Chang, Bina, Lam et Xu, 2011). Lors de l'élaboration de politiques environnementales, les autorités doivent s'assurer que les lois fonctionnent. Cependant, la mise en place

de suivi est parfois négligée ; ce qui fait en sorte que les évaluations d'impacts ne sont pas utilisées de façon optimale (OCDE, 2007). De plus, l'utilisation d'évaluations d'impacts a longtemps été réservée pour certains projets, spécialement ceux affectant l'air, le sol et l'eau. Les autres éléments de l'environnement ont donc été délaissés. (Wang, Morgan et Cashmore, 2003). Désormais, davantage de projets environnementaux nécessitent une évaluation d'impacts avant leur mise en place. Cependant, en omettant de telles évaluations, les entrepreneurs ne s'exposent pas à de grandes pénalités. (Wang, 2007). C'est pour ces divers aspects de gestions que la Chine reçoit une note de 3,00 sur 5.

En Corée du Sud, il y a des évaluations environnementales stratégiques avant la mise en place d'un projet environnemental. Celles-ci comportent une forme d'évaluation d'impacts prescrite par une loi traitant de l'évaluation d'impacts environnementaux qui a été mise en place en 2008 (Ministry of Government Legislation, 2009). Kwon (2011) du *Korea Environment Institute* souligne que l'évaluation d'impacts est importante dans la mise en place de la politique de « croissance verte » du pays et qu'elle devrait être plus utilisée comme outil d'aide à la décision, notamment au niveau de l'attribution de certification des projets qui s'inscrivent dans la continuité de la politique. Cependant, les impacts mis en valeur dans de telles études concernent souvent la taille physique du projet et non les modifications apportées à l'environnement. C'est une forme de fragilité du mécanisme qui a aussi des répercussions sur l'effectivité des suivis. (OCDE, 2017b). C'est ainsi que la Corée du Sud obtient une note de 3,00 sur 5 pour l'évaluation d'impacts préalable à l'élaboration de politiques environnementales.

En Finlande, les évaluations d'impacts sur l'environnement sont prévues par la législation finnoise (The International Labour Organization, 2014). Cependant, elles méritent d'être développées davantage (Kivimaa et Mickwitz, 2006). En effet, elles manquent de précisions au niveau du calcul des impacts cumulatifs et ne sont pas assez utilisées comme outil d'aide à la décision (Jalava, Pasanen, Saalasti et Kuitunen, 2010). De plus, il a été soulevé par Jalava et al. (2010) que suite aux évaluations d'impacts, peu d'informations sont communiquées à la population. Il y a donc une utilisation non optimale de telles évaluations. Celles-ci ne sont pas assez détaillées et elles affectent négativement la qualité du suivi (OCDE, 2009). Au final, l'évaluation d'impacts en Finlande est adéquate, mais il y a place à amélioration (Jalava et al., 2010). C'est ainsi que la Finlande reçoit une note de 3,00 sur 5.

L'évaluation d'impacts est bien exécutée au Canada. Elle est d'instance juridique fédérale et provinciale (Leduc et Raymond, 2000). De plus, elle précède la planification d'un suivi environnemental qui s'effectue

lors de la mise en place de projets de grande envergure (André et al., 2010). Durant le processus d'évaluation, la présence d'audiences publiques permet « d'éclairer la prise de décisions gouvernementales » (BAPE, s. d.). Cependant, ce ne sont pas tous les projets environnementaux (ou autres) qui sont assujettis à de telles évaluations. Ceux qui le sont se trouvent dans les lois, comme dans la Loi sur la qualité de l'environnement au Québec (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2019). Finalement, certains reprochent le manque de précisions des impacts relevés (Leduc et Raymond, 2000). Ainsi, le Canada reçoit une note de 4,00 sur 5 pour le présent critère.

### **Plan d'action**

En Chine, la prévention est encouragée, notamment au travers de loi contre la pollution (OCDE, 2007 ; Wang et al., 2016). De plus, la Chine élabore aussi des plans d'action de ses politiques environnementales à court et moyen termes, mais présente quelques faiblesses pour la planification à long terme (OCDE, 2007). Par exemple, la Chine a essayé de construire des villes vertes, suivant une forme d'utopie urbanistique. Ces projets ont été rapidement mis en place, mais ils ont échoué au long terme. En effet, la planification n'était pas idéale et les objectifs étaient peu encadrés et durables. (Morand, 2016). En général, la Chine rédige des objectifs de politiques assez vastes, mais encadrés. Les indicateurs sont bien définis et facilement mesurables durant le suivi. C'est le cas de la gestion de la mise en place de la politique d'économie circulaire (comportant un volet environnemental), où les indicateurs sont assez nombreux et précis. Il y a parmi eux le « taux de recyclage dans un territoire précis » ou bien même « la consommation d'eau par unité de PIB ». (Aurez et Georgeault, 2016). Afin d'appliquer de nouvelles politiques environnementales, la Chine emploie plusieurs outils, dont particulièrement les lois et les règlements (Huchet, 2016 ; Wu, 2014). Elle emploie aussi de l'investissement du gouvernement dans des entreprises de technologies vertes, le développement d'un système de support aux entreprises souhaitant adopter des comportements soucieux de l'environnement et le renforcement de la gestion gouvernement-entreprise pour assurer une forme de respect de l'environnement durant la pratique des activités (Ministry of Ecology and Environment, 2017). C'est avec de telles constatations que la Chine obtient une note de 3,27 sur 5 pour le plan d'action lors de la mise en place de politique environnementale.

En Corée du Sud, les principes de précaution et de prévention sont considérés dans le plan d'action d'une politique environnementale. (OCDE, 2017b). De plus, le gouvernement tente d'élaborer des politiques environnementales prévues aux court, moyen et long termes. Cependant, certaines politiques manquent de visibilité à long terme et donc ne peuvent satisfaire entièrement le sous-critère traitant de la question.

Par exemple, dans la politique de réduction des déchets, favorisant la récupération, les projets à court et moyen termes ont eu un impact très positif. Or, il est prévu que les impacts à long terme ne soient pas tant significatifs. (Park et Lah, 2015). En général, les objectifs des politiques sont encadrés et assez précis. Par exemple, pour assurer une « bonne » qualité de l'eau des rivières, le gouvernement a mis en place plusieurs systèmes de mesures précis et facilement mesurables. Il y a entre autres l'indicateur de « demande biochimique en oxygène », un indicateur très souvent recommandé dans le domaine. (OCDE, 2017b). Finalement, l'application des outils prévus est efficace lorsqu'ils concernent la santé et le bien-être de la population coréenne. Il y a entre autres la mise en place de nouvelles lois, la planification de programmes pour fournir du financement à des organismes et le financement d'autorités locales dans des projets précis (ME, 2018 ; OCDE, 2017b). Cependant, le manque d'éducation relative à l'environnement ralentit parfois le potentiel d'efficacité de mise en place de l'ensemble des outils. (OCDE, 2017b). Donc, pour le critère étudié la note obtenue est de 3,45 sur 5.

La Finlande considère les principes de précaution et prévention dans l'élaboration de politiques environnementales (Alanko et Utter, 2013). En cas d'incertitude face à une situation environnementale, elle finance des projets de recherche pour obtenir des faits sur lesquels se baser lors de la planification et élaboration des politiques. Par exemple, des recherches tentant de trouver une corrélation entre la qualité de l'environnement et la santé ont été menées (Korpela et al., 2010). Cependant, les plans d'action montrent quelques faiblesses sur le long et court terme et le gouvernement en prend de plus en plus conscience. En outre, de lourdes démarches administratives font en sorte que l'application des outils est inégale à l'ensemble du pays. (OCDE, 2009). Les principaux outils d'application sont le financement de projets et la mise en place de lois et de règlements (Simula, 2014). Ces outils sont assez polyvalents et permettent une application adéquate des politiques environnementales. De plus, les objectifs des politiques environnementales sont parfois trop vagues, tandis que d'autres sont précis. Par exemple, les objectifs de la politique d'utilisation durable des forêts sont vagues et ont donc mené à un échec du volet environnemental (Kröger et Raitio, 2017). En effet, ces objectifs environnementaux sont utilisés à titre indicatif et ils ne sont pas toujours pris en considération au sein de certaines stratégies d'action du pays. Par contre, l'application des politiques concernant la qualité de l'eau était bien guidée par des objectifs plus précis et encadrés par un suivi régulier comportant la prise de mesure d'indicateurs prévus dans le plan d'action. (OCDE, 2009). Donc, pour ce critère, la Finlande reçoit une note de 3,18 sur 5.

Pour le présent critère d'intérêt, le Canada considère en théorie le principe de précaution et prévention (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2017a). Cependant, il le met en pratique seulement quand la santé de la population risque d'être affectée. Pour illustrer, le gouvernement provincial québécois a mis en place des mesures de protection préventives pour protéger la santé de sa population lorsque l'enjeu de pollution atmosphérique est survenu dans la province (Services Québec, 2019). En ce qui concerne les plans d'action, le long terme est souvent négligé et se traduit par une faible planification du financement de projets environnementaux (OCDE, 2017a). Or, le court et le moyen termes sont bien couverts par les descriptions de politiques. Par exemple, dans le plan d'action sur les changements climatiques du Québec, des étapes de parcours sont évoquées pour le court, moyen, voire même le long terme (MELCC, 2012). Cependant, dans ce plan d'action, les objectifs de la politique sont difficilement mesurables et sont très peu encadrés. Ils sont assez larges pour pouvoir donner un aspect de liberté et d'inclusion à tous les projets environnementaux. (Doyle et McEachern, 2008). Enfin, plusieurs outils d'application de politiques environnementales sont prévus au Canada et en général les gouvernements fournissent du financement à des projets d'envergure environnementale. Ils mettent aussi en place des lois et règlements en cas de besoin (OCDE, 2017a). Donc, pour ce critère, le Canada reçoit une note de 3,27 sur 5.

Enfin, les valeurs obtenues pour chaque pays en Section 3 (Post-mise en application de politiques environnementales) sont présentées par critères et justifiées par les sous-critères (voir annexe 1 et 2).

### **Processus adéquat d'application des politiques dans le pays**

En Chine, l'application des politiques environnementales respecte assez bien le plan d'action. Auparavant, la Chine employait peu les normes environnementales. Par exemple, l'utilisation rigoureuse des lois de 1995 concernant l'importation des e-déchets ne s'est faite qu'environ quinze ans plus tard après leurs promulgations, et ce, lors de l'application de politiques environnementales traitant du même sujet (Wang et al., 2016 ; Yu, Williams, Ju et Shao, 2010). Afin de s'assurer du respect de ces normes, la Chine favorise l'utilisation d'inspections régulières. Cependant, ces dernières sont effectuées en petit nombre et certaines entités réussissent à ne pas appliquer les normes, et ce, sans être pénalisées (Huchet, 2016). De plus, il a été soulevé que certaines autorités ont manqué au respect des lois environnementales, et aucun reproche ne leur a été attribué (Khan et Chang, 2018). Il y a donc encore des lacunes au niveau de la justice environnementale, et par conséquent aussi au niveau de l'application des politiques environnementales. De tels défis de parcours sont pris en charge en partie. Les cadres responsables de l'environnement

exercent désormais un pouvoir plus important en ce qui concerne l'application des politiques environnementales et de nouvelles autorités deviennent responsables de l'environnement à plus petite échelle (Huchet, 2016 ; Khan et Chang, 2018). Avec le nouveau président à la tête du pays, la Chine semble davantage prioriser les initiatives environnementales. De plus, le gouvernement tente de raffermir la surveillance de toutes entités pour assurer le respect des lois, et ce, de manière rapide et efficace (Huchet, 2016). Les lois et règlements (outil d'application) s'avèrent être très effectifs auprès des Chinois et Chinoises, d'autant plus que le renforcement de la gestion gouvernement-entreprise au niveau environnemental gagne de l'importance (Khan et Chang, 2018 ; Ministry of Ecology and Environment, 2017). Ainsi, les outils disponibles sont employés. Donc, la Chine obtient une note de 3,22 sur 5 pour le critère d'application des politiques dans le pays.

En Corée du Sud, l'application des politiques environnementales démontre de l'efficacité. En peu de temps, sa quantité de déchet est demeurée relativement stable malgré le fait que son activité économique augmente. Pour illustrer, en quatorze ans, la Corée du Sud est passée de 41 % à 59 % de récupération de matière, et ce, avec une augmentation de l'activité économique. (OCDE, 2017b). Pour parvenir à de tels résultats, les outils prévus à l'application ont été utilisés. Parmi tous les outils disponibles, la Corée du Sud utilise le financement de projets technologiques ainsi que l'application de lois et règlements. D'ailleurs, ces outils sont aussi utilisés dans sa politique menant vers une croissance verte (Mathews, 2012). En général, les plans d'action d'application de politiques environnementales sont respectés, mais quelques failles se présentent à l'occasion. Par exemple, la Corée du Sud expérimente de fortes concentrations de pollutions atmosphériques, et pour contrôler l'émission de contaminants, le gouvernement a mis en place des lois pour contrer cet effet (Ministry of Government Legislation, 2017). Cependant, les concentrations tolérées sont encore trop nuisibles à la santé de la population, et surtout pour celle des plus vulnérables, soit les enfants et les personnes âgées. Pour contrevenir à ces défis de parcours, la Corée du Sud procède à renforcer son système de surveillance environnementale auprès des écoles et des crèches (OCDE, 2017b). Elle change donc son plan d'action pour intégrer des modifications contrevenantes aux défis. Donc, la Corée du Sud réussit très assurément à appliquer les politiques concernant la question des déchets, mais elles éprouvent encore quelques difficultés pour celles traitant du sujet de pollutions atmosphériques. (OCDE, 2017b). C'est ainsi que la Corée du Sud reçoit une note de 3,11 sur 5 pour le critère de processus adéquat des politiques dans le pays.

En général, le plan d'application des politiques est respecté en Finlande. D'ailleurs, cette dernière est un leader mondial au niveau de mise en place de politiques environnementales (Dryzek, 2013). Cependant, de lourdes démarches administratives font en sorte que l'application des politiques sur la totalité du territoire est plus lente (OCDE, 2009). Il est ainsi difficile de mettre efficacement en place une politique environnementale. En ce qui concerne les défis de parcours d'application de politiques, ceux-ci sont bien pris en charge et le pays tente de s'adapter aux réalités du mieux de ses compétences. D'ailleurs, les autorités responsables prennent le temps d'informer la population des ajustements du plan d'action pour l'atteinte des objectifs des politiques environnementales. Par exemple en 2017, par souci de respecter les objectifs d'émissions de GES pour l'année, le ministère concerné informe la population des ajustements à envisager au niveau de la gestion des déchets (Ministry of Economic Affairs and Employment, 2017). Enfin, un large spectre d'outils d'application est utilisé. La Finlande fait appel à des programmes de financements, des outils économiques, des initiatives sociales ainsi qu'à des lois et règlements pour la mise en place de ses politiques (OCDE, 2009). Ainsi, elle mérite une note de 3,55 sur 5 pour le présent critère.

Au Canada, le respect du plan de mise en place de la politique n'est pas toujours assuré à son plein potentiel. En effet, pendant longtemps, très peu de cadres ont eu la tâche d'assurer la mise en place de politiques environnementales (Gendron, 2004). De plus, la complexité du système de gouvernance environnementale manque encore d'efficacité, mais de plus en plus les gouvernements réalisent l'importance d'entretenir une gestion adéquate de l'environnement. Les autorités expriment désormais l'intérêt de gérer les ressources convenablement, et ce, par le biais de mise en place de nouvelles mesures de surveillance environnementale et de normes plus strictes. (OCDE, 2017a). Lorsque des défis de parcours se présentent, ceux-ci sont souvent reliés à des raisons économiques. Par exemple, lors d'une tentative du gouvernement fédéral d'instaurer une taxe du carbone à l'ensemble du pays, certains gouvernements provinciaux ont démontré de la résistance (McCarthy et Baker, 2018). Certaines entités ont peur de perdre des profits en payant une taxe et elles priorisent leurs économies avant de régler les enjeux environnementaux. Enfin, plusieurs outils d'application de politiques disponibles sont utilisés, surtout ceux entourant la mise en place de projets de financement des initiatives environnementales. Par exemple, en 2017, le gouvernement a prévu 1,4 milliard de dollars en financement de projets de technologies propres (OCDE, 2017a). Parfois, les lois et règlements sont encore permissifs (Halley et Gagnon-Rocque, 2009). Ainsi, le Canada obtient une note de 2,88 sur 5 pour le présent critère d'intérêt.



### Résultats environnementaux concluants

En général en Chine, les effets des politiques environnementales sont très positifs sur l'environnement. Par exemple, à la suite de l'application rigoureuse de la politique du contrôle des déchets importés en Chine, la qualité de l'environnement à Guiyu s'est nettement améliorée (Pinghui, 2017, 22 septembre). Le sol, l'eau et l'air de Guiyu contiennent désormais moins de contaminants nuisibles à la santé. Cependant, la Chine n'a pas su toujours bien planifier ses politiques à caractère environnemental. Certains de ses projets d'urbanisation avec des objectifs à caractère environnemental n'ont pas amélioré la situation au long terme (Morand, 2016). Désormais, en réponse à ses urgents besoins, la Chine investit beaucoup plus de ressources pour la mise en place de politiques environnementales et l'atteinte des objectifs environnementaux. En effet, la situation environnementale dans le pays s'aggrave à une vitesse impressionnante en pair avec l'augmentation de l'activité économique. Parfois, les priorités économiques devancent les priorités environnementales, amplifiant ainsi les enjeux environnementaux. (Schwoob, 2013). Il y a place à amélioration, mais les objectifs des politiques sont généralement respectés du fait que la Chine souhaite activement améliorer la situation de santé pour sa population. Ainsi pour ce critère, la Chine obtient une note de 3,50 sur 5.

En Corée du Sud, il y eut des effets positifs des politiques environnementales sur l'environnement. L'urgence d'agir motive le gouvernement à respecter ses objectifs (ME, 2017b). Par exemple, la politique environnementale concernant la gestion des déchets et favorisant le recyclage connaît un grand succès. En 2017, 80 % des déchets produits étaient récupérés. En effet, la Corée du Sud est un des pays de l'OCDE qui recycle le plus. (OCDE, 2017b). Or, la Corée du Sud a longtemps priorisé son activité économique et l'investissement dans des politiques environnementales n'est pas toujours suffisant (Kang, 2002). Le gouvernement encourage fortement sa croissance économique et donc la production de pollution augmente également. D'ici 2060, la pollution atmosphérique de la Corée du Sud aura triplé. Les lois issues de politiques environnementales de la protection de l'air ne sont donc pas assez sévères pour atténuer les activités polluantes. (OCDE, 2017b). La Corée va relever de hauts défis dans le futur, et afin d'obtenir des résultats environnementaux positifs au long terme, de telles politiques devront faire davantage leurs preuves. Ainsi, la Corée reçoit une note de 3,00 sur 5 pour ce critère du fait que des résultats positifs environnementaux sont constatés suite à la mise en place de certaines politiques.

En Finlande, les effets des politiques sont parfois positifs pour l'environnement. Par exemple, la politique environnementale concernant l'énergie renouvelable permet à la Finlande d'obtenir des résultats positifs

en ce qui concerne la réduction d'émissions de GES. Désormais, la quantité d'énergie renouvelable consommée en Finlande excède les prédictions et l'utilisation de pétrole diminue. (Ministry of Economic Affairs and Employment, 2017). Cependant, certains plans d'action sont inefficaces et n'améliorent en aucun cas la situation environnementale, sans nécessairement toujours y nuire (OCDE, 2009). C'est le cas de la politique environnementale concernant les forêts. En effet, en tentant d'adopter une gestion durable de la forêt, les cadres ont priorisé la productivité avant la conservation des ressources naturelles. La Finlande a vu son activité de coupe de bois augmenter dans certaines régions. Les objectifs environnementaux ont été délaissés et les effets sur l'environnement s'avèrent négatifs. (Kröger et Raitio, 2017). Malgré de tels incidents, le respect des objectifs des politiques est d'importance pour le gouvernement finlandais. Par exemple, en constatant que l'atteinte des objectifs de réduction de GES nécessite plus de ressources que prévu initialement, il propose des adaptations pour redoubler d'efforts, et ce, dans le but de respecter ses engagements (Ministry of Economic Affairs and Employment, 2017). C'est ainsi que la Finlande obtient une note de 3,00 sur 5 pour ce critère.

Au Canada, les objectifs des politiques environnementales ne sont pas toujours respectés. Dans la province du Québec, le *Bilan de mi-parcours du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* énonce qu'il n'y a aucune réduction significative d'émission de GES depuis 2013 (MDDELCC, 2017). Le gouvernement québécois mentionne donc qu'il faudra augmenter les efforts pour atteindre les objectifs initiaux (MDDELCC, 2017). Un rapport annuel de gestion du gouvernement québécois énonce que des actions sont entreprises pour améliorer la gestion de l'environnement dans la province (MDDELCC, 2018). En général, le Canada exprime la difficulté à réduire sa production de GES. Au lieu de diminuer (comme souhaité dans les politiques environnementales des différentes provinces), elle a augmenté de 20 % depuis 1990 (OCDE, 2017a). Malgré une recherche exhaustive des effets positifs de politiques environnementales sur l'environnement, très peu de résultats sont concluants. Cependant, le Canada réussit à se démarquer au niveau de la gestion des eaux usées. Depuis un peu plus de dix ans, les normes des rejets des eaux usées se sont précisées et elles sont devenues plus sévères (OCDE, 2017a). Selon des recherches menées par l'OCDE (2017a), la quantité de rejet de déchets dans l'eau a diminué. Ainsi, le Canada obtient une note de 1,50 sur 5 pour le présent critère.

### **Utilisation d'un système de suivi**

En Chine, les suivis environnementaux ne sont pas assez réguliers. C'est en effet une fragilité qu'a soulevée l'OCDE en 2007 (2007). Depuis de telles remarques, la Chine tente d'améliorer la surveillance

environnementale et la gestion de ses ressources. En effet, dans le but d'adopter une approche d'économie circulaire, la Chine a mis en place plusieurs politiques touchant plusieurs aspects de l'économie et de l'environnement (dont l'énergie, les déchets, etc.). Pour suivre l'évolution de ses politiques, les experts chinois ont élaboré plusieurs indicateurs mesurables. Les villes doivent désormais fournir assez régulièrement des mesures d'indicateurs au travers de suivis assez. (Aurez et Georgeault, 2016). Cependant, le suivi des politiques et la surveillance environnementale ne sont pas encore assez suffisants pour assurer une forme de rétrospection du plan d'action et donc fournir une protection environnementale adéquate à toutes situations. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle davantage de postes d'autorités responsables de l'environnement se mettent en place. (Huchet, 2016). Ainsi, le pays obtient une note de 3,00 sur 5 au présent critère.

En Corée du Sud, les systèmes de suivi de certaines politiques sont réguliers et efficaces. Ces politiques ont généralement une forte influence sur la santé de la population et donc il est facile de constater des effets positifs. Des systèmes de contrôle et de suivi des actions des politiques environnementales concernant la qualité de l'air sont prévus et détaillés dans la loi (Ministry of Government Legislation, 2017). Cependant, les suivis ne sont pas toujours suffisants pour assurer une rétroaction adéquate de toutes politiques environnementales. En effet, une forme de fragilité institutionnelle rend parfois l'application difficile d'une forme de suivi pour les politiques entourant la croissance verte (OCDE, 2017b). Ainsi, la Corée du Sud reçoit une note de 3,00 sur 5 pour le critère d'intérêt.

En Finlande, des formes de suivis sont prévues dans certaines situations. Par exemple, pour suivre les actions apportées dans le cadre de mise en place du concept de développement durable, des suivis soignés sont envisagés (OCDE, 2009). De plus, les suivis des politiques reliées à la réduction de GES sont souvent rigoureusement effectués, afin d'assurer une rétroaction adéquate venant de la part des autorités responsables. Grâce à de tels suivis, il a été constaté que certaines faiblesses se trouvent dans l'application de politiques en lien avec les GES. Le gouvernement finnois a donc pu s'adapter et ensuite énoncé de nouvelles actions à entreprendre pour atteindre les objectifs prévus (Ministry of Economic Affairs and Employment, 2017). Cependant, Kivimaa et Mickwitz (2006) mentionnent que certaines actions qui s'inscrivent dans des politiques de promotion de technologies vertes n'ont pas de plan de suivis adéquats. Ainsi, la Finlande obtient une note de 3,00 sur 5 pour le présent critère.

Au Canada, les objectifs larges de politiques environnementales sont difficilement mesurables. Il est ainsi complexe de mettre en place des systèmes de suivis de qualité et de rétroaction régulière, car l'élaboration d'indicateurs précis est difficile dans de telles conditions. C'est d'ailleurs ce que mentionne le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (2017) dans son *Bilan de mi-parcours du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*. Les suivis sont ainsi parfois délaissés, faute de ressources et d'outils employés pour assurer les processus nécessaires à leur application. Malgré les difficultés de mettre en place un système de suivi, les provinces et le gouvernement fédéral reconnaissent l'importance des rétroactions régulières. Ils en font la promotion dans toutes leurs planifications de politiques environnementales, même que le gouvernement canadien mentionne que le suivi permet de suivre les impacts et minimiser les risques environnementaux (Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada, 2018a). Par conséquent, le Canada obtient une note de 3,00 sur 5 pour le présent critère.

#### 2.4.2 Résultats totaux de l'analyse

En fonction des critères d'analyse, les pays ayant une mise en place de politiques environnementales la plus adéquate sont en ordre de note finale : la Finlande, le Canada, la Corée du Sud et la Chine. Les notes finales sont respectivement : 3,53 ; 3,20 ; 3,15 et 2,89. Ces dernières sont illustrées à la figure 2.6.

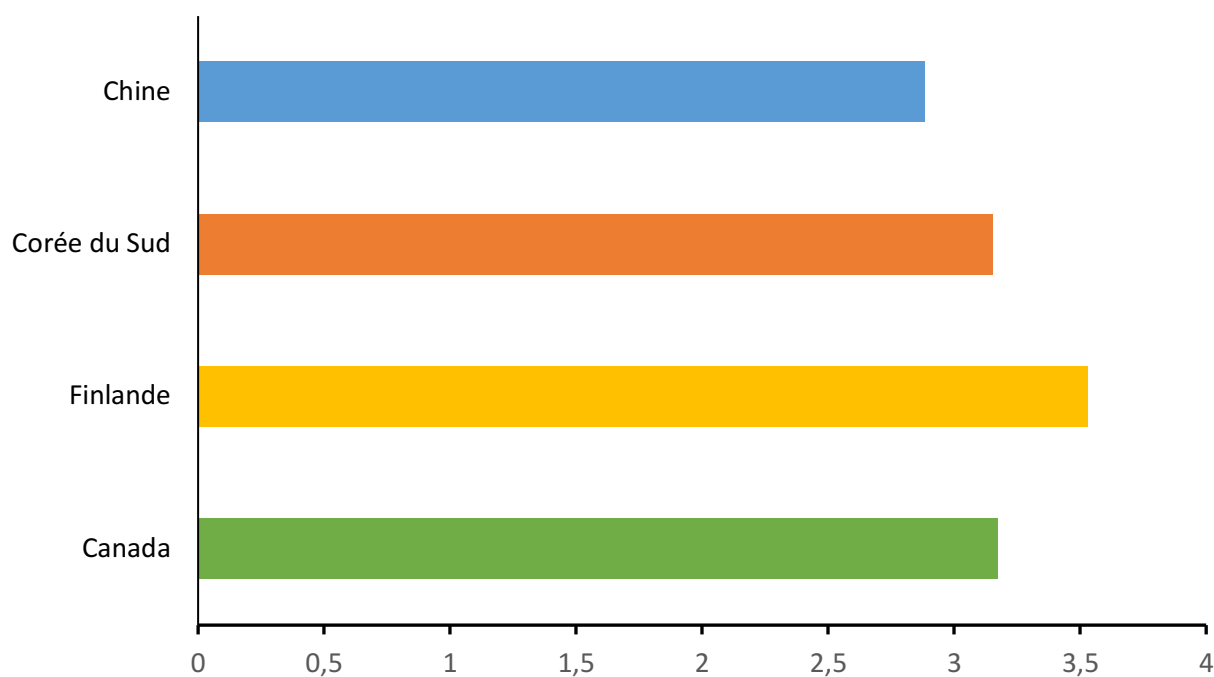


Figure 2.6 Graphique des résultats totaux de l'analyse par pays

### **3. INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS, COMPARAISON ET RECOMMANDATIONS**

Les notes de l'analyse attribuées par critères permettent de mettre en valeur les forces et les fragilités des différents pays en ce qui concerne la mise en place de politiques environnementales en fonction de leur système politique respectif. Le présent chapitre présente l'interprétation ainsi que la comparaison des notes obtenues de l'analyse et propose des recommandations pour chacun des pays, et ce, en fonction de leur réalité politique, géographique et économique.

#### **3.1 Interprétation et comparaison des résultats d'analyse entre chaque pays**

L'interprétation et la comparaison des résultats d'analyse de chaque pays sont argumentées par section en tenant compte de la corrélation entre les résultats obtenus et les systèmes politiques en place. Pour faciliter la compréhension, le tableau récapitulatif des notes de l'analyse se trouve en annexe 5.

##### **3.1.1 Section 1 : Engagement et motivation**

En fonction des résultats obtenus à la suite de l'analyse multicritère, l'ordre selon lequel l'engagement et la motivation sont démontrés les plus adéquats en matière de mise en place de politiques environnementales est le suivant : la Finlande en première place, suivie de la Corée du Sud, ensuite du Canada et enfin de la Chine. La Finlande se démarque des autres pays au niveau de l'engagement de sa population et de son gouvernement au niveau environnemental. En effet, la Finlande est un des premiers pays au monde à soulever les enjeux environnementaux et à mettre en place des politiques pour corriger les écarts. Malgré ces faits, elle aurait avantage à plus surveiller l'activité de ses entreprises à l'international afin d'éviter de générer des enjeux environnementaux dans les pays hôtes.

La Corée du Sud maintient un engagement à l'international assez important. Le fait d'être directement atteinte par des enjeux transfrontaliers influence cette position. Son gouvernement s'engage au niveau des certains enjeux environnementaux (comme ceux concernant l'air), mais il en délaisse d'autres. Par contre, la population sud-coréenne est peu engagée tant que les enjeux ne la touchent pas directement.

Le Canada démontre un engagement à l'international. Toutefois, la mauvaise gestion environnementale de certaines de ses compagnies à l'étranger fait en sorte qu'il obtient une note moindre pour ce critère. Contrairement à ce qui est observé en Corée du Sud, la population canadienne est assez engagée au niveau environnemental et tente d'influencer positivement ses gouvernements (fédéral et provinciaux) qui ne le sont pas tous de façon égale.

La Chine obtient la note la moins élevée pour ce critère, car elle éprouve de grandes faiblesses au niveau de l'engagement de son gouvernement à l'international et de sa population en général. Par contre, le gouvernement chinois est très engagé au niveau environnemental au sein de son propre pays. Le fait que la gestion de son environnement touche directement à la gestion de ses ressources économiques influence cette position.

Les entités de pays (population, gouvernement, entreprises, etc.) sont beaucoup plus engagées lorsqu'elles sont exposées directement aux enjeux environnementaux (transfrontaliers ou territoriaux) et lorsque l'éducation relative à l'environnement est dispensée (Harris, 2006 ; Le Prestre, 2015). Dans la présente section, il apparaît que le niveau d'engagement et de motivation des différents pays dépend beaucoup des priorités politiques des autorités responsables et des enjeux environnementaux vécus par la population. Or, la situation économique influence grandement le degré d'implication d'un pays envers l'environnement. Les pays priorisent souvent la croissance économique et les entreprises exercent beaucoup d'influence en politique (spécialement en Corée du Sud et au Canada) (Chatterjee et Finger, 1994 ; Jung, 2004). Dans un contexte économique de mondialisation du marché, la croissance économique est un outil et un objectif de développement autant pour les PED que les pays développés. Par exemple, la Chine est un PED qui a maximisé tous ses efforts vers une croissance plus importante. Désormais, elle est une puissance mondiale dans le domaine de l'économie (Duncombe et Dunne, 2018).

Les entreprises des pays émergents ou en développement vont souvent hautement exploiter les ressources naturelles pour acquérir de la richesse et augmenter leur sécurité financière. Ainsi, l'environnement se dégrade rapidement. (Panayotou, 1993). Le besoin d'agir pour protéger et entretenir les ressources naturelles se fait ressentir fortement. C'est d'ailleurs le cas de la Chine (considérée comme PED) et de la Corée du Sud où les gouvernements commencent à s'investir activement dans la protection de l'environnement sur leurs territoires.

La Finlande est puissante au niveau économique du fait qu'elle exploite ses ressources naturelles (bois, vent, etc.). Elle a rapidement saisi qu'elle devait s'approprier les enjeux environnementaux afin de conserver un taux élevé d'activités économiques. Au Canada, les enjeux environnementaux résultant de l'exploitation des ressources naturelles sont moins ressentis par l'ensemble de la population vu la grandeur du pays. La motivation à agir des gouvernements de façon cohésive est mitigée et moins importante que dans les autres pays de l'analyse.

### **3.1.2 Section 2 : Élaboration de politiques environnementales**

Les élaborations de politiques environnementales les plus adaptées en fonction des critères de l'analyse appartiennent respectivement au Canada, à la Finlande, à la Corée du Sud et à la Chine. Le Canada se qualifie comme étant très démocratique. De plus, la notion d'évaluation d'impacts est très développée, car ce dernier en effectue la promotion dans sa législation environnementale : ce type d'évaluation est obligatoire dans la mise en place de certains projets. Une des faiblesses de l'évaluation d'impacts est qu'elle n'agit qu'à titre d'outil d'aide lors de la prise de décision. Ainsi, les autorités peuvent choisir de considérer ou non les informations recueillies dans l'élaboration d'un projet. De plus, le Canada démontre quelques fragilités au niveau de l'encadrement des objectifs de ses politiques, ce qui affecte négativement la qualité de ses plans d'action de mise en place de politiques qui traitent d'enjeux environnementaux.

La Finlande se caractérise comme étant démocratique lors de la mise en place de politiques environnementales. Cependant, elle éprouve quelques fragilités dans la promotion d'évaluations d'impacts dans la mise en place de politiques environnementales, et ce, même lorsqu'une forme d'évaluation est prévue dans la loi. De plus, l'encadrement de ses objectifs dans le plan d'action de mise en place de politiques environnementales pourrait être amélioré.

La Corée du Sud et la Chine définissent adéquatement leurs plans d'action et leurs objectifs de politiques environnementales. Par contre, ces deux pays favorisent faiblement l'évaluation d'impacts complète dans la mise en place de projets environnementaux même si cette dernière s'inscrit dans leurs politiques. Cependant, ces deux pays ont des lois où s'inscrit le besoin d'effectuer une forme d'évaluation d'impacts avant la mise en place de certains projets. De plus, la Corée du Sud adopte un fonctionnement d'élaboration de politiques plus ou moins démocratique puisqu'elle n'entretient quasiment aucune

consultation publique. La Chine utilise un fonctionnement encore moins démocratique que la Corée du Sud dans l'élaboration de politiques environnementales.

Un des points communs de tous les systèmes politiques étudiés, c'est qu'ils font la promotion de la démocratie (Duncombe et Dunne, 2018). Cependant, le sens apporté et l'expression de cette démocratie se manifestent différemment entre chaque système politique. La Chine se dit démocratique, sauf qu'elle consulte très peu la population dans l'élaboration de politiques et les autorités au pouvoir ne sont majoritairement pas choisies par élections. En opposition, la Finlande, la Corée du Sud et le Canada encouragent fortement les élections des autorités responsables. De plus, le Canada et la Finlande vantent les bienfaits des consultations publiques lors de l'élaboration de politiques environnementales. La Corée les prévoit, mais ne les applique pas toujours.

Ensuite, le Canada, la Finlande, la Chine et la Corée du Sud respectent tous les intérêts économiques du pays dans l'élaboration de politiques environnementales. Cependant, les droits de la personne sont moins respectés en Chine, au Canada et en Corée du Sud du fait que les libertés politiques sont souvent restreintes par un manque de transparence.

Il y a corrélation positive entre la démocratie et l'engagement par rapport aux initiatives environnementales (Neumayer, 2002). Cette constatation est observable pour la Finlande où l'engagement est plus élevé et le processus d'élaboration de politiques environnementales est démocratique. La Corée du Sud et la Chine semblent aussi suivre la prémisse conformément à leurs résultats d'analyse : la Corée du Sud est démocratique et assez sensibilisée, tandis que la Chine est moins sensibilisée à l'environnement et aussi moins démocratique en fonction des sous-critères choisis. Cependant, le Canada est très démocratique, mais l'engagement est minime envers l'environnement en général. Cela s'explique par le fait qu'il éprouve des difficultés à respecter les droits politiques de sa population dans la mise en place de politiques environnementales : les dirigeants dissimulent de l'information au peuple durant le processus d'élaboration de politiques environnementales (OCDE, 2017a).

En ce qui concerne l'élaboration d'objectifs mesurables et encadrés, la Chine et la Corée du Sud réussissent mieux à respecter ce critère. En effet, étant des pays nouvellement puissants au niveau économique, ils ressentent davantage les enjeux environnementaux résultants de leurs exploitations des ressources pour



favoriser la croissance de leur pays (Panayotou, 1993). Ainsi, ils sont plus pressés de répondre à leur besoin d'agir contre l'aggravation des enjeux environnementaux et d'encadrer les objectifs des politiques environnementales. La Finlande et le Canada, n'étant pas encore trop affectés par des changements environnementaux, disposent d'objectifs de politiques environnementales plus larges et moins précis. D'ailleurs, dans l'élaboration d'un plan d'action de politiques environnementales la Finlande et le Canada utilisent davantage d'outils de mise en place que la Chine et la Corée du Sud qui en utilisent moins. Les outils sont choisis en fonction des objectifs des politiques environnementales en général. En somme, le Canada et la Finlande maintiennent des processus d'élaboration de politiques environnementales plus adéquats que la Corée du Sud et la Chine en fonction des critères étudiés.

### **3.1.3 Section 3 : Post-mise en application de politiques environnementales**

En fonction des notes reçues, les résultats de post-mise en application de politiques environnementales les plus concluants appartiennent respectivement à la Chine, la Finlande, la Corée du Sud et enfin le Canada. La Chine se démarque des autres pays du fait qu'elle suit à la lettre son plan d'action et elle obtient des résultats environnementaux positifs. Lorsque les politiques environnementales sont rigoureusement appliquées en Chine, les activités nuisibles diminuent d'intensité et la qualité de l'environnement s'améliore visiblement. Elle éprouve cependant quelques fragilités au niveau de la qualité de certains suivis des politiques.

La Finlande et la Corée du Sud présentent aussi des faiblesses au niveau de la qualité des suivis qu'elles effectuent à la suite de l'application des politiques environnementales. De plus, leurs résultats environnementaux ne sont pas toujours concluants : elles ressentent des effets parfois positifs, mais aussi nuls ou négatifs sur l'environnement. En comparaison, la Finlande réussit tout de même mieux à respecter le plan d'action de mise en place de politiques environnementales que la Corée du Sud.

Le Canada éprouve plusieurs difficultés en ce qui concerne la post-mise en application de politiques environnementales. En effet, il aboutit rarement à des résultats environnementaux concluants et exprime souvent la difficulté de respecter les objectifs des politiques. Il respecte très peu ses plans d'action et dispose de faibles fonctionnements de suivis des politiques. C'est pourquoi il obtient un très faible score de résultats environnementaux positifs.

Selon Neumayer (2002), il y a de faibles preuves que la démocratie exercée au sein d'un pays mène vers des résultats environnementaux positifs. Ainsi, le fait d'être démocratique dans l'élaboration de politiques environnementales ne garantit pas que les résultats environnementaux soient positifs. En fonction des critères étudiés, c'est ce qui est fortement observé avec le Canada. D'ailleurs, le pays le moins démocratique (la Chine) reçoit un meilleur résultat environnemental dans l'analyse. Ce constat peut s'expliquer par le fait que la Chine maintient un processus adéquat d'application des politiques environnementales, tandis que le Canada a des difficultés à appliquer efficacement son plan d'action. Pourtant la Finlande suit aussi son plan d'action, mais les résultats positifs sont moins recensés qu'en Chine. Il se peut que la raison derrière cette observation soit due au fait que le plan d'action et les objectifs soient moins précisés. La Corée du Sud bénéficie aussi d'un processus adéquat d'application des politiques, sauf que parfois les défis de parcours d'application de politiques ne sont pas toujours pris en considération et peuvent ralentir l'obtention de résultats environnementaux positifs.

En ce qui concerne les systèmes de suivis, la Corée en détient, mais ils sont parfois insuffisants pour assurer une rétroaction adéquate. La Chine présente des faiblesses semblables pour son système de suivis. La Finlande et le Canada ont de la difficulté à effectuer des suivis précis, car les objectifs des politiques sont généraux. Dans l'ensemble, la Chine et la Finlande pratiquent une post-mise en place de politiques environnementales plus concluantes. La Corée du Sud révèle encore plusieurs défis pour obtenir davantage de résultats plus positifs. Finalement, le Canada éprouve plusieurs difficultés dans l'atteinte d'une post-mise en place de politiques environnementales adéquate.

#### **3.1.4 Résultats finaux**

Ce qui ressort clairement de cette analyse comparative est que la Finlande se démarque globalement des autres pays. Elle est engagée au niveau environnemental et son l'élaboration de politiques environnementales est adéquate. Il lui revient de revoir la post-mise en place de politique afin que les résultats environnementaux soient davantage positifs. Le Canada suit la Finlande surtout du fait que l'élaboration des politiques s'avère être réfléchie et démocratique. Cependant, le Canada doit revoir fortement l'efficacité de ses politiques et leur mise en place. La Corée du Sud se classe en troisième place et se démarque de la Chine du fait qu'elle adopte des fonctionnements davantage démocratiques dans l'élaboration de politiques, mais elle n'atteint pas le même niveau de démocratie que le Canada ni la Finlande. De plus, la Corée du Sud est globalement engagée au niveau environnemental. Pour qu'une

politique environnementale soit utile, il faut qu'elle mène vers des résultats environnementaux concluants au long terme (Wallace, 2017). C'est à cet égard que la Chine se démarque des autres pays. En effet, elle obtient les meilleurs résultats environnementaux. Par contre, elle n'est pas autant démocratique dans l'élaboration de politiques environnementales ni engagées globalement en matière d'enjeux environnementaux.

### **3.2 Recommandations dans la mise en place de politiques environnementales**

Des recommandations sont émises pour la Chine, la Corée du Sud, la Finlande et le Canada en ce qui concerne la mise en place de politiques environnementales. Elles proposent des alternatives à certains aspects fragiles précédemment soulevés en analyse sur le plan de la mise en place de politiques environnementales.

#### **3.2.1 Recommandations pour la Chine**

Pour contrer le manque d'éducation relative à l'environnement, la Chine tente désormais d'améliorer son programme scolaire (OCDE, 2007). Cependant, il est recommandé d'accélérer le processus législatif entourant l'éducation relative à l'environnement afin de s'assurer que cette dernière soit de qualité et disponible pour tous les étudiants rapidement (Tian et Wang, 2016). De plus, pour renforcer l'engagement général de la population, le gouvernement chinois doit investir davantage de ressources pour encourager de telles attitudes pro-environnement (Harris, 2006). Par exemple, il peut entreprendre la tarification incitative des déchets qui mène vers une réduction de production de déchets et qui favorise le tri (Gatier, 2016). Une telle initiative s'opère plus facilement dans de grandes villes et entreprises produisant de grandes quantités de déchets, ce que possède la Chine.

La Chine relève quelques faiblesses au niveau de l'application de sa démocratie. Ainsi, il est recommandé de décentraliser certains pouvoirs relatifs à l'environnement et encourager des ONGs à agir localement (Schwartz 2004). Cette recommandation a pour but de mieux considérer les multiples réalités de la population dans la mise en place de politiques environnementales. Elle encourage aussi la coopération entre différents échelons d'autorités et des multiples parties prenantes (Tian et Wang, 2016). D'ailleurs, la décentralisation des pouvoirs permet d'effectuer une forme de surveillance environnementale plus

régulière et d'assurer le respect des normes mises en place suite à l'application de politiques environnementales (Huchet, 2016).

Désormais, il faut que le gouvernement chinois assume sa part de dommages environnementaux qu'il a entraînés et permis au sein de son propre pays et des pays voisins. Une remise en question de ses précédentes actions nuisibles à l'environnement permettra au gouvernement de régler des problèmes actuels et de limiter les enjeux à venir. (Harris, 2006). De même, il est important d'appliquer rigoureusement la Loi sur la protection de l'environnement de la population de la République de Chine et toutes autres normes relatives à l'environnement, et ce, sans consentir à des exceptions pour des autorités du gouvernement (Li, 2018). Afin de remédier à des passe-droits, le gouvernement chinois peut attribuer les pénalités prescrites aux autorités responsables qui ne se sont pas conformées aux lois environnementales (Khan et Chang, 2018).

La Chine éprouve des manquements au niveau de la planification de ses politiques environnementales. En effet, la Chine applique des politiques parfois inadaptées pour l'ensemble de sa population. C'est pourquoi elle peut améliorer la promotion d'évaluation d'impacts dans les projets environnementaux au niveau de ses politiques environnementales. L'évaluation doit prendre en considération les réalités vécues au travers du territoire, dont le fort développement économique que vit actuellement le pays (Tian et Wang, 2016). De plus, la qualité du suivi des politiques présente des faiblesses à quelques égards. Ainsi, il est recommandé de considérer plus d'indicateurs et d'aspects lors de l'élaboration des suivis, comme les coûts de mise en place et le respect des lois issues des politiques environnementales (Khan et Chang, 2018). Finalement, il est recommandé que la Chine planifie des politiques pouvant aller au-delà du « plan de cinq ans » du Parti communiste, ce qui correspond au temps de pouvoir attribué au président de l'état (Khan et Chang, 2018). Ainsi, en planifiant au-delà du mandat politique, les plans d'action peuvent davantage disposer d'une vision à long terme.

### **3.2.2 Recommandations pour la Corée du Sud**

En Corée du Sud, la population est peu sensibilisée à l'ensemble des enjeux environnementaux. Ainsi, comme pour la Chine, il est recommandé au gouvernement coréen d'investir davantage dans l'éducation relative à l'environnement dans tout le pays (OCDE, 2017b). Park et Kluver (2009) soulèvent que la population coréenne utilise beaucoup plus les blogues pour faire part de ses opinions et en apprendre sur

des enjeux politiques. Ainsi, pour développer une nouvelle forme de sensibilisation à l'environnement, le gouvernement peut désormais rejoindre une grande partie des Sud-Coréens en utilisant davantage les médias sociaux.

De plus, la Corée du Sud omet souvent de considérer des données sociales et parfois économiques dans l'élaboration des politiques environnementales. D'abord, il y a une pauvre participation de la population dans l'élaboration de politiques. Il faudrait que le gouvernement entretienne des consultations publiques (comme prévu dans sa législation) afin d'échanger avec les Sud-Coréennes et Sud-Coréens concernant les enjeux environnementaux (Gunderson et Yun, 2017). Ensuite, il est recommandé que les évaluations d'impacts relèvent non seulement des valeurs techniques, biologiques ou chimiques, mais qu'elles considèrent aussi les données sociales et économiques. (OCDE, 2017b). Il faut donc les redéfinir et mieux les préciser dans la loi ainsi que dans les plans d'action. En outre, il est recommandé que le gouvernement renforce les plans d'action des politiques avec une forme de suivi plus développée que ce qui est présentement en place (OCDE, 2017b). En effet, les plans d'action et les politiques sont difficilement applicables au long terme, car ils s'adaptent malaisément aux différentes échelles de gouvernance ainsi qu'aux situations sociales et économiques variées. Des suivis réguliers pourraient permettre à la Corée du Sud de s'adapter et de limiter les écarts au cours du temps afin d'assurer le respect des objectifs initiaux des politiques.

Pour terminer, il est recommandé que le gouvernement de la Corée du Sud traite chaque entité de manière similaire, sans prioriser les intérêts de certains lobbies, comme les *Chaebols*, qui très souvent sont au détriment des initiatives environnementales. Ainsi, le gouvernement pourrait sans doute s'inspirer de l'approche corporative de la Finlande dans la prise de décisions pour ensuite développer la sienne. Pour aller plus loin, le gouvernement peut même encourager de plus petites entreprises indépendantes initiant des projets environnementaux. (OCDE, 2017b).

### **3.2.3 Recommandations pour la Finlande**

Malgré ses forces dans l'éducation relative à l'environnement, le gouvernement finnois peut approfondir ses recherches pour favoriser une approche éducative où les gens se sentiront concernés par les enjeux environnementaux et voudront changer leurs habitudes durablement (Jensen et Schnack, 1997). Même étant reconnue comme un des pays les plus « verts », la Finlande peut également approfondir ses

réflexions politiques en environnement, car le développement technologique se développe rapidement et leur leadership risque de se perdre si un suivi serré des évolutions technologiques est occulté (Dryzek, 2013 ; Hildén, 2011).

La Finlande devrait se pencher sur la question de la protection de l'environnement à l'étranger venant de la part de ses sociétés. Travaillant de pair avec l'UE, la Finlande prend déjà part à des initiatives environnementales en Europe. Cependant, les sociétés finnoises ne sont pas sans tache, dont certaines se trouvant dans les pays en développement. La Finlande devrait mettre en place des lois ou utiliser des incitatifs financiers afin d'encourager les entreprises finnoises postées dans d'autres pays à protéger l'environnement dans leurs activités.

Il est reconnu que les démarches administratives soient très lourdes et longues à entreprendre lors d'une mise en place de politiques environnementales (OCDE, 2009). Pour y remédier, le gouvernement finnois doit introduire de nouvelles instances administratives responsables pour faciliter les liens entre les différentes entités concernées par les initiatives environnementales. Davantage de pouvoirs et de ressources peuvent être ainsi attribués à de nouvelles autorités responsables afin d'assurer un respect adéquat des politiques et des normes environnementales. (Söderholm et al., 2015).

La Finlande doit revoir la promotion des évaluations d'impacts et d'autres évaluations pertinentes préalables aux projets. D'abord, le gouvernement peut œuvrer à ce que les évaluations deviennent standardisées afin que les processus soient constants et plus facilement applicables à différentes situations (Söderholm et al., 2015). Ensuite, certains vont jusqu'à suggérer de faciliter le processus d'obtention de certains permis de projets, et donc de rendre les démarches plus efficaces. Enfin, les autorités responsables doivent mieux partager l'information au public, assurer une meilleure prise en compte des opinions des parties prenantes dans tous les processus et considérer les impacts sociaux à long terme. (Jalava et al., 2010).

Étant donné que la dynamique politique change et qu'elle doit s'adapter aux nouvelles initiatives du développement durable mis en place dans le pays, il faut améliorer le système d'évaluation et de suivi de politiques (Hildén, 2011). Il faut donc mettre en place des systèmes de suivis efficaces pour chaque situation, prévoir les impacts environnementaux à venir, et enfin, effectuer des rétroactions continues tout au long de l'application des politiques environnementales (Jalava et al., 2010).

Finalement, la dernière récession économique a affecté négativement le taux de croissance économique de la Finlande. L'OCDE (2009) suggère au gouvernement finlandais de profiter de cette occasion pour investir davantage dans l'environnement afin de stimuler son économie ainsi que de rendre l'implication environnementale plus accessible dans le pays.

### **3.2.4 Recommandations pour le Canada**

Le Canada relève le défi de sensibiliser et d'éduquer sa population devant les enjeux environnementaux. Cependant, les gouvernements doivent désormais apporter plus de ressources aux initiatives encourageant les comportements écoresponsables. D'ailleurs, plusieurs initiatives existent. Par exemple, Éducation physique et santé Canada a mis en place le concept « [d'] écoles axées sur la promotion de la santé » qui a pour but de favoriser un mode de vie sain (Bassett-Gunter, Yessis, Manske et Gleddie, 2016). Ce dernier est mis en place grâce à plusieurs actions quotidiennes, dont la promotion d'exercices physiques, l'accès à l'éducation et aussi l'entretien de l'environnement dans lequel vivent les enfants bénéficiant des programmes (Bassett-Gunter et al., 2016). En encourageant de tels programmes, l'environnement est entretenu et plus d'opportunités se présentent aux Canadiens et Canadiennes pour favoriser un changement de comportement vers un plus écoresponsable.

À l'international, le Canada s'investit dans plusieurs actions en lien avec l'environnement. Cependant, les activités de certaines de ses entreprises à l'étranger ne respectent pas l'environnement des pays hôtes. Ainsi, s'il veut être cohérent avec les valeurs qu'il promeut, le Canada doit impérativement agir pour protéger l'environnement et les milieux sociaux des membres de la communauté internationale, surtout dans les pays où il est investi. En 2011, un projet de loi C-300 a été présenté au gouvernement fédéral dans le but d'assurer un comportement responsable des sociétés minières, pétrolières et gazières envers l'environnement et les populations locales des pays en développement (Parlement du Canada, 2011). Ce projet de loi a été refusé par le gouvernement conservateur de l'époque. Ainsi, il est recommandé de reprendre activement les démarches afin d'assurer une forme de protection de l'environnement à l'étranger de la part des sociétés canadiennes.

En général, le Canada éprouve beaucoup de difficultés à suivre les plans d'action des politiques à caractère environnemental et par conséquent d'obtenir des résultats environnementaux concluants. Les gouvernements doivent mieux définir leurs objectifs de politiques, leurs plans d'action d'application des

politiques environnementales ainsi que leurs indicateurs de suivi. Il faut donc élaborer et détailler davantage des lois traitant des sujets environnementaux. Ensuite, les gouvernements peuvent accorder un financement plus important aux petites initiatives œuvrant dans le domaine de l'environnement (Burch, 2018). Enfin, il est recommandé de conceptualiser à nouveau la séparation des biens ainsi que les structures gouvernementales et institutionnelles afin de respecter les traditions des Canadiens autochtones, de protéger l'environnement et surtout d'accélérer le processus de mise en place des politiques environnementales (Burch, 2018).

### **3.2.5 En résumé**

Dans les quatre pays d'intérêt, l'engagement des gouvernements et de la population doit être amplifié afin d'augmenter la conscientisation face aux enjeux environnementaux et ultimement arriver à alimenter la motivation de mettre en place davantage de politiques environnementales. La Finlande et le Canada ont intérêt à améliorer ainsi qu'à appliquer leurs plans d'action afin d'assurer un minimum de résultats environnementaux concluants. Par ailleurs, la Chine et la Corée du Sud réussissent à obtenir des résultats environnementaux assez concluants, mais en utilisant des systèmes parfois dépourvus en esprit démocratique. Ainsi, elles doivent améliorer leurs processus d'élaboration de politiques environnementales dans le sens que toutes parties prenantes puissent prendre part à des discussions et obtenir d'une forme de considération de leurs situations économiques, sociales, géographiques et environnementales dans l'élaboration des plans d'action.



## CONCLUSION

Au cours des cinquante dernières années, les politiques environnementales ont gagné de l'importance dans les débats politiques, et ce, dans divers contextes propres à chaque pays. Les systèmes politiques propres à chaque pays caractérisent ces réalités et influencent la mise en place de ces politiques environnementales. Cet essai a traité, dans une perspective comparative, la mise en place de politiques environnementales instaurées dans les systèmes politiques de la Chine, de la Corée du Sud, de la Finlande et du Canada.

D'abord, la Chine a un système politique dictatorial démocratique socialiste, ce qui en fait un pays pertinent dans l'étude en raison de sa forte croissance économique malgré son statut de PED, témoignant de son faible revenu moyen par habitant. Ensuite, la Corée du Sud a, quant à elle, déjà passé sous l'autorité communiste, mais elle a désormais développé un système politique démocratique capitaliste. Récemment, elle fait accroître une économie qui s'avère être puissante au niveau mondial. En outre, la Finlande est choisie dans l'essai du fait qu'elle est reconnue mondialement pour son engagement au niveau environnemental. Elle entretient notamment un système politique démocratique parlementaire capitaliste. Finalement, le Canada est choisi, car il utilise un système politique similaire à celui de la Finlande, mais sa réalité économique, sociale et géographique fait en sorte qu'il maintient un rapport différent avec l'environnement.

La mise en place d'une politique environnementale se décompose en plusieurs aspects. L'analyse s'est inspirée de ces derniers pour en faire ressortir trois axes principaux : l'engagement, l'élaboration ainsi que la post-mise en place d'une politique environnementale. Afin d'étudier le processus de mise en place de politiques environnementales, ces axes ont été décomposés en critères, puis en sous-critères dans un outil d'analyse multicritère. Ceci a permis d'analyser et de comparer la mise en place de politiques environnementales dans les systèmes politiques de la Chine, de la Corée du Sud, de la Finlande et du Canada afin d'émettre des recommandations adaptées à la réalité de chaque pays.

L'analyse montre que la Finlande se démarque des autres pays du fait qu'elle est engagée au niveau environnemental et que l'élaboration de ses politiques s'effectue de manière adéquate en fonction des critères considérés. Malgré de faibles résultats environnementaux, le Canada se situe en deuxième place après la Finlande, car son processus d'élaboration des politiques est démocratique. La Corée du Sud se

classe en troisième position et se démarque de la Chine avec ses approches plus démocratiques et avec un gouvernement assez engagé au niveau environnemental. La Chine se retrouve en quatrième position dans l'analyse, car elle n'adopte pas de démarche démocratique. Elle se démarque tout de même des autres pays grâce à l'obtention de résultats environnementaux concluants suite à la mise en place de politiques environnementales.

Selon les critères analysés pour chaque pays à l'étude, il est recommandé pour la Chine de sensibiliser le pays en général aux enjeux environnementaux ainsi que de mettre en place des processus d'élaboration de politiques environnementales davantage démocratiques. Ensuite, la Corée du Sud devrait aussi sensibiliser davantage sa population aux enjeux environnementaux ainsi que de bonifier les systèmes de suivi des politiques, et ce, pour assurer l'atteinte des objectifs des plans d'action. La Finlande, quant à elle, pourrait alléger les démarches administratives dans l'application de politiques environnementales ainsi qu'améliorer les évaluations d'impacts préalables à la mise en place de projets environnementaux. Enfin, le Canada devrait sensibiliser davantage la population aux enjeux environnementaux ainsi qu'assurer l'application des plans d'action des politiques à caractère environnemental dans le but d'obtenir des résultats plus concluants.

La pertinence de cet essai provient du besoin urgent de coopération à l'échelle mondiale en rapport avec l'urgence d'agir pour l'environnement. Cette analyse a permis de comparer et d'émettre des recommandations adaptées à chaque système politique dans le but que les efforts collectifs de tous les pays soient ressentis à l'échelle planétaire. De futures recherches pourraient davantage se pencher sur la question de l'efficacité ainsi que de la qualité des démarches d'utilisation de systèmes de suivi, encourageant la rétroaction et l'amélioration continue de mise en place des politiques environnementales dans les différents pays. Il serait aussi pertinent de se questionner sur la faisabilité de mettre en place des politiques environnementales visant à encourager les sociétés à protéger l'environnement une fois postées à l'étranger.

## RÉFÉRENCES

- Alanko, M. et Utter, R. (2013). Environmental law and practice in Finland: Overview. Repéré à [https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/4-376-3598?transitionType=Default&contextData=\(sc.Default\)&firstPage=true&comp=pluk&bhcp=1#co\\_anchor\\_a716834](https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/4-376-3598?transitionType=Default&contextData=(sc.Default)&firstPage=true&comp=pluk&bhcp=1#co_anchor_a716834)
- Albert, E. (2018). South Korea's Chaebol Challenge. Repéré à <https://www.cfr.org/backgrounder/south-koreas-chaebol-challenge>
- André, P., Delisle, C. E. et Revéret, J. P. (2010). *L'évaluation des impacts sur l'environnement : processus, acteurs et pratique pour un développement durable* (3e éd.). Montréal, Québec : Presses internationales polytechniques.
- Andriamahefazafy F., Méral, P. et Rakotoarijaona J. R. (2007). La planification environnementale : un outil pour le développement durable ? Dans C. Chaboud, G. Froger et P. Méral (dir.), *Madagascar face aux enjeux du développement durable : des politiques environnementales à l'action collective locale* (p. 23-49). Paris : Karthala.
- Arita, S. (2003). The growth of the Korean middle class and its social consciousness. *The Developing Economies*, 41(2), 201-220.
- Aurez, V. et Georgeault, L. (2016). Les indicateurs de l'économie circulaire en Chine. *Revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques*, 1(145), 127-160.
- Babonneau, F. L. F., Haurie, A. et Vielle, M. (2016). *Vers une politique du climat réaliste et efficace : à la lumière de la théorie des jeux*. Repéré à [https://infoscience.epfl.ch/record/218726/files/br149-1-f.babonneau\\_et\\_al.pdf](https://infoscience.epfl.ch/record/218726/files/br149-1-f.babonneau_et_al.pdf)
- Bakhiyi, B., Gravel, S., Ceballos, D., Flynn, M. A. et Zayed, J. (2018). Has the question of e-waste opened a Pandoras box? An overview of unpredictable issues and challenges. *Environment International*, 110, 173-192.
- Bandurski, D. (2012). The power of separation. Repéré à <http://chinamediaproject.org/2012/09/24/the-power-of-separation/>
- Banque mondiale. (2012). Korea's global commitment to green growth. Repéré à <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/05/09/Korea-s-Global-Commitment-to-Green-Growth>
- Bartolini, S. (1993). On time and comparative research. *Journal of Theoretical Politics*, 5, 131–67.
- Bassett-Gunter, R., Yessis, J., Manske, S. et Gleddie, D. (2016). Healthy school communities in Canada. *Health Education Journal*, 75(2), 235-248.
- Belaidi, N. (2008). *La lutte contre les atteintes globales à l'environnement : vers un ordre public écologique*. Bruxelles, Belgique : Bruylant.

- Bicker, L. (2019, 6 juin). South Korea pollution: Is China the cause of 'fine dust'? *BBC News*. Repéré à <https://www.bbc.com/news/world-asia-48346344>
- Biros, C. (2014). Les couleurs du discours environnemental. *Mots*, 105, 45-66.
- Blanchard, P. et Trobak, D. (2019). Work in environment, conservation and nature. Repéré à <https://www.goodwork.ca/environmental-groups>
- Burch, S. (2018). *Pursuing deep decarbonization in Canada: Advice from Canadian scholars*. Repéré à <https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/PB%20no.126.pdf>
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2011). Rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable. Repéré à [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_cesd\\_201112\\_05\\_f\\_36033.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201112_05_f_36033.html)
- Burdeau, G. (s. d.). Politique : les régimes politiques. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/politique-les-regimes-politiques/>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (s. d.). L'organisme. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/bape/organisme/index.htm>
- Cabouret, M. (2005). *La Finlande*. Paris, France : Karthala.
- Cameron, J. et Abouchar, J. (1991). The precautionary principle: A fundamental principle of law and policy for the protection of the global environment. *Boston College International and Comparative Law Review*, 14(1), 1-28.
- Carraro, C. et Siniscalco, D. (1993). Strategies for the international protection of the environment. *Journal of Public Economics*, 52(3), 309-328.
- Chambre des communes du Canada. (2016). Comité permanent de l'environnement et du développement durable : témoignages. Repéré à <http://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/ENVI/reunion-32/temoignages>
- Chan, C. K. et Yao, X. (2008). Air pollution in mega cities in China. *Atmospheric Environment*, 42(1), 1-42.
- Chatterjee, P. et Finger, M. (1994). *The earth brokers: Power, politics and world development* (1ère éd.). Londres, Angleterre : Routledge.
- China Internet Information Center. (s. d.). Les unités composant la conférence consultative politique du peuple chinois. Repéré à <http://french.china.org.cn/french/60783.htm>
- Chine Escapade. (s. d.). Climat. Repéré à <http://www.chineescapade.com/info-pratique/Climat-Chine.html>
- Choi, K., Kim, Y., Park, J., Park, C. K., Kim, M., Kim, H. S. et Kim, P. (2008). Seasonal variations of several pharmaceutical residues in surface water and sewage treatment plants of Han River, Korea. *Science of The Total Environment*, 405(1-3), 120-128.

- Choi, K., Lee, H., Shin, N., Kim, S. W. et Krajcik, J. (2011). Re-conceptualization of scientific literacy in South Korea for the 21st century. *Journal of research in science teaching*, 48(6), 670-697.
- Chopra, K., Leemans, R., Kumar, P. et Simons, H. (2005). *Ecosystems and human well-being: Policy responses*. Washington, DC : Island Press.
- City of Helsinki. (2019). Elections and voting in Finland. Repéré à <https://www.infofinland.fi/en/information-about-finland/finnish-society/elections-in-finland>
- Code civil du Québec*, RLRQ, c. 64.
- Compagnon, D. (2015). Partie 3. Politique la fabrique de la gouvernance environnementale : réalité multiscale et articulations multiniveaux dans les gouvernances environnementales globale. Dans F. Gemene (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement* (p. 127-135). Paris, France : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Craig, R. K., Ruhl, J. B., Brown, E. D. et Williams, B. K. (2017). A proposal for amending administrative law to facilitate adaptive management. *Environmental Research Letters*, 12(7), 1-17.
- Cséfalvayová, K. (2015). Partie 2. ressources entre compétition et coopération : eau, conflit, coopération. Dans F. Gemene (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement* (p. 69-78). Paris, France : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Davies, J. et Mazumder, A. (2003). Health and environmental policy issues in Canada: The role of watershed management in sustaining clean drinking water quality at surface sources. *Journal of Environmental Management*, 68(3), 273-286.
- Duncombe, C. et Dunne, T. (2018). After liberal world order. *International Affairs*, 94(1), 25-42.
- Depret, M. H. et Hamdouch, A. (2009). Quelles politiques de l'innovation et de l'environnement pour quelle dynamique d'innovation environnementale ? *Innovations*, 1(29), 127-147.
- Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture*. Paris, France : Gallimard.
- Descola, P. (2008). À qui appartient la nature ? Repéré à [https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20080118\\_descola.pdf](https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20080118_descola.pdf)
- Dryzek, J. S. (2013). *The politics of the earth: Environmental discourses*. Oxford, Angleterre : Oxford University Press.
- Dufour, G. (2012). Le retrait du Canada du Protocole de Kyoto et le droit international public : droit de dénonciation, abus de droit et responsabilité internationale. *Revue Québécoise de droit international*, 25(1), 29-55.
- EconomyWatch Content. (2010). Finland trade, Finland exports, Finland imports. Repéré à [http://www.economywatch.com/world\\_economy/finland/export-import.html](http://www.economywatch.com/world_economy/finland/export-import.html)

- Eguchi, A., Isobe, T., Ramu, K., Tue, N. M., Sudaryanto, A., Devanathan, G.,... Tanabe, S. (2013). Soil contamination by brominated flame retardants in open waste dumping sites in Asian developing countries. *Chemosphere*, 90(9), 2365-2371.
- Elections Canada. (2018). FAQs on elections. Repéré à <http://www.elections.ca/content.aspx/content.aspx?section=vot&dir=faq&document=faqelec&lang=e>
- Filion, M. (2018a). Application. Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26545896](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26545896)
- Filion, M. (2018b). Démocratie. Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26547346](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26547346)
- Finnish National Agency for Education. (2018). Finnish school abroad: A complete package. Repéré à <https://www.educationfinland.fi/what-we-offer>
- Fonds Monétaire International. (2018). Download entire world economic outlook database. Repéré à <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/download.aspx>
- Fonds Monétaire International. (2019). World economic outlook database April 2019. Repéré à <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2019/01/weodata/index.aspx>
- Freedom House. (2018). South Korea. Repéré à <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/south-korea>
- Gabel, J. (s. d.) Idéologie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ideologie/>
- Gatier, A. (2016). *La tarification incitative de la gestion des ordures ménagères : quels impacts sur les quantités collectées ?* Repéré à <http://aube-durable.fr/IMG/pdf/ed140-2.pdf>
- Gaudreau, S. et Guay, J. H. (2018). Repéré à <http://perspective.usherbrooke.ca>
- Gendron, C. (2004). *La gestion environnementale et la norme ISO 14001*. Montréal, Québec : Presses de l'Université de Montréal.
- Gonzales, D. et Prost, M. (2019, 22 mars). Des jeunes déçus par le manque d'engagement du gouvernement Legault pour l'environnement. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1160037/jeunes-decus-engagement-budget-environnement-benoit-charrette-collectif-climat-caq>
- Gouvernement du Canada. (2017). Déchets solides municipaux : une responsabilité partagée. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/gestion-reduction-dechets/solides-municipaux/responsabilite-partagee.html>
- Gouvernement du Canada. (2018). *Le nouveau système d'évaluation d'impact proposé*. Repéré à <https://www.canada.ca/content/dam/themes/environnement/conservation/environmental-reviews/guide-technique.pdf>

- Gouvernement du Canada. (2019a). Banque de projets. Repéré à [https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/?lang=fra&\\_ga=2.196555626.797229690.1560266864-828730246.1560266864](https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/?lang=fra&_ga=2.196555626.797229690.1560266864-828730246.1560266864)
- Gouvernement du Canada. (2019b). Lettres de mandat. Repéré à <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat>
- Gouvernement du Canada. (2019c). Priorités du Canada sur les changements climatiques. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/priorites-canada.html>
- Grodent, J.-J. (2018). *Interview de Jean-Jacques Grodent sur la souveraineté alimentaire* (G. Pirotte intervieweur) [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://vimeo.com/289236550>
- Gunderson, R., et Yun, S. (2017). South Korean green growth and the Jevons paradox: An assessment with democratic and degrowth policy recommendations. *Journal of Cleaner Production*, 144, 239-247.
- Gueye, D. (2001). *Small-scale mining in Burkina Faso*. Repéré à <https://pubs.iied.org/pdfs/G00717.pdf>
- Halley, P. et Boiral, O. (2008). Les systèmes de gestion environnementale au Canada : enjeux et implications pour les politiques publiques de l'environnement, *Revue de droit de McGill*, 54(4), 651-684.
- Halley, P. et Gagnon-Rocque, A. (2009). La sanction en droit pénal canadien de l'environnement : la loi et son application. *Les Cahiers de droit*, 50(3-4), 919-966.
- Hamilton, N. (2011). Chapitre 13 : les défis de la gouvernance de l'Arctique. Dans P. Jacquet, R. K. Pachauri et L. Tubiana (dir.), *Regards sur la Terre* (p. 322-331). Paris, France : Armand Colin.
- Harris, P. G. (2006). Environmental perspectives and behavior in China: Synopsis and bibliography. *Environment and Behavior*, 38(1), 5-21.
- Hassenteufel, P. et Surel, Y. (2000). Des politiques publiques comme les autres ? *Politique Européenne*, 1(1), 8-24.
- Harremoës, P., Gee, D., MacGarvin, M., Stirling, A., Keys, J., Wynne, B. et Guedes Vaz, S. (2002). *The precautionary principle in the 20th century: Late lessons from early warnings* (1ère éd). Londres, Angleterre : Earthscan Publications.
- Helliwell, J. F., Layard, R. et Sachs, J. D. (2019). *World Happiness report*. Repéré à <https://s3.amazonaws.com/happiness-report/2019/WHR19.pdf>
- Hildén, M. (2011). Le développement durable en Finlande : apprentissage, innovation et finances publiques. *Télescope*, 17(2), 92-111.
- Hicks, C., Dietmar, R. et Eugster, M. (2005). The recycling and disposal of electrical and electronic waste in China: Legislative and market responses. *Environmental Impact Assessment Review*, 25 (5), 459-471.

- Hobbs, B. F. et Centolella, P. (1995). Environmental policies and their effects on utility planning and operations. *Energy*, 20(4), 255-227.
- Hollo, E. (2009). Le droit de l'environnement en Finlande. *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 13(4), 389-400.
- Holliday, R., Cheung, O., Cho, J. H. et Bell, D. (2017). Trading faces: The 'Korean look' and medical nationalism in South Korean cosmetic surgery tourism. *Asia Pacific Viewpoint*, 58(2), 190-202.
- Huchet, J. (2016). *La crise environnementale en Chine : évolutions et limites des politiques publiques*. Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Hugon, P. (2005). Environnement et développement économique : les enjeux posés par le développement durable. *Revue internationale et stratégique*, 4(60), 113-126.
- Huo, X., Peng, L., Xu, X., Zheng, L., Qiu, B., Qi, Z.,... Piao, Z. (2007). Elevated blood lead levels of children in Guiyu, an electronic waste recycling town in China. *Environmental Health Perspectives*, 115(7), 1113-1117.
- Information Service. (s. d.). Constitution. Repéré à <http://www.korea.net/Government/Constitution-and-Government/Constitution>
- Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). (2009). Archivé - le Canada au 21e siècle : document no 8 : économie et environnement : l'expérience récente du Canada et les perspectives d'avenir. Repéré à <https://www.ic.gc.ca/eic/site/eas-aes.nsf/fra/ra01719.html>
- Issalys, P. et Xuefeng, Q. (1996). Le processus législatif et la technique législative en Chine. *Les Cahiers de droit*, 37(3), 653-705.
- Jalava, K., Pasanen, S., Saalasti, M. et Kuitunen, M. (2010). Quality of environmental impact assessment: Finnish EISs and the opinions of EIA professionals. *Impact Assessment and Project Appraisal*, 28(1), 15-27.
- Jaenen, C. J., Hall, A. J. et Albers, G. (2014). Treaty of Paris 1783. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/treaty-of-paris-1783>
- Jensen, B. B. et Schnack, K. (1997). The action competence approach in environmental education. *Environmental education research*, 3(2), 163-178.
- Joseph, W. A. (2019). *Politics in China: An introduction*. New York, NY : Oxford University Press.
- Jung, D. H. (2004). Korean Chaebol in Transition. *China Report*, 40(3), 299-303.
- Kalinowski, T., Rhyu, S. et Croissant, A. (2018). *South Korea report: Sustainable governance indicators 2018*. Repéré à [http://www.sgi-network.org/docs/2018/country/SGI2018\\_South\\_Korea.pdf](http://www.sgi-network.org/docs/2018/country/SGI2018_South_Korea.pdf)
- Kang, D. C. (2012, 26 avril). *An overview of Korea - Full | David Kang* [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=ZTpLQrV7LZE>



- Kang, S. M. (2002). A sensitivity analysis of the Korean composite environmental index. *Ecological Economics*, 43(2-3), 159-174.
- Kapyla, M. et Wahlström, R. (2000). An environmental education program for teacher trainers in Finland. *The Journal of Environmental Education*, 31(2), 31-37.
- Khan, M. et Chang, Y. (2018). Environmental challenges and current practices in China: A Thorough Analysis. *Sustainability*, 10(7), 2547.
- Khim, J. S., Lee, K. T., Kannan, K., Villeneuve, D. L., Giesy, J. P. et Koh, C. H. (2001). Trace organic contaminants in sediment and water from Ulsan bay and its vicinity, Korea. *Archives of Environmental Contamination and Toxicology*, 40(2), 141-150.
- Kim, D., Cho, S. et Jung, G. O. (2013). Wave of home culture and MNC performance: The Korean wave (hallyu). Dans R. Jean, J. Chiou et S. Zou (dir.), *International marketing in rapidly changing environments* (vol. 24, p. 193-216). Bingley, Angleterre : Emerald Group Publishing Limited.
- Kim, S. (2015). Korea and the Green Climate Fund: Expectations and limitations of Seoul's new role in world climate protection. Dans N. Eschborn (dir.), *Environmental policy in South Korea: problems and perspectives* (p. 45-82). Séoul, Corée du Sud : Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Kim, T. H. (2019). S. Korea proposes rain project with China to clean Seoul air. Repéré à <https://phys.org/news/2019-03-korea-china-seoul-air.html>
- Kirby, D. G. (1979). *Finland in the twentieth century: A history and an interpretation*. Minnesota, MN : University of Minnesota Press editions.
- Kivimaa, P. et Mickwitz, P. (2006). The challenge of greening technologies: Environmental policy integration in Finnish technology policies. *Research Policy*, 35(5), 729-744.
- Knox, J. H. (2018). *Principes-cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement*. Repéré à [https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Environment/SREnvironment/FP\\_ReportFrench.PDF](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Environment/SREnvironment/FP_ReportFrench.PDF)
- Korpela, K. M., Ylen, M., Tyrvaïnen, L. et Silvennoinen, H. (2010). Favorite green, waterside and urban environments, restorative experiences and perceived health in Finland. *Health Promotion International*, 25(2), 200-209.
- Kröger, M. et Raitio, K. (2017). Finnish forest policy in the era of bioeconomy: A pathway to sustainability? *Forest policy and Economics*, 77, 6-15.
- Kwon, Y. H. (2011). *Cases of Impact Assessment in Korea*. Repéré à <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/49312517.pdf>
- Lallement, M. (s. d.) Capitalisme. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/capitalisme-sociologie/>
- Lang, G. (2002). Forests, Floods, and the Environmental State in China. *Organization & Environment*, 15(2), 109-130.

- Larkin, A. (1981). Section three: social justice and the environment: the environment vs. the economy. Dans K. S. Shrader-Frechette (dir.), *Environmental ethics* (p. 208-219). Pacific Grove, CA : The Boxwood Press.
- Le Conference Board du Canada (CBOC). (2016). Classement provincial et territorial. Repéré à <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/environnement-fr.aspx?AspxAutoDetectCookieSupport=1>
- Leduc, G. A. et Raymond, M. (2000). *L'évaluation des impacts environnementaux : un outil d'aide à la décision*. Sainte-Foy, Québec : Éditions multimondes.
- Le Prestre, P. (2015). Partie 1. fondation de la nature à l'environnement : la tragédie des communaux. Dans F. Gemene (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement* (p. 17-28). Paris, France : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Lee, J. T., Shin, D. et Chung, Y. (1999). Air pollution and daily mortality in Seoul and Ulsan, Korea. *Environmental Health Perspectives*, 107(2), 149-154.
- Lee, J., Kim, H., Song, H., Hong, Y., Cho, Y., Shin,... Kim, Y. (2002). Air Pollution and Asthma Among Children in Seoul, Korea. *Epidemiology*, 13(4), 481-484.
- Lee, S., Ho, C., Lee, Y. G., Choi, H. et Song, C. (2013). Influence of transboundary air pollutants from China on the high-PM10 episode in Seoul, Korea for the period October 16–20, 2008. *Atmospheric Environment*, 77, 430-439.
- Leung, A., Cai, Z. W. et Wong, M. H. (2006). Environmental contamination from electronic waste recycling at Guiyu, southeast China. *Journal of Material Cycles and Waste Management*, 8(1), 21-33.
- Li, Y. (2018). Study of the effect of environmental education on environmental awareness and environmental attitude based on environmental protection law of the People's Republic of China. *EURASIA Journal of Mathematics, Science and Technology Education*, 14(6), 2277-2285.
- Light, A. et De-Shalit, A. (2003). *Moral and political reasoning in environmental practice*. Cambridge, Angleterre : MIT Press.
- Ligue des droits et libertés. (s. d.). Environnement et droits humains archives. Repéré à <http://liguedesdroits.ca/?categorie=environnement>
- List-Jensen, A. S. (2008). *Economic development and authoritarianism: A case study on the Korean developmental state*. Aalborg, Danemark : Aalborg University.
- Loi constitutionnelle de 1867*, L.R.C., c. E-3.
- Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q., c. Q-2.

- Liu, J. (2012, mars). *Elevated serum polybrominated diphenyl ethers and alteration of thyroid hormones in children from Guiyu, China*. Communication présentée au Sixth International Conference on Environmental Mutagens in Human Populations, Doha, Qatar. Repéré à <https://www.qscience.com/content/papers/10.5339/qproc.2012.mutagens.3.91>
- Mair, P. (1996). Comparative politics: An overview. Dans R. Goodin et H. D. Klingemann (dir.), *A new handbook of political science* (p. 309-335). Oxford, Angleterre : Oxford University Press.
- Mairet, G. (2015). Partie 1. fondation de la nature à l'environnement : nature et souveraineté, philosophie politique en temps de crise écologique. Dans F. Gemene (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement* (p. 37-44). Paris, France : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Mathews, J. A. (2012). Green growth strategies: Korean initiatives. *Futures*, 44(8), 761-769.
- McCarthy, S. et Baker, N. (2018). Tarification du carbone au Canada. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/carbon-pricing-in-canada>
- McCullough, J. J. (2019). Elections. Repéré à <http://www.thecanadaguide.com/government/elections/>
- McKeown, R. et Nolet, V. (2013). Education for sustainable development in Canada and the United States. Dans R. McKeown et V. Nolet (dir.), *Schooling for sustainable development in Canada and the United States* (vol. 4, p. 3-21). Dordrecht, Pays-Bas : Springer.
- Mermet, L., Billé, R., Leroy, M., Narcy, J.-B. et Poux, X. (2005). L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13(2), 127-137.
- Mesmer, P. (2017, 8 mai). Les clés de l'élection présidentielle en Corée du Sud. *Le Monde*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/08/les-cles-de-l-election-presidentielle-en-coree-du-sud\\_5124491\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/08/les-cles-de-l-election-presidentielle-en-coree-du-sud_5124491_3210.html)
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2011). Loi canadienne sur la protection de l'environnement : politique d'observation et d'application, chapitre 4. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-environnemental-loi-canadienne-protection/publications/politique-observation-application/chapitre-4.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2013). Politique de conformité et d'application de la Loi sur les pêches relatives à l'habitat et à la pollution : chapitre 1. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/application-lois-environnementales/publications/politique-conformite-application-loi-peches/chapitre-1.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2017a). Aperçu du programme des substances existantes. Repéré à <https://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=Fr&n=EE479482-1&wsdoc=08911AB8-D8D7-B548-3C28-9A134BD20ED1>

- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2017b). Aperçu sur l'air transfrontalier. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/pollution-atmospherique/enjeux/transfrontalier/aperçu.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2018a). Canadian environmental protection act: Monitoring. Repéré à <https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/services/canadian-environmental-protection-act-registry/monitoring-reporting-research/monitoring.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2018b). Direction : zéro déchet de plastique au Canada : consultation fermée. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/gestion-reduction-dechets/consultations/direction-zero-dechet-plastique.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2018c). Enjeux principaux : changements climatiques. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/organisation/transparence/breffage/enjeux-principaux-changements-climatiques.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2018d). Loi canadienne sur la protection de l'environnement : plans et politiques. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-environnemental-loi-canadienne-protection/plans-politiques.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada. (2018e). *Rapport du plan ministériel 2018 à 2019, environnement et changement climatique Canada, chapitre 2*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/organisation/transparence/priorites-gestion/plans/2018-2019/aperçus-nos-plans.html>
- Ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada (2019). Le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/fonds-economie-faibles-emissions-carbone.html>
- Ministère de l'Environnement et Changements climatiques Canada et Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MDDELCC). (2015). *Guide pour l'élaboration de programmes de surveillance et de suivi environnemental pour les projets de dragage et de gestion des sédiments*. Repéré à [http://planstlaurent.qc.ca/fileadmin/site\\_documents/documents/Guide\\_pour\\_l\\_%C3%A9laboration\\_de\\_programmes\\_de\\_surveillance\\_et\\_de\\_suivi\\_environnemental\\_pour\\_les\\_projets\\_de\\_dragage\\_et\\_de\\_gestion\\_des\\_s%C3%A9diments.pdf](http://planstlaurent.qc.ca/fileadmin/site_documents/documents/Guide_pour_l_%C3%A9laboration_de_programmes_de_surveillance_et_de_suivi_environnemental_pour_les_projets_de_dragage_et_de_gestion_des_s%C3%A9diments.pdf)
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2012). *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*. Repéré à [http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan\\_action/pacc2020.pdf](http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan_action/pacc2020.pdf)
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. (2019). L'évaluation environnementale. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/evaluations/inter.htm>

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (s. d.a). Fonds vert. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/fonds-vert/>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (s. d.b). Les principes du développement durable : un guide pour l'action. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/principe.htm>
- Ministère de l'Environnement de l'Ontario. (2014). Consultations publiques dans le cadre du processus d'évaluation environnementale de l'Ontario. Repéré à <https://www.ontario.ca/fr/page/consultations-publiques-dans-le-cadre-du-processus-devaluation-environnementale-de-lontario#section-2>
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2019). Présentation de la Chine. Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/chine/presentation-de-la-chine/>
- Ministère de l'Infrastructure et des Collectivités. (2018). Entente bilatérale intégrée (relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada) : Canada - Colombie-Britannique. Repéré à <https://www.infrastructure.gc.ca/prog/agreements-ententes/2018/2018-bc-fra.html#1.1>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2017). *Bilan mi-parcours du plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/bilan/bilanPACC-mi-parcours.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2018). *Rapport annuel de gestion 2017-2018*. Repéré à <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/rapport-annuel-gestion2017-2018.pdf?1547063806>
- Ministry of Ecology and Environment. (2009). *Announcement on amending catalogues of imported wastes management (extract)*. Repéré à <http://english.mee.gov.cn/Resources/Policies/policies/Solidwastes/200909/P020090911322248259263.pdf>
- Ministry of Ecology and Environment. (2016). Mandates. Repéré à [http://english.mee.gov.cn/About\\_MEE/Mandates/](http://english.mee.gov.cn/About_MEE/Mandates/)
- Ministry of Ecology and Environment. (2017). Guidance on promoting green belt and road. Repéré à [http://english.mee.gov.cn/Resources/Policies/policies/Frameworkp1/201706/t20170628\\_416864.shtml](http://english.mee.gov.cn/Resources/Policies/policies/Frameworkp1/201706/t20170628_416864.shtml)
- Ministry of Economic Affairs and Employment. (2017). *Government report on the national energy and climate strategy for 2030*. Repéré à [http://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/79247/TEMjul\\_12\\_2017\\_verkkojulkaisu.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/79247/TEMjul_12_2017_verkkojulkaisu.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

- Ministry of Environment (ME). (2017a). Greenhouse gas reduction goals and statistics. Repéré à <http://eng.me.go.kr/eng/web/index.do?menuId=201>
- Ministry of Environment (ME). (2017b). Greenhouse gas reduction road map. Repéré à <http://eng.me.go.kr/eng/web/index.do?menuId=212>
- Ministry of Environment (ME). (2017c). Risk-oriented air quality management. Repéré à <http://eng.me.go.kr/eng/web/index.do?menuId=238>
- Ministry of Environment (ME). (2017d). Sitemap. Repéré à <http://eng.me.go.kr/eng/web/index.do?menuId=200>
- Ministry of Environment (ME). (2018). History of ME. Repéré à <http://eng.me.go.kr/eng/web/index.do?menuId=6>
- Ministry of Foreign Affairs of Finland. (2017). Finland–IFC Blended Finance for Climate Program. Repéré à <https://um.fi/finland-ifc-blended-finance-for-climate-program1>
- Ministry of Government Legislation. (2009). Environmental impact assessment act. Repéré à <http://www.moleg.go.kr/english/korLawEng?pstSeq=52628>
- Ministry of Government Legislation. (2017). Clean air conservation act. Repéré à <http://law.go.kr/LSW/eng/engLsSc.do?menuId=2&ion=lawNm&query=CLEAN AIR CONSERVATION ACT&x=0&y=0#liBgcolor0>
- Ministry of Health and Welfare (MOHW). (s. d.). National health insurance: Population coverage, contribution rate & benefit payment. Repéré à [http://www.mohw.go.kr/eng/hs/hs0110.jsp?PAR\\_MENU\\_ID=1006&MENU\\_ID=100610](http://www.mohw.go.kr/eng/hs/hs0110.jsp?PAR_MENU_ID=1006&MENU_ID=100610)
- Ministry of the Environment. (2002). *Finland in EU environment policy*. Repéré à [https://helda.helsinki.fi/bitstream/handle/10138/40412/FE\\_551.pdf?sequence=1](https://helda.helsinki.fi/bitstream/handle/10138/40412/FE_551.pdf?sequence=1)
- Morand, L. (2016). Xiamen, construction d'un modèle d'intégration environnementale dans la planification urbaine chinoise. *L'information géographique*, 80(3), 72-88.
- Morin, J. F. (2015). Partie 3. politique la fabrique de la gouvernance environnementale : les régimes internationaux de l'environnement. Dans F. Gemene (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement* (p. 115-123). Paris, France : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- National Museum of Korean Contemporary History. (2016, 10 janvier). *Democracy in South Korea (49 min)* [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=Bamd-GpJvdo>
- Neumayer, E. (2002). Do democracies exhibit stronger international environmental commitment? A Cross-country Analysis. *Journal of Peace Research*, 39(2), 139-164.
- Office québécois de la langue française (OQLF). (1989) Coopération. Repéré à [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=8409187](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8409187)

- Oh, J. K. (1999). *Korean politics: The quest for democratization and economic development*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2007). *OECD environmental performance reviews: China 2007*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2009). *OECD environmental performance reviews: Finland 2009*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2016) *Pilot database on stakeholder engagement practices in regulatory policy*. Repéré à <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/FIN-Website-Early-Stage-Consultations.pdf>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2017a). *Examens environnementaux de l'OCDE : Canada 2017*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2017b). *OECD environmental performance reviews: Korea 2017*. Paris, France : OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2018). Finland - OECD data. Repéré à [https://data.oecd.org/finland.htm#\\_ga=2.245534724.1679992319.1560347433-1101996749.1555212137](https://data.oecd.org/finland.htm#_ga=2.245534724.1679992319.1560347433-1101996749.1555212137)
- Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). (1988). Republic of Korea: Constitution of the Republic of Korea. Repéré à <https://wipolex.wipo.int/en/legislation/details/7145>
- Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). (2007). Finlande : la constitution de la Finlande. Repéré à <https://wipolex.wipo.int/fr/legislation/details/7503>
- Palmberg, I. E. et Kuru, J. (2000). Outdoor activities as a basis for environmental responsibility. *The Journal of Environmental Education*, 31(4), 32-36.
- Panayotou, T. (1993). *Empirical tests and policy analysis of environmental degradation at different stages of economic development*. Repéré à [https://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/1993/93B09\\_31\\_engl.pdf](https://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/1993/93B09_31_engl.pdf)
- Park, A. K., Hong, Y. C. et Kim, H. (2010). Effect of changes in season and temperature on mortality associated with air pollution in Seoul, Korea. *Journal of Epidemiology & Community Health*, 65(4), 368-375.
- Park, C. W. (1998). The organisation and workings of committees in the Korean national assembly. *The Journal of Legislative Studies*, 4(1), 206-224.
- Park, H. W. et Kluver, R. (2009). Trends in online networking among South Korean politicians: A mixed-method approach. *Government Information Quarterly*, 26(3), 505-515.
- Park, S. et Lah, T. J. (2015). Analyzing the success of the volume-based waste fee system in South Korea. *Waste management*, 43, 533-538.

- Park, Y. S. (2008). Réflexions sur le système de protection sociale de la République de Corée. *Revue Internationale de Sécurité Sociale*, 61(2), 3-19
- Parlement du Canada. (2011). Private member's bill. Repéré à <https://www.parl.ca/LegisInfo/BillDetails.aspx?billId=4327824&Language=E>
- Parliament of Finland. (2015, 1<sup>er</sup> décembre). *Parliament of Finland - introduction* [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=ztWqu40PWmA>
- Patrimoine canadien. (2018). Monarchie et Couronne. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/services/culture/identite-canadienne-societe/monarchie-couronne.html>
- Peel, M. C., Finlayson, B. L. et McMahon, T. A. (2007). Updated world map of the Köppen-Geiger climate classification. *Hydrology and Earth System Sciences*, 11, 1633-1644.
- Pinghui, Z. (2017, 22 septembre). China's notorious e-waste dumping ground cleaner but poorer. *South China Morning Post*. Repéré à <https://www.scmp.com/news/china/society/article/2112226/chinas-most-notorious-e-waste-dumping-ground-now-cleaner-poorer>
- Pohjakallio, P. (2007). *Mapping environmental education approaches in Finnish art education*. Communication présenté à l'European Regional conference, Heidelberg, Allemagne.
- Pourtois, H. (2016). Les élections sont-elles essentielles à la démocratie ? *Philosophiques*, 43(2), 411-439.
- Poussa, L. (2017). Environmental awareness of Finns slow in moving from words to action. Repéré à <https://www.sitra.fi/en/news/environmental-awareness-finns-slow-moving-words-action/>
- Prime Minister's Office. (2017). *Government report on the 2030 agenda for sustainable development: sustainable development in Finland – long-term, coherent and inclusive action*. Repéré à [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1519VNK\\_J1117\\_Government\\_Report\\_2030Agenda\\_KANSILLA\\_netti.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1519VNK_J1117_Government_Report_2030Agenda_KANSILLA_netti.pdf)
- Quillérou, E., Jacquot, M., Cudennec, A. et Bailly, D. (2015). *Arctique : opportunités, enjeux et défis*. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02022829/document>
- Roberts, J. (2011). *Environmental policy* (2e éd.). New York, NY : Routledge.
- Ruzzi, B. B. (2005). *Finland education report*. Repéré à <http://www.ncee.org/wp-content/uploads/2013/10/Finland-Education-Report.pdf>
- Sands, P. J. (1989). Environment, community and international law. *The Harvard International Law Journal*, 30(2), 393-420.
- Santandreu Calonge, D. (2015). South Korean education ranks high, but it's the kids who pay. Repéré à <https://theconversation.com/south-korean-education-ranks-high-but-its-the-kids-who-pay-34430>



- Schwartz, J. (2004). Environmental NGOs in China: Roles and limits. *Pacific Affairs*, 77(1), 28-49.
- Schwoob, M. H. (2013). L'éveil vert de la société chinoise ? *Ecologie politique*, 2(47), 27-37.
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. (2015). Politique sur les paiements de transfert. Repéré à <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=13525#appA>
- Service Canada et La Direction. (2014). Foire aux questions au sujet de « consultations auprès des Canadiens ». Repéré à <https://www1.canada.ca/consultationdescanadiens/foireauxquestions#q1>
- Services Québec. (2019). Prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé. Repéré à <https://www.quebec.ca/sante/conseils-et-prevention/sante-et-environnement/prevenir-les-effets-de-la-pollution-de-l-air-sur-la-sante/>
- Seth, M. J. (2003). *Education fever: Society, politics, and the pursuit of schooling in South Korea*. Honolulu, HI : University of Hawaiï Press.
- Shapiro, M. (2009). Korea's environmental sustainability leadership in East Asia and beyond. *Korea Observer*, 40(4), 735-762.
- Shim, E. (2019, 4 mars). South Koreans angry over fine dust pollution. *United Press International*. Repéré à [https://www.upi.com/Top\\_News/World-News/2019/03/04/South-Koreans-angry-over-fine-dust-pollution/3971551706599/](https://www.upi.com/Top_News/World-News/2019/03/04/South-Koreans-angry-over-fine-dust-pollution/3971551706599/)
- Shin, D. (2015). Political opportunity structure and the institutionalization of green movements in Korea: The case of the Green Party. Dans N. Eschborn (dir.), *Environmental policy in South Korea: Problems and perspectives* (p. 30). Séoul, Corée du Sud : Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Simon, D. F. et Cao, C. (2009). *China's emerging technological edge: Assessing the role of high-end talent* (1ère éd.). Cambridge, Angleterre : Cambridge University Press.
- Simula, M. (2014). *La nouvelle politique forestière en Finlande*. Repéré à [http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/54049/RFF\\_2014\\_1\\_007-Simula.pdf?sequence=1](http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/54049/RFF_2014_1_007-Simula.pdf?sequence=1)
- Singleton, F. B. et Upton, A. F. (2005). *A short history of Finland*. Cambridge, Angleterre : Cambridge University Press.
- Smith, A. (2016). *Le cycle financier parlementaire*. Repéré à <https://bdp.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/BackgroundPapers/PDF/2015-41-f.pdf>
- Smith, B. (2015, 9 juillet). South Korea: Environmental issues, policies and clean technology. Repéré à <https://www.azocleantech.com/article.aspx?ArticleID=552>
- Söderholm, K., Söderholm, P., Helenius, H., Pettersson, M., Viklund, R., Masloboev, V.,... Petrov, V. (2015). Environmental regulation and competitiveness in the mining industry: Permitting processes with special focus on Finland, Sweden and Russia. *Resources Policy*, 43, 130-142.

- Sojung, Y. (2017, 23 octobre). Nuclear plant public consultation embodies perfect democracy: President. *KOREA.net*. Repéré à <http://www.korea.net/NewsFocus/policies/view?articleId=150360>
- Solsten, E. et Meditz, S. W. (1990). *Finland, a country study*. Washington, DC : U.S. Government Publishing Office.
- Son, J., Lee, J., Park, Y. H. et Bell, M. L. (2013). Short-Term Effects of Air Pollution on Hospital Admissions in Korea. *Epidemiology*, 24(4), 545-554.
- Song, S. et Bocca, R. (2018). Here's how China is going green. Repéré à <https://www.weforum.org/agenda/2018/04/china-is-going-green-here-s-how/>
- Stalley, P. et Yang, D. (2006). An emerging environmental movement in China? *The China Quarterly*, 186, 333-356.
- Stokke, O. S. et Hønneland, G. (2006). *International cooperation and Arctic governance: Regime effectiveness and northern region building*. New York, NY : Routledge.
- Supreme Court of Korea. (2016). The Judiciary: Introduction. Repéré à <https://eng.scourt.go.kr/eng/judiciary/introduction.jsp>
- Tang, X., Shen, C., Shi, D., Cheema, S. A., Khan, M. I., Zhang, C. et Chen, Y. (2010). Heavy metal and persistent organic compound contamination in soil from Wenling: An emerging e-waste recycling city in Taizhou area, China. *Journal of Hazardous Materials*, 173(1-3), 653-660.
- Tian, Y. et Wang, C. (2016). Environmental education in China: Development, difficulties and recommendations. *Journal of Social Science Studies*, 3(1), 31-43.
- The International Labour Organization. (2014). Act on Environmental Impact Assessment Procedures. Repéré à [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\\_lang=&p\\_isn=85506](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=&p_isn=85506)
- The Japan Times. (2019, 13 mars). South Korea labels air pollution a 'social disaster' in move that could unlock emergency funds. *The Japan Times*. Repéré à <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/03/13/asia-pacific/science-health-asia-pacific/south-korea-steps-fight-pollution-calls-problem-social-disaster-move-unlock-emergency-reserve-funds/#.XR-szuhPGUk>
- The Narwhal. (s. d.). Environmental issues in Canada. Repéré à <https://thenarwhal.ca/topics/environmental-issues-canada>
- The National People's Congress of the People's Republic of China. (2004). Constitution of the People's Republic of China. Repéré à [http://www.npc.gov.cn/englishnpc/Constitution/2007-11/15/content\\_1372963.htm](http://www.npc.gov.cn/englishnpc/Constitution/2007-11/15/content_1372963.htm)
- Tsayem Demaze, M. (2009). Les conventions internationales sur l'environnement : état des ratifications et des engagements des pays développés et des pays en développement. *L'Information géographique*, 73(3), 84-99.

- Uitto, A., Juuti, K., Lavonen, J., Byman, R. et Meisalo, V. (2011). Secondary school students' interests, attitudes and values concerning school science related to environmental issues in Finland. *Environmental education research*, 17(2), 167-186.
- Union européenne. (2019). Finland. Repéré à [https://europa.eu/european-union/about-eu/countries/member-countries/finland\\_en](https://europa.eu/european-union/about-eu/countries/member-countries/finland_en)
- Vaidya, N. (2012). The importance of environmental policy. Repéré à <http://www.nupoliticalreview.com/2012/04/12/the-importance-of-environmental-policy/>
- Van der Mark, M. (2019). UPM's Paso de los Toros mill poses financial and reputational risks. Repéré à <https://environmentalpaper.org/2019/06/upms-paso-de-los-toros-mill-poses-financial-and-reputational-risks/>
- Vézina-Dubois, V. (2015). *Réflexion critique sur le concept de culture par l'analyse du phénomène de la « Kpop »* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec.
- Wallace, D. (2017). *Environmental policy and industrial innovation: Strategies in Europe, the USA and Japan*. Londres, Angleterre : Routledge.
- Wang, A. (2007). Environmental protection in China: The role of law. Repéré à <https://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/745-Environmental-protection-in-China-the-role-of-law>
- Wang, Y., Morgan, R. K. et Cashmore, M. (2003). Environmental impact assessment of projects in the People's Republic of China: New law, old problems. *Environmental impact assessment review*, 23(5), 543-579.
- Wang, Z., Guo, D. et Wang, X. (2016). Determinants of residents e-waste recycling behaviour intentions: Evidence from China. *Journal of Cleaner Production*, 137, 850-860.
- Whitehorn, A. et Young, W. D. (2013). Socialisme. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/socialisme>
- Wong, C. S., Duzgoren-Aydin, N. S., Aydin, A. et Wong, M. H. (2007). Evidence of excessive releases of metals from primitive e-waste processing in Guiyu, China. *Environmental Pollution*, 148(1), 62-72.
- Wu, J., Chang, I. S., Bina, O., Lam, K. C. et Xu, H. (2011). Strategic environmental assessment implementation in China: Five-year review and prospects. *Environmental Impact Assessment Review*, 31(1), 77-84.
- Wu, N. (2014). Compliance with environmental regulations when the rule of law is weak: Evidence from China. Repéré à <https://journalistsresource.org/studies/international/china/regulatory-compliance-evidence-from-china/>
- Xiaoyun, L. et Qiang, D. (2010). China's environmental education: Experiences of environmental protection NGOs. *Chinese Education & Society*, 43(2), 6-15.

- Yu, H., Kim, C. et Kim, H. (2012). Investigating cosmetics purchase of international tourists in South Korea. *International Journal of Management Cases*, 14(1), 398-410.
- Yu, J., Williams, E., Ju, M. et Shao, C. (2010). Managing e-waste in China: Policies, pilot projects and alternative approaches. *Resources, Conservation and Recycling*, 54(11), 991-999.
- Yu, X., Gao, Y., Wu, S., Zhang, H., Cheung, K. et Wong, M. (2006). Distribution of polycyclic aromatic hydrocarbons in soils at Guiyu area of China, affected by recycling of electronic waste using primitive technologies. *Chemosphere*, 65(9), 1500-1509.
- Zhang, L. (2009). From Guiyu to a nationwide policy: E-waste management in China. *Environmental Politics*, 18(6), 981-987.
- Zeng, X., Xu, X., Boezen, H. et Huo, X. (2016). Children with health impairments by heavy metals in an e-waste recycling area. *Chemosphere*, 148, 408-415.
- Zheng, G., Xu, X., Li, B., Wu, K., Yekeen, T. A. et Huo, X. (2012). Association between lung function in school children and exposure to three transition metals from an e-waste recycling area. *Journal of Exposure Science & Environmental Epidemiology*, 23(1), 67-72.
- Zhou, M. (2013). A multidimensional analysis of public environmental concern in Canada. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 50(4), 453-481.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bridges, T. (2003). Surveillance environnementale. Dans M. Gérin, P. Gosselin, S. Cordier, C. Viau, P. Quénel, E. Dewailly (dir.), *Environnement et santé publique - fondements et pratiques* (p. 823-846). Montréal, Québec : Édisem/Tec & Doc.
- Brink, P. T. (2014). *Nature and its role in the transition to a green economy*. Communication présentée à la conférence EUROPARC 2014, Bruxelles, Belgique.
- Crête, J., Imbeau, L. M. et Lachapelle, G. (1994). *Politiques provinciales comparées*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Déjeant Pons, M. (1994). Le droit de l'homme à l'environnement, droit fondamental au niveau européen dans le cadre du Conseil de l'Europe et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. *Revue juridique de l'environnement*, 19(4), 373-419.
- Douglas, K. (1991). *Une charte canadienne des droits environnementaux*. Repéré à <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp281-f.htm>
- Drohan, M. (2010). *Regulating Canadian mining companies abroad: The 10-year search for a solution*. Repéré à [https://www.cips-cepi.ca/wp-content/uploads/2015/01/CIPS\\_PolicyBrief\\_Drohan\\_Jan2010-1.pdf](https://www.cips-cepi.ca/wp-content/uploads/2015/01/CIPS_PolicyBrief_Drohan_Jan2010-1.pdf)
- Gagnon, B., Lewis, N. et Ferrari, S. (2008). Environnement et pauvreté : regards croisés entre l'éthique et la justice environnementales. *Ecologie & politique*, 35(1), 79-90.
- Goettemoeller, J. et Goettemoeller, A. (2007). *Sustainable ethanol: Biofuels, biorefineries, cellulosic biomass, flex-fuel vehicles, and sustainable farming for energy independence*. Maryville, MO : Prairie Oak Publishing.
- Maurice, M. (1989). Méthode comparative et analyse sociétale : les implications théoriques des comparaisons internationales. *Sociologie Du Travail*, 31(2), 175-191.
- Mayrand, H. (2018). Déconstruire et repenser les fondements du droit international de l'environnement. *Revue québécoise de droit international*, 1(1), 35-59.
- Mulley, M. (s. d.). Bill C-300 (Historical). Repéré à <https://openparliament.ca/bills/40-3/C-300/>
- Ohashi, H. (2015). China's external economic policy in shifting development pattern. *Policy Research Institute*, Ministry of Finance Japan, 11(1), 141-174.
- Prime, P. B. et Park, J. H. (1997). China's foreign trade and investment strategies: Implications for the business environment. *Palgrave Macmillan Journals*, 32(4), 29-35.

- Schulte, D. (2017). *Un environnement sain, des Canadiens et une économie en santé : renforcer la loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*. Repéré à <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/ENVI/Reports/RP9037962/envirp08/envirp08-f.pdf>
- Stewart, B. R. (1981). Section two: rights, duties, and the environment: the right to a livable environment. Dans K. S. Shrader-Frechette (dir.), *Environmental ethics* (p. 138-153). Pacific Grove, CA : The Boxwood Press.
- Tourev, P. (2006). Repéré à <http://www.toupie.org>
- United Nations Environment Programme. (2015). *Air quality policies in South Korea*. Repéré à <https://www.unenvironment.org/resources/report/air-quality-policies-south-korea>
- Vazquez-Brust, D., Smith, A. M. et Sarkis, J. (2014). Managing the transition to critical green growth: The 'Green Growth State'. *Futures*, 64, 38-50.
- Young, O. R. (1989). The politics of international regime formation: Managing natural resources and the environment. *International organization*, 43(3), 349-375.
- Zubrin, R. (2009). *Energy victory: Winning the war on terror by breaking free of oil*. Amherst, NY : Prometheus Books.

## ANNEXE 1 : JUSTIFICATION DU CHOIX DES CRITÈRES

**Tableau A.1 Justification du choix des critères d'analyse pour chacune des sections**

Section	Critère	Justification du choix du critère
Engagement et motivation	Engagement de la population	Pour assurer une mise en place adéquate d'une politique environnementale, il est important que la population soit engagée (Innovation, Sciences et Développement économique Canada [ISDE], 2009).
	Engagement du pays dans des relations internationales	Les enjeux environnementaux se ressentent à différentes échelles, dont celle mondiale. Or, les échelles de gouvernance doivent suivre celles des enjeux subis ou prévus. (Compagnon, 2015). Pour assurer une forme de coalition entre les pays, l'engagement doit venir des entités gouvernantes (Carraro et Siniscalco, 1993).
	Engagement de l'entité gouvernante	Les engagements et motivations des entités gouvernantes sont à l'origine des mises en place de politiques dans un pays. En général, les engagements politiques se manifestent dans des actions concrètes (Tsayem Demaze, 2009).
Élaboration de politiques environnementales	Processus démocratique	La participation de la population dans la mise en place de politiques environnementales est un élément moral d'importance pour le fonctionnement adéquat des politiques (Light et De-Shalit, 2003). Ainsi, la mise en pratique d'une forme de démocratie permet de véhiculer les opinions et bâtir un plan d'action en accord avec les réalités vécues dans le pays (Larkin, 1981).
	Promotion d'évaluations d'impacts préalables aux projets	C'est un outil de planification de première importance dans l'élaboration des projets s'inscrivant dans les politiques environnementales. Les actions sur l'environnement sont souvent irréversibles et un tel outil permet de prévoir les impacts ainsi que de planifier les solutions. (André et al., 2010).
	Plan d'action	La planification de la mise en place d'une politique environnementale influence l'atteinte des objectifs de la politique en question (Hobbs et Centolella, 1995).
Post-mise en application de politiques environnementales	Processus adéquat d'application des politiques dans le pays	L'application de politiques environnementales se traduit entre autres par l'installation des outils de mise en place. Lorsqu'une politique est mise en vigueur, il est important que le plan soit appliqué comme prévu par les gouvernements. Souvent, les politiques environnementales sont ignorées ou délaissées suite à leur approbation (Vaidya, 2012).
	Résultats environnementaux concluants	Le but de mettre des politiques environnementales c'est entre autres d'améliorer ou d'éviter l'aggravation d'une situation environnementale. Ainsi, les résultats sont importants à considérer afin de voir si les politiques engendrent des résultats positifs et rendent possible l'atteinte des objectifs initialement prévus (Roberts, 2011).
	Utilisation d'un système de suivi	Un système de suivi permet d'adopter une gestion qui s'adapte au cours du temps à l'application de la politique (André et al., 2010).

## ANNEXE 2 : JUSTIFICATION DU CHOIX DES SOUS-CRITÈRES

**Tableau A.2 Justification du choix des sous-critères pour chacun des critères**

Critère	Sous-Critère	Justification du choix du sous-critère
Engagement de la population	Population sensibilisée	Il est avantageux pour un pays de mettre en place des politiques environnementales lorsque sa population est préalablement sensibilisée et conscientisée aux enjeux.
	Accès à un système d'éducation pour la sensibilisation à l'environnement	Selon Le Prestre (2015), pour que les comportements de la population changent et mènent vers des actions soucieuses de l'environnement, il faut avoir une forme d'éducation relative à l'environnement disponible pour tous les membres de la société.
Engagement du pays dans des relations internationales	Participation à des actions collectives	Actuellement, il est important que les pays gèrent ensemble les enjeux environnementaux mondiaux, et ce, en participant à des actions collectives (Morin, 2015). Celles-ci se manifestent, par exemple, par des signatures d'accords ou de conventions.
	Apport d'un soutien à l'international face aux enjeux environnementaux	Dans le contexte d'enjeux environnementaux mondiaux, la coopération est la voie à favoriser afin d'éviter d'éventuels conflits et de respecter les droits de chacun (Cséfalvayová, 2015). Ainsi, l'apport d'une forme de soutien à la communauté internationale démontre une forme de coopération et donc d'engagement.
	Reconnaissance des enjeux transfrontaliers	Les enjeux environnementaux ne connaissent pas de frontières et ils affectent tous les pays (Mairet, 2015). La reconnaissance d'enjeux transfrontaliers est importante pour la gouvernance dans la mise en place de politiques environnementales et pour l'engagement du pays dans ses relations internationales.
Engagement de l'entité gouvernante	Volonté de mise en place de politiques ou applications de politiques déjà existantes	Une manière de ressentir l'engagement d'une entité gouvernante par rapport aux enjeux environnementaux est de déterminer si elle planifie de mettre en place des politiques environnementales ou si elle en applique déjà. Si le pays applique des politiques environnementales, il est engagé. S'il planifie d'en appliquer de nouvelles, cela veut dire qu'il tente de s'engager davantage au niveau environnemental.
	Définition de l'environnement complète	Les définitions utilisées de l'environnement varient au cours du temps et entre les pays (Descola, 2005). Pour assurer des politiques inclusives de tous les aspects environnementaux, il est important que la définition de l'environnement attribuée par le pays dans sa législation soit établie et qu'un consensus général soit obtenu. Ainsi, une définition complète exprime une forme de reconnaissance de l'environnement et donc un potentiel d'engagement plus intégral.
	Reconnaissance des enjeux environnementaux dans le pays	La reconnaissance des enjeux environnementaux est un motivateur pour la naissance d'initiatives environnementales dont l'élaboration de politiques (Light et De-Shalit, 2003).



**Tableau A.2 Justification du choix des sous-critères pour chacun des critères (suite)**

Critère	Sous-critère	Justification du choix du sous-critère
Processus démocratique	Présence de processus politiques où la population peut faire valoir ses opinions	La présence de tels processus démontre l'intérêt des gouvernements d'inclure les opinions du public, des experts et des entités pouvant jouer un rôle important dans la mise en place des politiques environnementales.
	Élections parmi des candidats venant de différents partis pour des représentants aux décisions	La présence d'élections pour des représentants aux décisions exprime une forme de participation de la population dans l'activité politique du pays et donc indirectement dans la mise en place de politiques environnementales.
	Respect des intérêts économiques	L'environnement peut affecter la manière de gérer l'économie. Cependant, certaines politiques environnementales affectent lourdement le revenu de certains membres de la population, et souvent ceux-ci sont les plus pauvres. Spécialement dans les pays en développement, la situation économique est fortement liée au bien-être. Les PED sont les premiers touchés par des restrictions économiques, et ce, au détriment de leurs populations (Hugon, 2005).
	Met en valeur les droits de la personne	La mise en place de politiques environnementales doit être accompagnée par une priorisation des droits de la personne. Certains défendent l'opinion que l'environnement et les « droits humains sont indissociables » (Ligue des droits et libertés, s. d.). Un environnement négligé affecte directement le droit humain d'en jouir (Knox, 2018).
Promotion d'évaluations d'impacts préalables aux projets	Déjà existantes dans certains processus	L'évaluation d'impacts environnementaux est un outil d'aide à la décision qui se retrouve dans plusieurs pays (André et al., 2010). Elle n'est pas toujours obligatoire, mais souvent encouragée lors de projet de grande envergure. De plus, elle est primordiale pour mettre en place un système de suivi de qualité (Ministère de l'Environnement et changement climatique Canada et ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, 2015).
Plan d'action	Considération des principes de précaution et prévention	Dans un contexte environnemental où l'erreur est n'est pas permise en raison de l'irréversibilité des situations, il est important d'employer les principes de précaution et de prévention lors de la mise en place de politiques environnementales afin d'éviter de causer des catastrophes naturelles (Cameron et Abouchar, 1991 ; Dryzek, 2013).
	Comprends le long, moyen et court terme	La planification d'une politique environnementale doit se faire à différente échelle temporelle, car les changements prévus sont aux longs, moyens et courts termes (Depret et Hamdouch, 2009).
	Formulation d'un objectif mesurable et encadré	Un plan d'action muni d'un objectif précis permet d'établir des attentes mesurables, tandis qu'un plan d'action ayant un objectif large inclut une plus grande variété d'aspects nécessitant d'être considérés dans une même politique. Cependant, un objectif trop vague fait en sorte qu'il est difficile de gérer la mise en place de la politique environnementale et par conséquent le plan d'action aussi. Un objectif trop particulier impose une opinion et une façon de procéder pouvant parfois ne pas être adaptée à une situation donnée (Doyle et McEachern, 2008). Ainsi, peu importe si un objectif est large ou précis, il faut qu'il soit défini adéquatement et encadré (souvent à l'aide des sous-objectifs).

**Tableau A.2 Justification du choix des sous-critères pour chacun des critères (suite)**

Critère	Sous-critère	Justification du choix du sous-critère
Plan d'action	Utilisation des outils de mise en place de politiques environnementales	Pour mettre en place des politiques environnementales, il est important d'utiliser des outils d'application et de les diversifier (Le Prestre, 2015).
Processus adéquat d'application des politiques dans le pays (démarche)	Respect du plan d'action	Un plan d'action respecté peut traduire le fait qu'il a été construit adéquatement en fonction des réalités envisagées à différentes échelles temporelles. De plus, le respect d'un plan d'action adéquat doit mener vers l'atteinte des objectifs.
	Utilisation des outils disponibles	Afin de mettre en place une politique environnementale, il faut que les outils choisis par les gouvernements soient appliqués comme prévu dans le plan d'action.
	Application efficace des politiques	Afin d'assurer une mobilisation de la population et un fonctionnement adéquat des politiques, il est important que leur application soit prise en charge. Ainsi, une application efficace de politique démontre une motivation du pays à agir.
	Les défis de parcours sont pris en charge	Afin d'assurer une gestion adaptative, il faut tenter de prendre en charge les difficultés rencontrées dans le plan d'application des politiques. Ainsi, une modification du plan d'action peut être envisagée au besoin. (André et al., 2010).
Résultats environnementaux concluants	Effet positif de la politique sur l'environnement	Une amélioration de la situation environnementale, une réduction des activités nuisibles à l'environnement ou une bonification des conditions environnementales résultant de la mise en place d'une politique environnementale démontrent que celle-ci apporte un bienfait à l'environnement et qu'elle vaut la peine d'être entretenue.
	Respect de l'objectif	L'objectif d'une politique environnementale confère une direction aux actions prévues. La considération de l'objectif tout au long de l'application d'une politique environnementale est importante pour l'amélioration ou l'obtention éventuelle de résultats positifs.
Utilisation d'un système de suivi	Régulier	Pour qu'un suivi de mise en place de politiques soit fonctionnel au long terme et pour assurer une gestion adaptative, il faut qu'il soit effectué de manière régulière (André et al., 2010).

## ANNEXE 3 : JUSTIFICATION DE LA PONDÉRATION DES CRITÈRES

**Tableau A.3 Justification de la pondération des critères d'analyse dans chacune des sections**

Section	Critère	Justification de la pondération du critère
Engagement et motivation	Engagement de la population	Ce critère est souhaitable, car une politique environnementale est plus exécutable lorsqu'une population est sensibilisée (Dryzek, 2013).
	Engagement du pays dans des relations internationales	Ce critère est réalisable, car il est indispensable à la gestion de l'environnement dans un contexte d'enjeu mondial. Les effets ressentis ne connaissent pas de frontières et affectent tous les pays d'une manière ou d'une autre. (Compagnon, 2015).
	Engagement de l'entité gouvernante	Il est important que ce critère soit réalisable du fait que pour mettre en place une politique environnementale, il est nécessaire que le gouvernement de la nation y prenne intérêt (Dryzek, 2013).
Élaboration de politiques environnementales	Processus démocratique	Ce critère est souhaitable du fait que moralement la population doit prendre part aux décisions afin de pouvoir les appliquer. Une participation encadrée permet de considérer les opinions et les intérêts de chacun. (Dryzek, 2013).
	Promotion d'évaluations d'impacts préalables aux projets	L'évaluation d'impacts est souhaitable, car il est un dispositif permettant une application adéquate de politiques environnementales dans des contextes divergents (André et al., 2010). Ainsi, il doit être prévu dans l'élaboration de politiques. Cependant, il nécessite autant de ressources financières qu'intellectuelles et des infrastructures pour procéder à l'évaluation et c'est pourquoi il peut être difficilement réalisable dans certains pays où les ressources sont limitées.
	Plan d'action	La planification de l'application de politiques environnementales doit être réalisable. Il est vrai qu'en absence de ressources, certains pays peuvent plus ou moins être précis dans leur démarche de planification. Cependant, un minimum d'organisation est nécessaire pour assurer le développement du pays et des politiques (Andriamahefazafy et Rakotoarijaona, 2007).
Post-mise en application de politiques environnementales	Processus adéquat d'application des politiques dans le pays	Suite à l'approbation de politiques environnementales, il est souhaitable qu'elles soient appliquées adéquatement. Cependant, en cas d'enjeux financiers ou d'autres crises potentielles, certains pays peuvent se voir reculer face à l'intention d'appliquer de telles politiques.
	Résultats environnementaux concluants	Ce critère est réalisable, car il est le but ultime de la mise en place de politiques environnementales. Même si les résultats sont perceptibles à différentes échelles temporelles, il est important que l'environnement et les populations mondiales bénéficient de telles démarches politiques.
	Utilisation d'un système de suivi	Un suivi est souhaitable dans l'application de politiques environnementales. Cependant, il nécessite d'importantes ressources financières et de main d'œuvre ; ce qui peut s'avérer être un facteur limitant dans certains pays défavorisés (André et al., 2010).

## ANNEXE 4 : JUSTIFICATION DE LA PONDÉRATION DES SOUS-CRITÈRES

**Tableau A.4 Justification de la pondération des sous-critères pour chacun des critères**

Critère	Sous-critère	Justification de la pondération du sous-critère
Engagement de la population	Population sensibilisée	Ce sous-critère est avantageux pour la mise en place de politiques environnementales. Dans le cas où la population est très peu sensibilisée, il est possible d'élaborer une politique relative à l'éducation environnementale.
	Accès à un système d'éducation pour la sensibilisation à l'environnement	Ce sous-critère doit être réalisable, car il est important que des formes de sensibilisation et d'éducation à l'environnement soient entreprises dans le pays afin de conscientiser la population aux enjeux présents ou futurs et qui peuvent les affecter directement ou indirectement (Le Prestre, 2015). Puisqu'il peut s'avérer long de sensibiliser une population à la dégradation de l'environnement, il est nécessaire d'adopter rapidement un système d'éducation pour assurer la mise en place de politiques environnementales (Roberts, 2011).
Engagement du pays dans des relations internationales	Participation à des actions collectives	Ce sous-critère est souhaitable, car les actions collectives entraînent une forme de motivation à agir pour la protection de l'environnement. Elles sont précurseuses de solutions contre la dégradation de la situation environnementale. Cependant, ce sous-critère n'est pas toujours réalisable du fait que certaines actions collectives internationales éprouvent de la difficulté à être appliquées, car il n'y a pas de structure obligatoire pouvant les encadrer (Sands, 1989).
	Apport d'un soutien à l'international face aux enjeux environnementaux	Chaque pays peut fournir une forme de soutien lui étant propre, et ce, en fonction de ses réalités politiques, économiques et sociales. Cependant, une forme de coopération mondiale est importante pour gérer l'enjeu mondial de détérioration de l'environnement (Cséfalvayová, 2015 ; Sands, 1989). Ce sous-critère doit être réalisable.
	Reconnaissance des enjeux transfrontaliers	Les enjeux environnementaux concernent la population mondiale. En reconnaissant les enjeux transfrontaliers, les pays apportent une forme de support à la communauté internationale. C'est pourquoi ce critère est qualifié comme étant réalisable.
Engagement de l'entité gouvernante	Volonté de mise en place de politiques ou applications de politiques déjà existantes	Ce sous-critère est réalisable, car sans volonté de la part du gouvernement, il est impossible de mettre en place des politiques environnementales.
	Définition de l'environnement complète	Ce sous-critère est avantageux du fait qu'il est quasiment impossible de prendre en considération tous les aspects environnementaux dans une même définition. Les définitions employées dans les différents pays sont vouées à évoluer, et ce, en fonction des enjeux ressentis.
	Reconnaissance des enjeux environnementaux dans le pays	Pour émettre des politiques environnementales appropriées, il est nécessaire que le pays soit informé des enjeux qu'il subit au niveau environnemental. Cependant, les enjeux évoluent et parfois, il est difficile de les suivre de près. C'est pourquoi ce sous-critère est souhaitable.

**Tableau A.4 Justification de la pondération des sous-critères pour chacun des critères (suite)**

Critère	Sous-critère	Justification de la pondération du sous-critère
Processus démocratique	Présence de processus politiques où la population peut faire valoir ses opinions	C'est une opportunité pour la population de partager ses opinions sur un sujet précis qui peut la concerner (Dryzek, 2013). Ce sous-critère est souhaitable, car il est de l'intérêt des autorités de considérer toutes les parties prenantes lors de la mise en place de politiques et ce, malgré les difficultés formalistes envisageables.
	Élections parmi des candidats venant de différents partis pour des représentants aux décisions	La présence d'élections est souhaitable du fait qu'elle a des « vertus démocratiques ». Cependant, son absence ne signifie pas nécessairement un manque de démocratie. (Pourtois, 2016).
	Respect des intérêts économiques	Les intérêts économiques sont importants à considérer, car ils expriment le désir des pays de se développer ou de bâtir une richesse. Cependant, la pensée actuelle encourageant une croissance illimitée basée sur des ressources naturelles infinies est irréaliste. Les ressources sont lentement renouvelables et finies. (Dryzek, 2013). C'est pourquoi ce sous-critère est avantageux lorsqu'il s'inscrit dans la réalité économique actuelle.
	Met en valeur les droits de la personne	Ce sous-critère est réalisable, car les droits de la personne se basent sur des principes communs à tous humains. Chaque pays peut s'y référer lors de la mise en place des politiques environnementales. (Roberts, 2011).
Promotion d'évaluations d'impacts préalables aux projets	Déjà existantes dans certains processus	Ce sous-critère est avantageux du fait que les évaluations d'impacts permettent de dresser un portrait de la situation et de prédire les réalités à venir. C'est un outil d'aide à la décision et d'élaboration d'un système de suivi à utiliser lors de l'application de politiques environnementales par l'entremise de projets à caractère environnemental.
Plan d'action	Considération des principes de précaution et prévention	Ce sous-critère est souhaitable, car il encourage le fait de relever les alertes précoces à des enjeux environnementaux à venir et à prévenir leur arrivée (Harremoës et al., 2002). Cependant, en temps de faiblesse financière, cet aspect de la planification peut ne pas être réalisable.
	Comprends le long, moyen et court terme	Ce sous-critère est réalisable, car il structure le plan d'action au cours du temps pour obtenir des retombées environnementales positives.
	Formulation d'un objectif mesurable et encadré	Pour qu'un objectif soit réalisable, il faut qu'il soit encadré pour diriger les actions à entreprendre dans la mise en place de la politique. De plus, il est important que les résultats de son application soient mesurables pour suivre l'évolution des actions au court du temps. Ainsi, ce critère est souhaitable.
	Utilisation des outils de mise en place de politiques environnementales	Il y a plusieurs outils pour la mise en place de politiques environnementales et ceux-ci sont sélectionnés en phase d'élaboration de la politique. Les outils sont d'une importance majeure dans l'application de ces politiques (Le Prestre, 2015). C'est pourquoi ce critère est réalisable.

**Tableau A.4 Justification de la pondération des sous-critères pour chacun des critères (suite)**

Critère	Sous-critère	Justification de la pondération du sous-critère
Processus adéquat d'application des politiques dans le pays (démarche)	Respect du plan d'action	Ce sous-critère est souhaitable, car il exprime la qualité de la planification de mise en place des politiques. Cependant, il est possible que des imprévus interviennent et modifient le déroulement prévu.
	Utilisation des outils disponibles	Ce sous-critère est réalisable du fait qu'une politique est strictement applicable en utilisant les outils.
	Application efficace des politiques	Ce sous-critère est avantageux, car il assure le respect du plan d'action. Or, dans certaines situations, l'application de politique environnementale peut s'avérer être difficile à mener à bien et donc peu efficace.
	Les défis de parcours sont pris en charge	Ce sous-critère est réalisable. Il nécessite d'adopter une forme de gestion adaptative possible à acquérir autant pour les pays en développement que pour les pays développés.
Résultats environnementaux concluants	Effet positif de la politique sur l'environnement	Ce sous-critère est souhaitable dans la mesure du possible. Parfois, les effets de la politique environnementale sur l'environnement sont laborieusement mesurables au court terme.
	Respect de l'objectif	Il est souhaitable que l'objectif soit respecté. Cependant, il est possible que des imprévus interviennent au court de l'application de la politique, ce qui fait en sorte que parfois cet aspect est difficilement réalisable.
Utilisation d'un système de suivi	Régulier	Ce sous-critère est avantageux du fait qu'il apporte une force éminente à la gestion adaptative (André et al., 2010). Cependant, les suivis sont financièrement et temporellement demandant. Ainsi, certaines réalités de divers pays empêchent l'utilisation de telles mesures.

## ANNEXE 5 : TABLEAU SOMMATIF DE L'ANALYSE

**Tableau A.5 Récapitulatif des sections, des critères (avec pondération), des sous-critères (avec pondération), des valeurs des sous-critères pour chaque pays sans pondération ainsi que les valeurs des sections sans pondération pour chaque pays**

Section	Critère (pondération)	Sous-critère (pondération)	valeur sous-critère Chine	valeur section Chine	valeur sous-critère Corée du Sud	valeur section Corée de Sud	valeur sous-critère Finlande	valeur section Finlande	valeur canada sous-critère Canada	valeur section Canada
Engagement et motivation	Engagement de la population (2)	Population sensibilisée (1)	2	2,52	2	3,05	3	3,62	2	2,84
		Accès à un système d'éducation pour la sensibilisation à l'environnement (3)	2		2		4		3	
	Engagement du pays dans des relations internationales (3)	Participation à des actions collectives (2)	3		4		4		4	
		Apport d'un soutien à l'international face aux enjeux environnementaux (3)	1		2		3		3	
		Reconnaissance des enjeux transfrontaliers (3)	2		5		4		3	
	Engagement de l'entité gouvernante (3)	Volonté de mise en place de politiques ou applications de politiques déjà existantes (3)	4		3		4		2	
		Définition de l'environnement complète (1)	3		2		4		3	
		Reconnaissance des enjeux environnementaux dans le pays (2)	3		4		4		3	

**Tableau A.5 Récapitulatif des sections, des critères (avec pondération), des sous-critères (avec pondération), des valeurs des sous-critères pour chaque pays sans pondération ainsi que les valeurs des sections sans pondération pour chaque pays (suite)**

Section	Critère (pondération)	Sous-critère (pondération)	valeur sous- critère Chine	valeur section Chine	valeur sous- critère Corée du Sud	valeur section Corée de Sud	valeur sous- critère Finlande	valeur section Finlande	valeur canada sous- critère Canada	valeur section Canada
Élaboration de politiques environnementales	Processus démocratique (2)	Présence de processus politiques où la population peut faire valoir ses opinions (2)	1	2,87	2	3,27	4	3,58	5	3,76
		Élections parmi des candidats venant de différents partis pour des représentants aux décisions (2)	1		4		5		5	
		Respect des intérêts économiques (1)	4		5		5		5	
		Respect des droits de la personne (3)	3		3		5		3	
	Promotion d'évaluations d'impacts préalables aux projets (2)	Déjà existantes dans certains processus (1)	3		3		3		4	
	Plan d'action (3)	Considération des principes de précaution et prévention (2)	3		4		4		3	
		Comprends le long, moyen et court terme (3)	3		3		3		3	
		Formulation d'un objectif mesurable et encadré (3)	4		4		2		3	
		Utilisation des outils de mise en place de politiques environnementales (3)	3		3		4		4	



**Tableau A.5 Récapitulatif des sections, des critères (avec pondération), des sous-critères (avec pondération), des valeurs des sous-critères pour chaque pays sans pondération ainsi que les valeurs des sections sans pondération pour chaque pays (suite)**

Section	Critère (pondération)	Sous-critère (pondération)	valeur sous- critère Chine	valeur section Chine	valeur sous- critère Corée du Sud	valeur section Corée de Sud	valeur sous- critère Finlande	valeur section Finlande	valeur canada sous- critère Canada	valeur section Canada	
Post-mise en application de politiques environnementales	Processus adéquat d'application des politiques dans le pays (démarche) (2)	Respect du plan d'action (2)	2	3,28	3	3,03	3	3,16	3	2,32	
		Utilisation des outils disponibles (3)	3		3		4		3		
		Application efficace des politiques (1)	4		4		2		2		
		Les défis de parcours sont pris en charge (3)	4		3		4		3		
	Résultats environnementaux concluants (3)	Effet positif de la politique sur l'environnement (2)	4		3		3		2		
		Respect de l'objectif (2)	3		3		3		1		
	Utilisation d'un système de suivi (2)	Régulier (1)	3		3		3		3		3